



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

Great Britain. Foreign Office

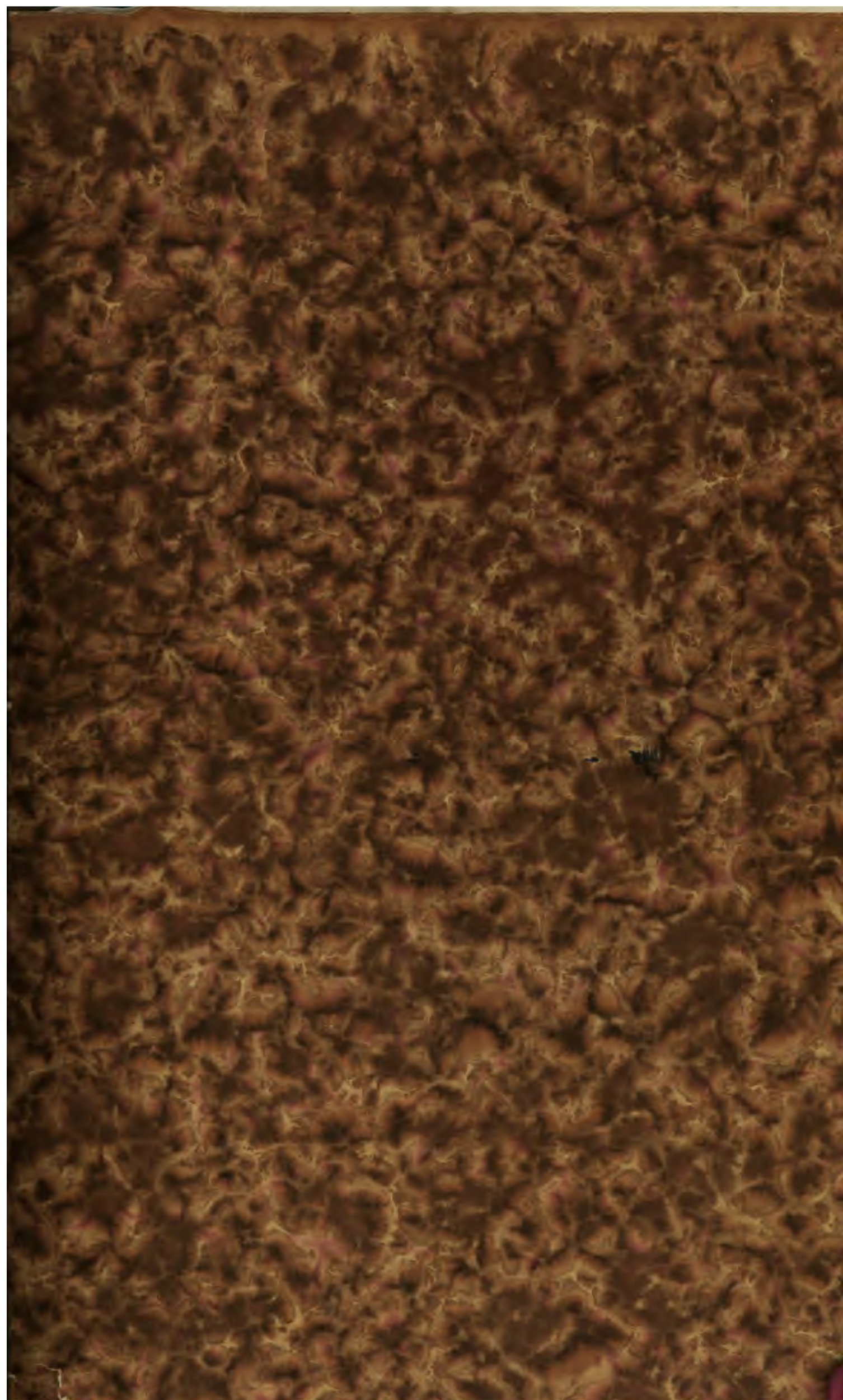
Further correspondence respecting  
the affairs of Turkey

**HOOVER INSTITUTION**

DA  
47.9  
T8  
G74  
1878  
F









001754

**TURKEY. No. 45 (1878.)**

*Great Britain Foreign office*

*SH*

**FURTHER CORRESPONDENCE**

**RESPECTING THE**

**AFFAIRS OF TURKEY.**

---

*Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty.*  
1878.

---

**LONDON:**

**PRINTED BY HARRISON AND SONS.**

**[C.—2135.] Price 8½d.**

**001754**

frances. Non ! ce que le déchaînement des mauvaises passions, des instincts sanguinaires, peut expliquer en temps de guerre sans toutefois en atténuer l'horreur, a persisté encore après la cessation des hostilités.

Devant les massacres en masse, les meurtres isolés, le pillage, le viol, et l'incendie, nous avons dû fuir traqués de tous côtés comme des bêtes fauves, laissant les champs jonchés des cadavres de nos femmes, de nos enfants et de nos compatriotes infortunés. La misère, les privations, et les épidémies ont ensuite continué l'œuvre d'extermination commencée par des hordes de sauvages indignes du nom d'homme.

Voilà jusqu'aujourd'hui les bienfaits qui ont découlé pour nous de la conclusion du Traité de San Stéfano, qui devait inaugurer l'ère de la paix et de la concorde !

Ce n'est pas tout : au mépris des principes qui régissent aujourd'hui les sociétés civilisées, on veut soumettre au joug d'une minorité ignorante, altérée de sang et de vengeance, des peuples qui lui sont supérieurs au point de vue des aptitudes administratives et de la tolérance religieuse ; on veut que ces mêmes peuples n'aient plus de patrie, ni de nationalité ; que leurs droits consacrés par les siècles soient effacés d'un trait de plume !

Ce serait une grave erreur que d'attribuer les persécutions dont nous sommes victimes, à une réaction contre un régime prétendu odieux. Non ! Altesse, elles sont la conséquence d'un plan infernal qui a pour objectif l'exode général des Musulmans de la Roumélie et d'une partie de l'Asie. Pour les y contraindre, le fer, le feu, les spoliations, tous les moyens sont bons.

Mais l'Europe humanitaire, l'Europe civilisée peut-elle rester impassible devant une iniquité qui serait la tache éternelle de lumières et de progrès ? Si nous avons une pareille conviction, nous n'aurions pas adressée à votre Altesse le recueil qui suit et qui contient le récit d'une partie minime, hélas ! des souffrances des populations Musulmanes et leurs protestations unanimes contre le régime qu'on veut leur imposer.

Que votre Altesse daigne soumettre à la haute appréciation des honorables Plénipotentiaires des Puissances cet exposé de notre lamentable situation et de nos justes aspirations, afin qu'ils veuillent bien prendre en considération nos malheurs et notre droit de vivre sous le Gouvernement dont plusieurs siècles ont consacré la légitimité.

(Signé)

Les Musulmans Opprimés.

29 Juin, 1878.

#### *Avant-Propos.*

Ce recueil comprend trois séries de pièces authentiques,—fidèlement traduites,—fournies par des témoins et des victimes des récents événements auxquelles elles se rapportent. Ces pièces ont été groupées dans l'ordre suivant :—

1. Atrocités, méfaits, déprédations ;
2. Plaintes et réclamations, se rapportant aux actes de pillage et de destruction propriétés privées ;
3. Protestations des habitants Musulmans et Chrétiens contre les annexations de territoires ;

Enfin, une relation succincte de faits de notoriété publique, qui ont eu lieu au détriment de la population Musulmane depuis la signature du Traité de San Stéfano.

#### *Atrocités, Méfaits, Déprédations, &c.*

#### *Supplique des Habitants de Boulmadja.*

LES soldats Russes ont tué huit habitants du village de Boulmadja, dans le district de Philippopoli, et fait subir aux femmes les derniers outrages.

Les villageois des environs sont encore assiégés. La tristesse de notre situation est impossible à décrire. Devons-nous émigrer ou devons-nous nous résigner à notre malheureux sort ? Nous sommes dans l'attente de vos ordres.

16 Février, 1878.



*Supplique des Habitants de Kéchan.*

Hier soir, les habitants Bulgares des environs ont mis le feu aux fermes appartenant à des Musulmans du village de Yénidjé, à une heure de Kéchan, lesquelles ont été totalement détruites. Ils ont également détruit le village de Mourdján ainsi que plusieurs hameaux des environs. Ces faits ont été rapportés au Commandant en chef Russe de notre ville, qui lui-même a été spectateur de ces dévastations. Nos plaintes sont restées sans résultats et l'audace de ces destructeurs augmentant par suite de l'impunité, les habitants Musulmans de la contrée n'osent plus faire un pas hors de leurs maisons et vivent dans des transes perpétuelles.

(Suivent les Signatures du Caïmacam, du Cadi et de six  
Membres du Conseil Municipal de Kéchan.)

18 Février, 1878.

*Télégramme du Mutessarif de Gallipoli.*

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-après deux télégrammes qui me sont adressés par le canal de la station télégraphique d'Ijala, expédiés par le Caïmacam de Kéchan et par le Muḍir de cette dernière localité.

Il résulte de ces deux dépêches que pour rétablir l'ordre dans ces localités, l'envoi d'une certaine quantité de troupes est devenu de toute urgence ; car, malgré la conclusion de la paix, par suite de la présence des troupes et des avant-postes Russes sur la ligne de démarcation, le retour à l'état normal des choses est pour aujourd'hui impossible.

Des pelotons de Cosaques de cinq à dix hommes franchissent continuellement la ligne de démarcation sur les ordres de leurs commandants ; ils sont toujours suivis de maraudeurs Bulgares qui profitent des circonstances pour venir ravager le pays.

Je vous prie de me donner vos ordres sur la conduite que je dois suivre afin que, la sécurité et la tranquillité se rétablissant dans la contrée, les cultivateurs puissent, sans aucun danger, s'occuper des travaux des champs et préparer les terres pour l'époque des ensemencements.

28 Février, 1878.

*Télégramme du Caïmacam de Kéchan, en date du 28 Février.*

J'ai reçu votre dépêche du 21 courant m'annonçant la signature du Traité de Paix par les Puissances belligérantes. Aujourd'hui encore, cependant, les habitants des villages des environs de Kéchan se trouvent pour ainsi dire en état de siège. Ceux qui vont couper du bois à une demi-heure de distance à peine du bourg en question, voient leurs bêtes de somme enlevées par les Bulgares qui s'enhardissent jusqu'à ravir les bestiaux des écuries des cultivateurs. Il résulte de cet état de choses que les travaux des champs sont complètement délaissés. Il est de toute urgence, avant l'époque même des ensemencements, que des troupes soient envoyées ici pour rétablir la sécurité et forcer les ravisseurs à restituer à leurs propriétaires les bestiaux ainsi que les céréales et autres produits qu'ils ont volés.

Dans l'attente de vos instructions, j'ai l'honneur, &c.

*Mazbata adressé par le Muḍir d'Ijala, en date du 27 Février.*

Rien n'est épargné de notre part pour assurer la sécurité et la concorde entre nous tous. Malheureusement, bien que l'époque du dénombrement des moutons soit arrivée, personne ne peut s'éloigner à un quart d'heure de distance du village par suite de l'irruption dans notre district de bandes de Bulgares armés parcourant les campagnes, nous réduisant ainsi en un véritable état de siège. Hier encore, Dimanche, 400 moutons et 130 têtes de bétail qui se trouvaient sans propriétaires ont été également enlevés ; les bergers ont dû s'enfuir sans leurs troupeaux. Cette situation, qui s'aggrave de jour en jour, provient du fait de la présence des Cosaques. Ces agissements des Bulgares n'ont pas pour mobile la nécessité ou le besoin, mais bien de causer des vexations aux habitants ainsi que des dommages au Gouvernement, en le mettant dans l'impossibilité de percevoir la taxe.

En l'état, l'envoi de quelques centaines de soldats de l'armée Impériale serait un bienfait réel pour ces contrées, car cela couperait court à tous les méfaits qui désolent le pays.



*Supplique des Habitants de Terkos.*

Nous Soussingés, appartenant à la population de Terkos, relevant de Gouvernement de Tchataldja, avons l'honneur d'exposer que jamais la cavalerie Russe passant dans nos parages ne nous a molestés, de quelque façon que ce soit; seulement les bandes Bulgares venues à Strandja, à Youdidja, à Karadja et à Belgrade (même каза): ont fait preuve à notre égard de malveillance et nous ont maltraités. Ainsi, dernièrement, comme nous avons appris qu'ils venaient pour enlever nos troupeaux à proximité de notre village, nous les avons repoussés, mais ils sont revenus à la charge en plus grand nombre. Or, comme c'est la saison du labour et que nous avons besoin de nos bêtes plus que jamais, nous vous prions de vouloir bien prendre les mesures que de droit pour nous préserver des méfaits de ces malveillants.

(Suivent plusieurs cachets.)

2 Mars, 1878.

*Pétition de 150 individus représentant le Village de Akouïran, Casa de Tchataldja.*

Malgré ces temps de troubles et de confusion, nous ne nous sommes pas décidés à abandonner nos biens et nous sommes restés dans notre village.

Il y a plusieurs mois les Russes sont arrivés chez nous; nous avons déjà ici plus de 100 familles d'émigrés de Roumélie; du reste nous vivions en bonne intelligence avec les Russes qui ne nous molestaient pas. Toutefois les Bulgares du voisinage ont commencé à nous maltraiter, à s'emparer de nos troupeaux et à commettre des meurtres. Comme avec un pareil voisinage, il n'y a plus pour nous de sécurité, et qu'il nous est impossible de vivre dans l'humiliation, nous venons vous prier, ne pouvant pas prolonger notre séjour ici, de mettre à notre disposition des wagons à la station de Kabakteha pour nous transporter à Constantinople, ou de faire établir ici un corps de garde Russe de cinq hommes par localité.

4 Mars, 1878.

*Rapport du Gouverneur-Général de Salonique.*

Un télégramme du Mutessarif de Drama que je reçois à l'instant, m'informe que le Caïmacam de Tchar-Déré l'avise que 600 Bulgares d'Akhi-Tchélebi sont passés par le village de Fezdé-Karchele qu'ils ont réduit en cendres et qu'ils y ont commis des meurtres. Il ajoute qu'hier la même bande s'est montrée à Tamargach et que son irruption dans le Dari-Déré était imminente. Il constate l'urgence d'armer les gardes civiques et de désigner un officier capable pour les commander, afin de mettre un terme aux déprédations et aux excès de ces bandes de Bulgares ou de les réduire dans l'impossibilité d'exécuter leurs desseins agressifs, ainsi que ce même fonctionnaire avait déjà procédé lors d'une tentative analogue faite dernièrement par ces mêmes insurgés.

4 Mars, 1294.

*Résumé d'un Rapport adressé par le Sous-Lieutenant Osman Effendi.*

Les habitants Musulmans réfugiés dans les environs de Kabakdja, au nombre de 3,254, se sont vu complètement dépouillés de leurs effets et de leurs troupeaux par des soldats Russes de complicité avec les Bulgares de Strandja et ont été réduits ainsi à la plus profonde misère.

7 Mars, 1878.

*Télégramme du Mudir d'Idjala, en date du 7 Mars.*

Les actes de pillage et les méfaits de toutes sortes commis par les Bulgares et autres malfaiteurs Slaves ont atteint des proportions impossibles à décrire. Toutes les mesures qu'il a été possible de prendre pour réprimer ces attentats continuels contre les personnes et les biens, sont restées sans efficacité, attendu que partout où les Russes

arrivent, ces bandes de pillards ne tardent pas à faire leur apparition. Il est d'une extrême urgence que des troupes soient envoyées en tout hâte de ces côtés-ci pour chasser ces bandes et rendre au pays le repos et la sécurité dont il a tant besoin.

A peine les Russes étaient-ils depuis huit jours entrés à Idjala qu'ils ont commencé à faire des perquisitions chez les habitants, pour enlever leurs armes. Ils ont également pris trente fusils Winchester au poste de la gendarmerie, ainsi que des drapeaux, pour lesquels toutefois ils ont remis un récépissé; après quoi ils se sont retirés du côté de Charkeuï. Ils ont fermé le bureau du télégraphe et enlevé 35 kilés de blé au dépôt des dîmes. Quant au sésame qui se trouvait dans ledit dépôt, bien qu'ils n'en aient pas encore disposé, ils paraissent être dans l'intention de le vendre. Leurs Commandants ont formellement déclaré que tant que les soldats Russes seraient dans la contrée, ils ne permettraient pas qu'il soit procédé au dénombrement des moutons et à la perception de la taxe.

Il résulte de ces procédés que plus de 500 réfugiés venus des environs de Plevna et de Loftcha, recueillis ici, se trouvent ainsi sans aucun moyen de subsistance.

Les habitants ne peuvent plus sortir de leurs demeures et sont pour ainsi dire gardés à vue. L'impossibilité de communiquer par télégraphe, avec l'extérieur, ajoute encore à l'horrible de la situation, sur laquelle je ne saurais trop appeler votre bienveillante attention.

---

*Rapport adressé par la Commission des Réfugiés.*

Il résulte d'un *Takrir* envoyé par la Commission des Réfugiés installée à la Préfecture de la ville que, d'après un rapport d'un de ses employés qui vient de retourner de l'intérieur, 3,500 réfugiés se trouvent à Tchataldja dans un état de misère digne de pitié, et que beaucoup d'entre eux meurent par suite du manque de nourriture. La Commission a pensé de les faire venir à Constantinople tout en leur envoyant le plus tôt possible des biscuits pour parer aux premiers besoins.

8 Mars, 1294.

---

*Télégramme du Caïmacam du Sultan-Yéri, du 9 Mars.*

Hier trois colonnes de Cosaques Russes, fortes chacune de quarante à cinquante hommes, ont franchi les limites de notre district près d'Ara-Chéiri et ont assailli les villages situés à une distance de trois heures. Non-seulement ils ont dépouillé les habitants mais encore, pénétrant dans leurs demeures, ils se sont servis de leurs armes et se sont portés à des attentats contre l'honneur des femmes.

Les Mouktars venus de ce côté nous ayant rapporté ces faits, toute la population est nuit et jour dans des transes mortelles.

---

*Rapport Télégraphique du Mutessarif de Gallipoli.*

Les persécutions, par les bandes Bulgares, de la population Musulmane du district de Hasskeuï comprise dans les lignes Russes, continuent sur une vaste échelle.

Il y a urgence pour que les autorités Russes prennent des mesures immédiates pour faire cesser cet état de choses intolérable.

8 Mars, 1878.

---

*Supplique des Habitants de Sultan-Yéri.*

Sujets Ottomans depuis 500 ans, nous endurons aujourd'hui des maux dont nos ancêtres n'ont jamais eu même une idée. Ces maux ont atteint leur apogée.

Les troupes Russes arrivées dans notre district sillonnent la contrée en tous sens; elles enlèvent de vive force nos bestiaux, nos effets, et nous accablent de toutes les avanies imaginables. Comprenant que nous ne saurions rester insensibles à ces odieux procédés ainsi qu'au danger imminent de les voir violer nos domiciles et outrager nos femmes et nos filles, elles s'empressent de nous enlever nos armes. A nos réclamations, leurs officiers nous répondent que nous sommes sous la domination Russe. Notre résignation a atteint ses dernières limites et nous voulons savoir si l

Gouvernement Impérial, sous l'égide tutélaire duquel nous avons vécu heureux jusqu'à ce jour, n'existe plus ici, et si réellement nous sommes devenus la chose des Russes. Dans ce dernier cas, nous déclarons que nous nous trouverons dans la cruelle nécessité d'émigrer en masse, et nous attendons de la bonté Impériale qu'elle veuille bien nous désigner une terre où nous puissions vivre loin de l'épouvante et de la terreur. Nous attendons votre réponse dans la plus profonde anxiété.

11 Mars, 1878.

---

*Télégramme du Caïmacam de Sultan-Yéri.*

Par suite de la terreur causée par les excès des Cosaques Russes qui se trouvent encore dans le district de Sultan-Yéri, et alors que le dénombrement des moutons pour la perception de la taxe de l'année 1294 était commencé, tous les propriétaires de bestiaux ont dû fuir dans les Balkans avec leurs troupeaux, laissant ainsi les habitants en proie aux plus grandes privations.

Des mesures urgentes sont réclamées pour mettre fin à cette pénible situation.

12 Mars, 1294.

---

*Télégramme des Délégués des Habitants d'Akhy-Tchélebi.*

Le 16 Janvier, 500 Cosaques avec 3,000 insurgés Bulgares sont arrivés à Akhy-Tchélebi, annonçant l'arrivée prochaine de 30,000 autres soldats. Ils ont commencé par forcer les habitants à livrer leurs armes; et comme aucun ordre n'était parvenu relativement à l'émigration des habitants, bon gré mal gré, ceux d'une dizaine de villages ont dû se soumettre à cette injonction. Toutes les autres localités s'étant refusées à obtempérer à cet ordre, les ennemis se sont enfin retirés.

Nous apprenons à l'instant que les Bulgares, avec toutes leurs forces, s'apprentent à attaquer et à détruire tous les villages Musulmans; de sorte que, nous ici et les habitants là-bas, nous nous trouvons en proie aux inquiétudes les plus vives, ne nous restant plus d'espoir que dans votre sollicitude pour qu'un prompt secours soit envoyé avec les instructions nécessaires, afin de nous délivrer de cette malheureuse situation.

(Suivent les Signatures.)

15 Mars, 1878.

---

*Supplique des Habitants d'Akhy-Tchélebi.*

Depuis la chute de Philippopoli, le Caïmacam et le Naïb d'Akhy-Tchélebi s'étant enfuis et, d'autre part, les agressions des Bulgares continuant sans que nous soyons en mesure d'y porter remède, des requêtes successives avaient été adressées à Drama, à Salonique et à Constantinople, demandant avec instance de placer notre district sous la juridiction du Metessariflik de Drama et envoyer un Caïmacam avec des armes et des munitions. Ces démarches étant restées infructueuses, nous nous sommes trouvés dans l'impossibilité de défendre notre pays et nos foyers contre les attaques des Bulgares. Cet état de choses étant devenu absolument intolérable, notre émigration est imminente.

(Suivent les signatures.)

22 Mars, 1878.

---

*Supplique de Méhémed Ali de Doymuch.*

Le Soussigné, habitant le village de Doymuch, dans le district de Kézanlik, déclare qu'après avoir été arrêté par les Russes à Tchirpan, avec une cinquantaine de familles de son village, il a pu s'échapper et venir à Constantinople pour implorer la protection du Gouvernement et faire les démarches nécessaires pour délivrer ces malheureuses familles, dont fait également partie la sienne, qui sont tombées au pouvoir des Russes et emmenées par eux à Andrinople.

(Signé)

TOPLO-AYEN OGLOU MEHEMED ALI.

(Suit la liste des femmes et des enfants emmenés par les Russes à Andrinople.)

19 Mars, 1878.

---

*Rapport d'Ali Fazil Effendi, Commissaire pour l'Installation des Emigrés.*

J'ai l'honneur de vous rapporter que 380 émigrés se trouvent réfugiés à Cabakdjé.

Par suite de cette augmentation de population, les vivres ont commencé à y manquer et la présence de 4,500 soldats Russes rend intolérable la situation de ces malheureux qui n'osent plus s'éloigner de la localité, vu, d'autre part, l'attitude menaçante des Bulgares des villages environnants.

Veuillez donc demander l'éloignement des troupes Russes ou, à défaut, la protection des autorités Russes pour ces émigrés qui courent risque autrement de périr de faim et de misère.

Agréez, &c.

20 Mars, 1878.

---

*Télégramme du Délégué de la Population de Kirk-Kilissé.*

Des Bulgares mal intentionnés commettent des dégâts dans les mosquées, les médressés et les écoles de Kirk-Kilissé; ils en brisent les fenêtres et les portes, et enlèvent tous les objets du culte et autres, de sorte qu'il est devenu impossible de prier dans les mosquées et de recevoir les enfants dans les écoles. Les réparations coûteront une somme énorme.

(Le cachet du Délégué de la population.)

23 Mars, 1878.

---

*Pétition présentée par les Délégués de la Population du District de Melgara.*

Nous Soussignés, appartenant à la population de Djessri-Erghéné et de Melgara, avons l'honneur l'exposer que lors de l'occupation de notre pays par les Russes, la plupart d'entre nous ont émigré; toutefois, beaucoup de familles Musulmanes, tant dans la ville que dans les villages, n'ont pu partir. De sorte que lorsque les Russes sont arrivés à Djessri-Erghéné, ils ont formé un Conseil mixte chargé de maintenir l'ordre et composé de Chrétiens et de Musulmans. Depuis quelques jours, les Bulgares nous oppriment. Ainsi, dans le village de Cortimek, ils ont assailli une cinquantaine de maisons Musulmanes dont les habitants se sont enfuis, soit dans la vallée soit dans les prés; ces maisons ont été pillées. Dans le village de Kara-Aghatch, les mêmes procédés ayant été suivis de menaces de mort à l'égard des Musulmans, ces derniers se sont enfuis au village de Yéguendjé. Après le pillage des maisons, le village cité plus haut a été incendié. Ces faits se sont reproduits aussi dans d'autres localités.

27 Mars, 1878.

---

*Télégrammes des Habitants du District de Démotika.*

Les insurgés Bulgares du district de Démotika brûlent et pillent tous les villages Musulmans qui se rencontrent sur leur chemin. Ils en massacrent les habitants et violent leurs femmes. Il ne nous reste plus qu'à émigrer pour qu'un terme soit mis à tant de cruautés et de maux de toutes sortes et afin que nous puissions retrouver la sécurité et le repos bannis depuis longtemps de notre malheureux pays.

(Suivent les Signatures.)

---

*Supplique des Habitants du District de Démotika.*

Les bandes de Bulgares de Hass-keuï pillent et brûlent tous les villages Musulmans qui se trouvent sur leur passage dans notre district; ils massacrent impitoyablement les Musulmans qui tombent dans leurs mains et font subir aux faibles femmes les derniers outrages.

Cet état de choses s'aggravant de jour en jour, les Soussignés demandent aide et protection pour être délivrés de leurs barbares agresseurs.

(Suivent les Signatures.)

2 Avril, 1878.

*Supplique des Habitants des Districts de Hass-keuï et de Tchirmen.*

Les Soussignés, habitants des villages situés sur les limites des districts de Hass-keuï et de Tchirmen, avaient précédemment envoyé un exprès de Calemdagh à Andrinople, avec mission d'intercéder, auprès de qui de droit, pour qu'il soit mis un terme aux procédés barbares exercés alors par les Bulgares. Cet envoyé disparut dans le cours de son voyage.

Le jeudi 30 Mars dernier, une masse de Bulgares de Hass-keuï et de Mustapha Pacha se portèrent sur douze villages eu district de Tchirmen et firent endurer toutes sortes de vexations et de mauvais traitements à leurs habitants, brûlant un certain nombre de maisons et mettant à mort vingt-trois de ces malheureux villageois.

Ces forcenés massacrèrent en outre cinquante-six paysans du district de Hass-keuï et livrèrent aux flammes plus de quarante villages de la contrée qui furent complètement réduits en cendres. Ces actes de barbarie continuant à se perpétrer et gagnant d'intensité de jour en jour, les Soussignés n'ont d'autre voie de salut que celle d'implorer la protection de qui de droit afin qu'il soit porté remède à ce triste état de choses.

(Suivent les signatures.)

5 Avril, 1878.

*Copie d'un Télégramme du Caïmacam de Sultân-Yéri.*

Hier, deux colonnes armées, composées de Bulgares de Hass-keuï et de Cosaques à cheval, ont livré un combat acharné aux habitants Musulmans des villages situés sur les confins de notre district. Tous les réfugiés qui séjournaient provisoirement dans ce district se sont portés en masse de ce côté-ci. Des Bulgares appartenant à d'autres villages et qui s'étaient mis antérieurement en état d'insurrection, menacent aussi les confins du district de Démotika et répandent la terreur dans les campagnes.

8 Avril, 1878.

*Télégramme du Caïmacam de Giumurdjina.*

Les Russes ayant bombardé et détruit plusieurs villages du district de Giumurdjina, dans les environs de Hass-Keuï, en deça de la ville de Varda, les habitants desdits villages se sont enfuis et réfugiés dans ceux d'Ada-Djumahati. La population de ces dernières localités, effrayée à son tour des bandes de Bulgares qui accompagnent les Russes, m'adresse une requête demandant des troupes pour la protéger ou, à défaut, des armes et des munitions, afin qu'elle puisse s'organiser en milice pour repousser les agressions éventuelles.

9 Avril, 1878.

*Rapport Télégraphique du Gouverneur de Varna.*

Deux Bulgares du district de Slivno, qui parcouraient la contrée avaient tué à coups de hache, dans le village de Soudoukli, du Caza de Sourî, deux Musulmans, et s'étaient emparés des chevaux attelés aux chariots de leurs victimes.

Avis du crime ayant été donné aux officiers Russes de Sourî, ceux-ci déclarèrent que, puisque les inculpés étaient Bulgares, ils ne pourraient, dans les circonstances actuelles prêter oreille à de pareilles réclamations.

Haïri Bey, Second Secrétaire du Conseil Administratif du vilayet, et Zia Effendi, Attaché à la Comptabilité du dit Département, tous deux originaires de Roustchouk étant allés dans cette ville pour voir leurs propriétés, ont été à peine arrivés, arrêtés par les Russes sous la prévention d'incitation à la révolte des habitants Musulmans. Après deux jours d'emprisonnement, et après avoir subi plusieurs interrogatoires leur innocence ayant été reconnue, ils ont été relâchés et ont pu revenir ici. D'après leur récit aucun Musulman ne peut se rendre de ces côtés sans se voir l'objet de pareilles accusations et comme conséquence, de vexations de toutes sortes.

Varna, le 17 Avril, 1878.



*Mémoire adressé par la Population de Varna.*

Deux Bulgares appartenant à la population de Slimia, inspectant au nom du Comité le Caza de Messouri et ses environs, proposèrent à deux Mussulmans du village de Findikly (relevant du même caza) de leur acheter pour une somme de 2,000 piastres les buffles qu'ils avaient attelés à des chariots chargés de bois qu'ils allaient vendre à Messouri. Les propriétaires de ces buffles répondirent que leurs bêtes n'étaient pas à vendre; que du reste le prix proposé de 2,000 piastres étaient trop minime et que par conséquent ils se refusaient à les livrer; sur quoi ils s'acheminèrent vers leur village. Les Bulgares montèrent alors sur les chariots à titre de voyageurs et, arrivés à la localité dite Jardins de Kara-Djanik, sise à une heure de distance de Messouri, ils se munirent, à l'insu de Musulmans, des hâches qui se trouvaient dans les voitures et, se jetant sur les malheureux voituriers, les massacrèrent; ils s'emparèrent ensuite des buffles qu'ils prétendaient d'abord acheter et s'enfuirent dans la direction de Slimia.

Ce fait fut porté à la connaissance de l'officier Russe résidant à Messouri, qui non-seulement ne prit pas la chose en considération, mais déclara, en outre, que ces sortes de faits n'étaient pas de nature à attirer son attention, puisque les assassins étaient Bulgares.

Nous tenons d'un notable de Messouri les informations confidentielles suivantes: Sur un ordre qui est parvenu aux autorités Russes, elles ont commencé à enrôler tous les jeunes gens Bulgares de 20 à 23 ans appartenant à la population des villes et des villages de la Bulgarie qu'ils occupent actuellement, pour en former un corps de 9,000 hommes; il leur a été expressément recommandé de veiller à ce que ce corps fût tout-à-fait Bulgare, c'est-à-dire qu'aucun Grec n'y fût admis; que ce corps doit être recruté dans six sandjaks; que ces six sandjaks sont, d'après eux, ceux d'Andrinople, de Sofia, de Tirnova, de Philippopoli, de Slimia et de Sistowa, qu'ils comptent aussi comme un sandjak. Si de cette façon le chiffre de 9,000 hommes n'est pas atteint et s'il y a un déficit dans le nombre des soldats demandés, il sera rempli par un recrutement supplémentaire parmi les Bulgares de Kazan. D'après les ordres que les Russes auraient reçus, les places de Choumla et de Varna devraient être évacuées jusqu'à la fin du mois de mai à la franque pour être occupées par eux.

(Suivent les Signatures.)

16 Avril, 1878.

---

*Rapport du Gouverneur de Widdin.*

Les habitants des villages Musulmans du Sandjak de Widdin brûlés par les Bulgares, et qui se réfugient dans les forteresses de Widdin et de Belgradjik, y arrivent dépouillés de tous leurs biens. Par suite des continuels attentats dont ils sont victimes de la part des Bulgares, les Musulmans ne peuvent plus sortir de leurs villages sans être accompagnés de soldats Russe. D'autre part, devenant évident qu'elle ne pourra plus jamais continuer à habiter le pays, la population Tartare a demandé à maintes reprises à être transportée en Anatolie.

Il est un fait certain, c'est que le retour de ces paysans dans leur villages est devenu presque impossible, et il conviendrait de les acheminer graduellement sur Constantinople lorsque ce qui reste ici de soldats blessés ou malades s'y rendra.

---

*Rapport du Mutessarif de Drama.*

D'après une lettre reçue à l'instant du village de Belgrade relevant des Nahiés de Tatar-Bazardjik, et de Philippopoli, sur les confins du Nahié de Tcheh (Caza de Drama), quatre bandes de soldats Russes, assistées d'agents Bulgares, sont arrivées du côté de Philippopoli et ont envahi et incendié les villages de Tedjrich, Hirsowa, Assankowa, Tchorbakowa et Michalkowa, de sorte que les habitants de ces villages, dont une partie a été emmenée par les Russes, sont complètement ruinés. La lettre ajoute que si dans deux jours l'on n'expédie pas des armes, des munitions et des soldats, ces bandes arriveront jusqu'à Kara-Sou de Yénidjé, à une distance de cinq heures de Drama.

Ces nouvelles ont produit une douloureuse impression sur l'esprit de la population qui est dans un état d'anxiété et de terreur indescriptibles. A la suite de ces faits,

les notables du pays se sont rendus en corps auprès de moi et ont insisté pour que les mesures suivantes fussent adoptées :—

Pour couper court à l'invasion de ces bandes et calmer l'effroi de la population, l'envoi ici de quelques pièces de campagne et d'un certain nombre de soldats est indispensable pour être expédiés sur les confins ;

De même que dernièrement l'on a envoyé du Caza de Névrékop sur les dits confins des gardes civiques sous les ordres d'un Commandant, il est urgent aujourd'hui de faire parvenir des instructions à ladite localité pour prendre les mesures nécessaires commandées par les rapports de bon voisinage ;

Pour parer le plus vite possible à la gravité de la circonstance il faut presser l'expédition par mulets de 600 soldats sur les 800 qui se trouvent ici.

*Drama, le 26 Avril, 1878.*

---

*Télégramme expédié par le Caïmacam de Sultan-Yéri, à la date du 29 Avril, 1878.*

L'Aide-de-Camp du Ministre de la Guerre, Moustapha Effendi, faisant partie de la Commission d'Enquête, est arrivé à Kirdjali. Nous nous sommes rendus tous deux à l'invitation que nous avons reçu.

Il résulte de l'interrogatoire auquel a été soumise la population en présence du Caïmacam et du Drogman Russe à Hass-keui, que par suite des injustices commises par les Russes et les Bulgares, il n'existe plus de sécurité dans cette contrée pour la vie et pour les biens des habitants ; que la population est exposée à toutes sortes de méfaits et d'humiliations ; qu'elle est unanime dans ses plaintes ; que tant qu'il n'y aurait pas de garantie pour leur sécurité, les insurgés n'abandonneraient pas leurs armes.

L'officier susmentionné fit savoir à la population que la Commission, après avoir visité les villages incendiés, reviendrait avec Sami Pasha parmi eux ; après quoi il est retourné à Philippopoli.

---

*Télégramme adressé par le Caïmacam de Gumurdjina, à la date du 30 Avril, 1878.*

Sur la demande faite à deux reprises différentes par la Commission pour l'émigration de la population de Gumurdjina qui a subi l'invasion des soldats Russes afin que l'on pût prendre d'elle des renseignements, et sur l'avis donné que le Caïmacam parti à la date du 29 Avril, 1878, attendait à Dédé-Agatch, la dite population a insisté pour se mettre en route ; mais, comme dans les parages de Makri il n'existe aucune sécurité, le Moukhtar de trois villages, porteur d'un état des buffles, moutons, chèvres et céréales enlevés par force de ces dits villages, ainsi qu'un délégué nommé par les autres villages, sont partis pour Dédé-Agatch. Je vous télégraphierai également leur retour.

---

*Rapport adressé au Mutessarif de Gallipoli par les Habitants du District de Dédé-Agatch.*

Les Soussignés supplient que des mesures de protection soient prises pour mettre un terme aux actes de cruauté et de brigandage commis par le Chef de bande Nomicon, dans les environs de Karadjik et de Dédé-Agatch. Malgré nos plaintes au Commandant Russe de la localité, cet officier n'en a tenu aucun compte, et nous nous trouvons toujours sous le coup des odieux et impitoyables traitements dont ce Chef de bande accable ceux qui tombent entre ses mains.

(Suivent les Signatures.)

27 Avril, 1878.

---

*Rapport de Cinq Délégués de la Population de Silistrie.*

Nous Soussignés, appartenant à la malheureuse population de Silistrie avons l'honneur d'exposer ce qui suit :

Sur un chiffre de plus de 50,000 âmes qui forme la population du Caza de Silistrie, il n'y a que 10,000 Chrétiens. Lors de la remise de la place de Silistrie aux Russes,

en vertu du Traité, il s'est produit dans l'administration du pays un changement radical, cause de notre ruine; et par suite des actes de pillage commis depuis deux mois par les malfaiteurs, tout le monde a perdu confiance et s'attend avec terreur à des faits encore plus tristes. Les brigands Bulgares, à l'instar de ce qu'ils font aux voyageurs et aux négociants se rendant au dehors, volent et pillent de même les propriétés et les biens des villageois Musulmans; en outre ils en frappent et blessent grièvement quelques-uns et en tuent d'autres.

Jusqu'ici les malheureux paysans ont perdu des milliers d'objets et d'animaux. Dernièrement, des soldats Russes en garnison dans la ville nous ont menacés d'entrer dans l'intérieur de nos demeures contre notre gré.

Comme par suite de l'état dans lequel nous nous trouvons, nous avons perdu toute confiance, nous nous estimerions heureux si nous pouvions trouver une occasion de laisser toutes les propriétés et les biens qui nous restent encore pour nous retirer ailleurs.

(Suivent les Signatures.)

30 Avril, 1878.

*Télégramme du Caïmacam de Gumurdjina.*

Il résulte d'un Mazbata des habitants du district de Hass-keui que dans les premiers jours d'Avril plus de 20,000 soldats Russes et Bulgares ont assailli et livré aux flammes un certain nombre de villages Musulmans du territoire de ce district. Bon nombre de vieillards et de malades de l'un et de l'autre sexe ont été massacrés. En outre quarante hommes et femmes ont été amenés prisonniers; quelques-uns de ces malheureux ont même été mis à mort.

En ce moment, les villages et bourgs de Haradjé, Caranlik et Dikili sont occupés par les Russes.

Un Adjudant-Major étant venu du côté de Hass-keui de la part du Gouvernement Ottoman pour faire une enquête, un Lieutenant-Colonel Russe lui a été adjoint dans le même but. Ils se sont dirigés ensemble du côté de Foundokdjik, mais on ignore encore quels sont les résultats de leurs recherches.

Agréer, &c.

1<sup>er</sup> Mai, 1878.

*Rapport adressé de Mamech au Vali de Kossova.*

Par suite des agressions incessantes des insurgés Bulgares contre les habitants Musulmans du district de Mamech, ces derniers réclament en toute urgence l'envoi de troupes pour leur protection et leur sécurité. En cas contraire, la contrée court les plus grands dangers vu l'attitude grandement menaçante des Bulgares. ....

2 Mai, 1878.

*Rapport adressé au Mutessarif de Drama.*

Sur la nouvelle parvenue ici que des brigands avaient attaqué le village de Terligrad, sis à deux ou trois heures de distance du Nahié de Tchech (Drama), un officier de police avait été envoyé sur les lieux pour s'enquérir de la véracité de cette nouvelle. Il vient de retourner avec un rapport adressé par la population du village du Terligrad. Il résulte de ce rapport qu'il n'y a encore eu aucune attaque sur ce village, mais qu'une bande de plus de 300 Cosaques s'est emparée des deux postes sis à une distance de deux heures, ainsi que des villages d'Oussikova, d'Hirshova, et qu'une autre bande de plus de 600 Cosaques est venue des village de Rahova, Bitovar, Tchouridi; que ces bandes ont brûlé deux autres postes, ainsi que quelques-uns des villages plus haut mentionnés, pour piller le reste; qu'ils ont massacré dix Musulmans, et emmené prisonniers six autres; que sur ces faits, le reste de la population Musulmane s'est enfuie; que les Bulgares du village de Djilé ont commis des méfaits à l'égard des Musulmans; que les Bulgares sont devenus très-arrogants, grâce à un canon, à quelques fusils Martigny et aux munitions qui leur sont tombés entre les mains lors de

la retraite de l'armée Impériale; et que tous les Bulgares de 20 à 40 ans appartenant à la population de ces parages sont enrôlés comme soldats.

6 Mai, 1878.

---

*Mazbata des Notables du Caza de Melcara, adressé au Mutessarif de Gallipoli, en date du 13 Mai, 1878.*

Tous les villages Musulmans du Caza de Melcara ont été brûlés; la population en a été dispersée; les biens, troupeaux et céréales des habitants pillés; leurs récoltes dévastées. C'est dans ces tristes conditions que la population s'est réfugiée dans la ville qui a été elle-même livrée au pillage.

Quoi qu'il en soit, nous n'avons plus que la vie sauve, malgré les pertes que les maladies et les privations nous ont fait subir.

Grâce cependant à la présence des soldats Russes, notre honneur et notre existence ont été respectés. Mais au moment où ces soldats se disposent à nous quitter, on fait circuler des rumeurs qui prennent de plus en plus de consistance parmi les Bulgares à savoir que ces derniers se préparent à nous massacrer.

D'après les déclarations d'officiers Russes, il restera ici 150 soldats jusqu'à l'arrivée des troupes Ottomanes. Au nom de Dieu et du Prophète, sachez que le seul moyen de sauver notre vie et notre honneur c'est de nous envoyer le plus vite possible des soldats Ottomans! La population Musulmane nous prie de nous faire l'organe de ses vœux auprès de qui de droit. Nous avons en même temps porté à la connaissance du Commandant des troupes Impériales la triste situation dans laquelle nous nous trouvons; nous vous prions donc de vouloir bien nous faire expédier le plus vite possible un corps de troupes qui nous délivrera de toutes nos souffrances.

(Suivent les Signatures.)

13 Mai, 1878.

---

*Au Commandant Militaire de la Place de Varna.*

Le Capitaine Saïd Aga me mande qu'hier, 11 de ce mois, pendant la nuit, alors que deux Bulgares étaient occupés à faire moudre du grains dans le moulin situé aux environs de Serdimen, plusieurs coups de fusil furent tirés sur le meunier, qui, blessé par une balle, prit la fuite, et accourut au village de Kewdjévil, pour rapporter le fait au dit Capitaine Saïd Aga, qui s'y trouvait en garnison. Sur ces entrefaites une quinzaine de cavaliers Russes, appartenant au poste de Dely-Osmanlar, arrivèrent, suivis de quelques Bulgares, amenant un chariot pour ramasser les morts. Ils emmenèrent avec eux également les propriétaires des moulins des environs pour une destination ignorée jusqu'à présent.

Hier et aujourd'hui, pendant la nuit, une trentaine de cavaliers Russes, et le jour des fantassins, ayant été disposés en sentinelles autour du susdit village, le Capitaine Saïd Aga en fit demander l'explication. Les officiers Russes répondirent qu'en effet ils avaient établi ce cordon pour empêcher les habitants Musulmans de ce village de se rendre dans d'autres localités.

Dans l'attente des ordres de mon Commandant, &c.,

Le Colonel,  
(Signé) AHMET CHUKRI.

12 Mai, 1878.

---

*Au Commandant Militaire de la Place de Varna.*

Les habitants de Serdiment étant venus me prévenir que soixante-six Cosaques à cheval, accompagnés d'un certain nombre de Bulgares, avaient fait irruption dans leur village dans l'intention d'enlever les armes qui s'y trouveraient; j'ai immédiatement envoyé quelques cavaliers pour s'enquérir du fait.

L'officier Russe commandant ce détachement, interpellé sur ce sujet, répondit qu'il venait enlever les armes à cause de certains faits qui avaient eu lieu douze jours auparavant. Sur l'observation que la localité de Serdiment se trouvait comprise dans la zone neutre, que par conséquent aucun des belligérants ne pouvait s'y rendre,

l'officier Russe répliqua, "Très-bien, alors que ce soit vous, et non nous, qui ramassiez ces armes." A la remarque que sans un ordre du Général en chef nous ne pouvions procéder à cette mesure, le Commandant Russe répondit encore que nous n'avions qu'à faire notre rapport détaillé sur l'incident, et qu'il nous donnait deux jours pour avoir une réponse catégorique, après quoi il aviserait.

En l'état je viens vous prier de me donner vos instructions sur la question, de savoir s'il faut, ou non, désarmer les habitants.

Le Colonel,  
(Signé) AHMET CHUKRI.

14 Mai, 1878.

*Au Commandant Militaire de la Place de Varna.*

D'après le rapport de l'Adjutant-Major Ismaïl Agha, hier, vers les cinq heures, des Cosaques à cheval ont pénétré dans le moulin situé à Serdimen, appartenant à un habitant de Cadikeui nommé Hassan. Après avoir blessé le gardien les Cosaques ont enlevé de vive force tout ce qui se trouvait dans ledit moulin, ainsi qu'il appert de la note dressée par le propriétaire, laquelle j'ai l'honneur de vous adresser ci-jointe.

Dans l'attente de vos ordres, &c.,

Le Colonel de Cavalerie,  
(Signé) AHMED CHUKRI.

15 Mai, 1878.

*Rapport du Defterdar de Salonique.*

Trois jours avant les Pâques, pendant que les Chrétiens étaient au service religieux dans la grande église qui se trouve près de Pir-Sidjak, le nommé Cotcho, Hellène de nationalité, étant aussi entré dans l'église, un Bulgare du nom de Dimitri, placé là en sentinelle, voulut le faire sortir de force. D'autres Bulgares survenant, il s'en suivit une rixe, dans laquelle Cotcho fut cruellement battu. Un médecin appelé Nicolas, qui, s'était interposé entr'eux, fut légèrement blessé.

Le Defterdar, Gouverneur ad interim de Salonique,  
(Signé) EMIN.

18 Mai, 1878.

*Supplique des Habitants de Sofia.*

Dès l'invasion de l'ennemi les habitants riches de notre ville purent, en émigrant dans les autres parties du territoire de l'Empire, sauver leurs vies du fer de l'envahisseur. Ils parvinrent également à emporter leurs effets et leur argent, de façon à pouvoir vivre en tous repos et sécurité, sous l'égide tutélaire de notre Souverain. Mais les Soussignés, ainsi que le reste de la population, étant pauvres, et ne possédant ni chariots, ni bêtes de somme, pour transporter en lieu sûr leurs femmes et leurs enfants, durent forcément rester dans le pays.

Sur ces entrefaites, les Russes ayant soudainement fait leur apparition, nous dûmes, privés de tout, suivre dans leur retraite les quelques troupes Impériales qui étaient restées à Sofia,

Après cinq heures d'une marche rendue des plus pénibles par suite de la rigueur excessive du froid, nous fûmes rejoints et réduits en captivité par les Russes et les Bulgares, qui nous dépouillèrent impitoyablement jusqu'au dernier vêtement, et nous firent retourner sur nos pas.

Depuis nous nous trouvons dans nos habitations, privés des choses les plus essentielles à la vie, sans aucun moyen de nous les procurer d'une façon ou de l'autre, et continuellement en proie aux plus vives alarmes à cause des Russes et des Bulgares, qui ne cessent de nous accabler de mauvais traitements. Nos femmes ne peuvent plus sortir dans la rue sans être exposées à subir les derniers outrages, ou tout au moins à se voir arracher leurs voiles. Ces forcenés pénètrent mêmes dans les habitations Musulmanes, où ils se livrent à toutes sortes d'odieux attentats. Nos sanctuaires n'ont pas été respectés, et il nous est de toute impossibilité de remplir nos devoirs religieux.



Nous sommes réquisitionnés chaque jour aux travaux les plus pénibles, sans autre rémunération que des menaces et de mauvais traitements.

Notre situation a atteint l'apogée du malheur, et nous périrons tous infailliblement si l'on ne nous accorde secours et protection.

(Suivent les Signatures d'un grand nombre d'Habitants de Sofia.)

17 Mai, 1878.

*Pétition adressée par les Habitants Musulmans de Kéchan, dans la Zone Neutre du Côté de Gallipoli.*

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de qui de droit que d'après les récits de personnes enfuies de Kéchan, les Bulgares de cette localité ont, pour la deuxième fois, procédé à des perquisitions d'armes dans toutes les maisons Musulmanes de la ville. Quelques couteaux et quelques pistolets étant ainsi tombés entre leurs mains, ils ont, pour ce fait, arrêté les propriétaires des maisons dans lesquelles ces armes se trouvaient encore, ainsi qu'une centaine de notables Musulmans qu'ils ont chargés de chaînes et jetés en prison depuis plusieurs jours. Non contents de ces procédés injustifiables, ils ont encore enlevé le peu de bestiaux qui restait aux habitants Musulmans. En outre, le chamelier Dagli Méhémed, venant d'Erija à Kéchan avec sa caravane de chameaux, a été assassiné par trois bandits dans le village de Merdjan.

Devant tous ces actes de barbarie perpétrés sous leurs yeux, les officiers Russes restent impassibles sans faire le moindre effort pour les réprimer. Toutes les plaintes et les réclamations qui leur sont adressées restent lettres mortes.

Comme il est certain que ces excès à l'encontre des Musulmans ne cesseront pas de si tôt, et que nos compatriotes ne peuvent supporter plus longtemps la situation intolérable qui leur est faite, le seul moyen de les délivrer serait de les autoriser à émigrer à Gallipoli.

20 Mai, 1878.

*Supplique des Habitants Musulmans de Férédjik.*

Les habitants Musulmans de Férédjik, demandent à ce que de promptes mesures viennent mettre fin aux déprédations causées dans la contrée par les bandes des nommés Petko et Pétro.

Le recours aux Commandants Russes pour la poursuite de ces brigands est restée jusqu'à présent sans effet, ainsi que toutes les autres démarches. En ce moment, les Chefs de bande en question, après avoir recruté quelques centaines d'acolytes, paraîtraient avoir l'intention de se porter dans la direction de Giumurdjina malgré la présence des Russes; mais, en attendant, elles continuent à exercer leurs méfaits dans notre Caza de Férédjik où elles n'épargnent aucun mauvais traitement aux habitants Musulmans aujourd'hui sans défense.

(Suivent les Signatures.)

21 Mai, 1878.

*Pétition des Délégués du District de Démotika.*

Les Soussignés, délégués des habitants Musulmans du district de Démotika, dépendant du Sandjak d'Andrinople, prennent la liberté d'exposer ce qui suit touchant les actes de barbarie et de tyrannie des Russes et des Bulgares :

Dès le commencement de l'invasion, un détachement Russe occupa notre localité et y établit garnison. Les Bulgares qui y étaient également restés, profitèrent de la fuite des habitants Musulmans pour piller leurs maisons et les livrer aux flammes dans la plupart des villages, après en avoir enlevé tout ce qu'elles contenaient comme effets, graines et bestiaux. Non contents de ces méfaits, ces forcenés massacrèrent un grand nombre de Musulmans qu'ils rencontraient isolés dans les campagnes, et se portèrent aux derniers excès sur les femmes et les filles Musulmanes.

Lors de la conclusion de la paix, nous eûmes l'espoir que la tranquillité et la sécurité renaîtraient dans notre malheureuse contrée. Loin de là; depuis comme

avant, les mauvais traitements ont continué et de jour en jour redoublent de violence, à tel point que même nos ouvriers des champs ne trouvent pas la moindre garantie pour leur existence lorsqu'ils doivent sortir des villages pour vaquer à leurs travaux.

Il y a douze jours que les Russes réquisitionnèrent les chariots des habitants de Tchaouchlar et leur firent transporter gratuitement leurs fourrages, après quoi ils les laissèrent reprendre la route de leurs villages.

Comme ils retournaient, les Bulgares, encouragés tacitement par les Russes, les assaillirent et leur enlevèrent de vive force, chariots et animaux, après avoir frappé et blessé les conducteurs et tué un d'entr'eux.

Tantôt les Russes et tantôt les Bulgares armés, amenant parfois avec eux de l'artillerie, ont également mis à sac vingt-trois villages de la contrée dite Vakif-Itchi, donnant un total de 1,000 maisons, vingt-cinq autres, comprenant 1,200 feux, de la vallée de Kizil-Dili et un grand nombre encore d'autres bourgs et villages Musulmans du district. Après avoir emporté tout l'avoir des malheureux paysans, tels que meubles, ustensiles, instruments aratoires et troupeaux, ils ont mis à mort de pauvres femmes et de jeunes enfants après les avoir fait servir à leurs brutales passions.

Le reste de la population n'a pu échapper au sort que lui réservaient ces monstres qu'en se réfugiant dans les montagnes.

Aujourd'hui encore, la terreur règne dans le pays. En outre les récoltes, arrivées à maturité, étant tombées dans les mains des Russes et des Bulgares, la ruine totale des habitants Musulmans par la famine est un fait certain, aucun d'entre ces derniers ne pouvant songer un seul instant à moissonner son champ.

En présence d'une situation aussi horrible, les Soussignés au nom de nos malheureux coreligionnaires, supplient d'aviser aux mesures les plus efficaces afin qu'il soit mis un terme à ces actes de barbarie incompatibles avec l'état de paix, que les cultivateurs puissent essayer de sauver ce qui peut rester de leurs récoltes et qu'en un mot, nos biens et notre existence trouvent une protection efficace.

(Suivent les Signatures des Délégués.)

23 Mai, 1294.

*Le Caïmacam d'Uskup au Commandant de la Division Militaire de Kossova.*

Le Caïmacam de Kossova me rapporte que les malheureux émigrés qui, après s'être vu dépouiller de leur avoir, s'étaient réfugiés à Kustendil, ne pouvant plus supporter les mauvais traitements auxquels ils étaient en butte de la part des Bulgares, que les autorités Russes ne songeaient nullement à réprimer, ont dû s'enfuir et arrivèrent à Palanka par petites caravanes. Toute l'activité a été déployée pour les ré-expédier à Monastir au fur et à mesure de leur arrivée; mais, non contents d'avoir réduit à la misère et au désespoir ces malheureuses populations, les Bulgares les assaillent encore en route, voire dans les postes Russes, et, après toutes sortes d'avanies et de méchancetés cruelles, les dépouillent même de leurs derniers effets, au point qu'un grand nombre sont arrivés à Palanka dans l'état de dénûment le plus complet, et en proie aux privations les plus cruelles.

(L.S.)

Le Caïmacam d'Uskup.

2 Juin, 1878.

*Pétition des Maires du District de Kartova, en date du 17 Djémez-al-Evel, 1295.*

Nous avons l'honneur d'exposer ce qui suit :

Le nommé Suléïman Tchaouch, du village Yukliler, district de Kartova, de la province de Choumla, a été assassiné par les brigands Bulgares dans le défilé d'Eski-Stamboullouk, pendant qu'il se rendait de Choumla au village précité.

Ces brigands ont également massacré les personnes suivantes, qui se trouvaient en compagnie du susdit Suléïman Tchaouch :

Méhmed, fils d'Ahmet Effendi, d'Osman-Bazar; Aïché, fille d'Ahmed Effendi; un enfant de cinq ans de la susdite Aïché; la femme du nommé Hassan, autre fils d'Ahmet Effendi; Fatma, fille d'Ahmet Effendi; une petite fille du même; en tout sept personnes.

Les Maires du village de Kestaniki, près de notre canton, ont été tués par les Bulgares.

Rustem Aga, du village de Dirin, a été tué par les mêmes.

Deux cadavres Musulmans ont été découverts dans les Balkans, entre les villages de Touchitza et de Dragoï.

Le nombre de ces victimes tuées ou massacrées s'élève à onze personnes.

Les habitants Musulmans n'osent plus aller travailler dans leurs champs ni dans la forêt. Ne pouvant plus supporter ces atrocités sans nom, ils ont recours à la justice et à la bienveillance paternelle du Gouvernement Impérial, et demandent aide et protection pour leur existence, aussi bien que pour celle de leurs familles et de leurs enfants innocents.

(Suivent les signatures.)

---

*Mémoire adressé par les Notables du District de Kézanlik, au nom de la population de cette contrée.*

De temps immémorial nous avons vécu avec les Bulgares en toute sécurité sous l'administration paternelle du Gouvernement Impérial Ottoman; les Bulgares n'ont jamais eu à se plaindre d'aucun acte arbitraire de notre part et ont été comblés de bienfaits par le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan. Cependant, grâce aux intrigues de la Russie, ils se sont révoltés et malgré que, mus par un vrai sentiment de fraternité et de patriotisme, nous ayons essayé de les ramener dans la bonne voie, ils ont refusé de nous écouter et se sont tournés vers la Russie qui leur a fait bon accueil.

Cette Puissance, dans le but de conquérir le sol Ottoman, et sous le prétexte apparent de délivrer les Bulgares de l'arbitraire et d'améliorer leur sort, a déclaré la guerre à la Turquie; l'armée Russe a foulé le sol de la Roumélie et, de concert avec les Bulgares, a tenu envers la population Mussulmane une conduite inouïe. Pendant que nous étions forcés d'émigrer, nos femmes et nos enfants ont subi les persécutions et les traitements les plus inhumains; le viol et le meurtre ont été à l'ordre du jour, la plupart de nous ont été dépouillés de tout ce qu'ils possédaient.

Nous sommes forcés, pour faire connaître à l'Europe comment la Russie entend l'humanité et la civilisation, de donner un exposé détaillé du sort qui nous a été fait.

Lorsque les Russes sont arrivés à Hassrik (caza d'Eski-Zaghra), village composé de 60 maisons Musulmanes et de 300 maisons Bulgares, ils se sont unis à ces derniers pour désarmer les habitants de 40 maisons; ils ont conduit les hommes, les femmes et les enfants, hors du village; au son des cornemuses Bulgares, ils ont massacré les hommes, les enfants et les vieilles femmes, pour ne garder que les jeunes femmes et les jeunes filles; ils ont brûlé les cadavres des premiers pour en jeter les cendres au vent. Quant aux habitants des vingt autres maisons, ils avaient réussi à se cacher hors du village lorsque les Cosaques sont venus. En ce qui concerne les jeunes femmes et les filles, elles ont été emmenées dans les Balkans où, après avoir subi les derniers outrages, elles ont été massacrées de la façon la plus féroce.

Les soldats de la Garde Impériale Ottomane, emmenés prisonniers dans la Passe de Chipka, y ont été aussi massacrés contre le droit des gens par les Bulgares, et leurs cadavres ont été enterrés par les Juifs de Kézanlik.

Un des faits les plus horribles qui aient signalé la conquête des Russes, a été le massacre de près de 1,800 habitants Mussulmans de Kézanlik, tués sur la route de Chipka après toutefois que les jeunes femmes et les filles en ont été séparées et ont subi les derniers outrages, pour être ensuite les unes massacrées de la façon la plus barbare et les autres emmenées prisonnières en Russie avec d'autres femmes d'Eski-Zaghra, de Yéni-Zaghra, et de Kézanlik. Quelques-unes de ces malheureuses ont été laissées dans le village de Taxtoura (Caza de Tirnova) où des maisons de tolérance avaient été installées, et où les Bulgares les faisaient servir à leurs passions bestiales.

De même lors de la prise d'Eski-Zaghra, ils ont emmené hors de la ville la population Musulmane des bourgs et des villages environnants qui s'y étaient réfugiées, sous prétexte de la présenter aux autorités Russes. Arrivés en cet endroit, ces malheureux ont été massacrés sans pitié et enterrés dans le fumier. Le nombre de ces victimes dépasse le chiffre de 1,400.

Il y a vingt jours environ, les Russes et les Bulgares ont réuni tous les Musulmans réfugiés à Eski-Zaghra et dépassant l'âge de 6 ans; ils les ont conduits, au son de la musique, à Ilidjé, localité située hors de la ville, au nombre de 400, et les ont tous massacrés pour n'épargner qu'un seul d'entre eux qui était idiot. Quant aux femmes et aux enfants de ces malheureux, au-dessous de 6 ans, ils les ont expédiés à Andrinople.

Dans le village de Muffis (Kézanlik), les Cosaques et les Bulgares ont massacré

260 Musulmans, tant hommes que femmes et enfants; 133 individus épargnés ont été ensuite enchaînés et, sous prétexte de les conduire devant le Pacha d'Eski-Zaghra, ils les ont emmenés sur les bords de la Toundja pour y être massacrés; ceux qui ont échappé à ce carnage, c'est-à-dire les femmes et les enfants, ont subi toutes sortes de tortures, et les cadavres des enfants ont été placés sur le sein de leurs mères massacrées.

Parmi les réfugiés rassemblés près du bourg de Tchirpan, 100 hommes ont été mis à mort; les jeunes femmes ont été violées, et les vieilles femmes et les enfants emmenés à Andrinople.

Dans le village de Youklemek (Caza d'Eski Zaghra), la population Musulmane de 200 maisons a été rassemblée dans un grenier à foin et brûlée toute vive; il ne s'en est échappé que dix-huit individus.

Dans les villages de Gunlé (même caza), Alatagh, Baba-Mahallessi, Singhourlar, Kychlia, Sofilar, Balabanli, Oghlan, Khassir, toute la population a été massacrée sauf quelques individus qui ont pu s'échapper.

Dans le village d'Islova, qui contient 200 maisons Musulmanes (Caza de Tirnova), quarante-cinq individus ont été tués.

Il y a quinze jours, des bandes de Russes et de Bulgares portant le fez et se faisant passer pour des Turcs, arrivèrent dans un village Tartare à proximité de Melkara, renfermant à peu près quatre-vingts maisons. Les Tartares les prenant pour des Musulmans, allèrent à leur rencontre, mais les Russes et les Bulgares firent feu sur ces derniers dont ils tuèrent sur place une partie; ils rassemblèrent ceux qui restaient dans la mosquée où ils furent brûlés, ainsi que le village. De là ils se rendirent à Melkara où ils annoncèrent que cette localité étant annexée à la Russie, les Musulmans devaient immédiatement s'en retirer s'ils ne voulaient pas être tués. Ces derniers, sachant ce dont étaient capables leurs bourreaux, s'enfuirent précipitamment, partie dans nos parages et partie vers les Dardanelles.

Quant aux Cazas de Islimia et de Yamboli, la nouvelle administration y pratique la liberté en obligeant les Musulmans, tant hommes que femmes, d'adopter le costume Bulgare.

Toutes les femmes et les jeunes filles sur lesquelles les Cosaques ont assouvi leurs passions brutales étant tombées malades, et ayant cherché la guérison dans les bains des villes où elles ont émigré, n'ont pas résisté aux excès dont elles avaient été les victimes et y ont toutes succombé.

Les Cosaques et les Bulgares, non contents de passer les Musulmans au fil de l'épée, se sont acharnés sur leurs cadavres qu'ils ont mis en pièces, fait sécher et brûler; les femmes qui ont résisté à ces sauvages, ont d'abord été blessées et mises dans l'impuissance de résister à ces brutes qui les ont achevées en assouvissant sur elles leurs passions bestiales.

Dans le village de Ketchi-Déré (Caza de Kézanlik), toute la population Musulmane, sauf trois individus, a été massacrée par les Bulgares et par les Cosaques; de même à Iswa et Hasskeui dont les trois quarts de la population a subi le même sort. Le jour où les Russes sont descendus du village de Haïn sur celui d'Eskédji-Yéni Mahallé, les Cosaques ont massacré isolément plus de 100 individus, tant hommes que femmes et enfants, après toutefois avoir assouvi leurs passions sur les femmes.

A Kozludja 200 individus ont été massacrés, de même à Ifihani, village important, sur la population duquel bien peu d'individus ont pu sauver leur vie.

Voilà des exemples du sort qui est fait aux Musulmans, sort digne de pitié. Nous ayons subi ces atrocités avec une résignation qui fait l'admiration de tous. L'Europe s'est réunie en Congrès à Berlin pour améliorer le sort des populations de l'Orient; la Turquie a été conviée à y assister; c'est un fait, sans doute, de nature à nous consoler, mais les Bulgares ne manqueront pas de calomnier les Musulmans devant l'aréopage Européen, et la Russie sans doute ne se fera pas faute d'y appuyer leurs prétentions.

Le Congrès devant prendre une décision souveraine et définitive, il est de toute nécessité que l'Europe ait une connaissance exacte des agissements des Bulgares et des Cosaques, afin qu'elle puisse nous rendre pleine justice. Nous avons donc formulé la présente requête pour être remise aux Plénipotentiaires réunis à Berlin.

(Suivent 237 cachets des notables du district.)

10 Juin, 1878.

*Relation de l'Inspection faite par le Lieutenant-Colonel Chakir Bey.*

Chargé d'examiner l'état des émigrés Musulmans réfugiés aux Monts de Dari-déré-Balkan, près Bourgas, je suis parti le 23 Mars, 1878 (v. s.), à bord du transport de l'Etat "Vassitaï-Tidjaret." Arrivé à Bourgas, j'ai eu une entrevue avec le Lieutenant-Colonel Russe, M. Lahoroff, Commandant de la ville, à qui j'ai expliqué l'objet de ma mission. A la suite de l'entente établie entre l'officier Russe et moi, j'ai donné à Haïri Effendi, Capitaine du "Vassitaï Didjaret," les instructions nécessaires pour débarquer 50,000 ocques de biscuits qui se trouvaient à bord de son bateau et qui étaient destinés aux émigrés.

Le Colonel Lahoroff a bien voulu mettre à ma disposition une escorte composée de cinq cavaliers Russes, commandée par le capitaine d'artillerie Nott.

Accompagné de cette escorte, je me suis mis en route à destination de Dari-déré-Balkan.

Le premier village que j'ai visité sur le parcours a été celui de Dulgerli. J'ai trouvé dans cette localité dix familles Musulmanes qui étaient venues s'y réfugier pour échapper aux barbaries des Bulgares qui les poursuivaient.

Ces pauvres gens sont originaires de Dulgerli et de Carnabat ; ils avaient quitté le pays fuyant devant l'invasion. Au moment de leur départ, ils étaient au nombre d'environ 4,000 à 5,000 ; mais les Russes ne leur laissèrent pas continuer leur route et les obligèrent à rebrousser chemin et à rentrer dans leurs foyers, après avoir eu le soin toutefois de les désarmer. Ces malheureux furent alors attaqués en route par une bande de plusieurs centaines de Bulgares armés qui, non contents de les dépouiller de tout ce qu'ils possédaient, se livrèrent à des excès criminels à l'égard de leurs femmes et de leurs filles.

Ceux d'entre eux qui échappèrent à ce carnage, et les dix familles en question étaient de ce nombre, furent dispersés de tous côtés. Quelques-uns, au prix de peines et de souffrances inouïes, purent regagner leurs villages, mais ils durent s'enfuir de nouveau, car les Bulgares des environs ne leur laissaient ni trêve ni merci. Tout dernièrement encore, ces mêmes Bulgares se livrèrent à leurs instincts sauvages sur la personne de deux femmes Musulmanes du même village de Dulgerli, l'une la mère et l'autre la sœur de Chérif Aga, de Bourgas, auxquelles ils firent endurer des traitements horribles. Leurs crimes perpétrés, les coupables prirent la fuite. L'un de ces monstres fut plus tard arrêté et envoyé à l'autorité de Bourgas. Quant aux deux victimes, l'une a déjà succombé à ses blessures et l'autre est en danger de mort.

Du village de Culgerli je me rendis à celui de Kirkhamam. Cette dernière localité étant exclusivement habitée par des Bulgares, je n'y rencontrai point d'émigrés Musulmans. Comme il se faisait tard, je dus y passer la nuit.

Une heure environ après le coucher du soleil, je reçus la visite de deux Musulmans accompagnés d'un gendarme Bulgare, lesquels, ayant appris mon arrivée, avaient demandé à me voir. C'étaient des réfugiés du Mont Dari-déré ; ils étaient venus au village pour faire moudre leur blé ; mais, ayant été attaqués en route par des Bulgares qui leur avaient enlevé non-seulement leurs céréales mais encore le peu d'argent qu'ils possédaient, ils n'avaient dû leur salut qu'au dévouement du gendarme Bulgare qui les accompagnait.

Je remis quelque argent à ces malheureux et le lendemain je le pris avec moi pour les conduire auprès des émigrés que j'avais pour mission de visiter.

Ces derniers étaient protégés dans leur refuge par un double cordon de sentinelles qui observaient une consigne des plus rigoureuses. Cependant, grâce aux deux émigrés qui m'accompagnaient et qui connaissent le mot d'ordre, je pus franchir la ligne des sentinelles et arriver au milieu d'eux sans difficultés.

En m'apercevant de loin, ces malheureux, hommes, femmes, vieillards et enfants, vinrent se ranger en cercle autour de moi.

Je leur expliquai l'objet de ma visite et leur dis que je venais par ordre de Sa Majesté Impériale le Sultan, notre auguste Maître, pour mettre un terme à leurs souffrances. En prononçant le nom de notre magnanime Souverain, ils poussèrent des cris de joie et adressèrent des prières ferventes pour la conservation des jours précieux de Sa Majesté.

Mais lorsque j'essayai de leur faire comprendre que le moyen le plus propre pour assurer leur sécurité et leur bien-être me paraissait consister à les installer dans les gros villages où ils seraient confiés à la garde de vingt gendarmes, dont cinq choisis parmi les troupes Russes et les quinze restant parmi eux-mêmes, et qu'il y avait eu déjà entente à ce sujet entre les deux autorités, Russe et Ottomane, ils protestèrent unanimement contre ce projet qu'ils qualifièrent d'insuffisant et d'inopportun. Ils



furent observer qu'une fois sortis de leurs montagnes, ils seraient exterminés par les Bulgares, de la même façon qu'ils ont fait périr la plupart des habitants de Beljoran.

Ils déclarèrent, en outre, ne vouloir rester à aucun prix dans le pays, sollicitant la faveur d'être transportés sur quelque autre point de l'Empire.

Voyant que je ne parviendrais pas à les persuader si je continuais à les entretenir tous à la fois, je les engageai à m'envoyer trois d'entre eux choisis parmi ceux qui possédaient toute leur confiance.

Les nommés Moustapha, Mehmed et Izzet Agas furent désignés à cet effet. J'expliquai aux délégués la situation économique de Constantinople, le peu de ressources que la capitale offrait aux émigrés; je conclusai en leur disant qu'ils n'avaient nullement à craindre le retour d'aucuns méfaits et que, dans ces conditions, le mieux pour eux était de se réinstaller dans leurs propres villages.

Tous mes raisonnements et mes exhortations ne produisirent pas plus d'impression sur les délégués qu'ils n'en avaient produit sur la masse des émigrés. Je dus quitter Dari-déré-Balkan, tout en les engageant à venir me retrouver dans deux ou trois jours à Bourgas, où je me proposais de renouveler mes tentatives de persuasion dans le sens indiqué ci-dessus.

Je me rendis ensuite au village de Dikendji où je rencontrai environ 200 Musulmans, soit une quarantaine de familles. Les habitants primitivement établis dans cette localité jouissaient d'une tranquillité et d'un bien-être relatifs; mais comme les émigrés venus des villages d'Anifaque et d'Alagun dans le plus complet dénûment vivaient à leurs dépens, ils souffraient naturellement de cet état de choses.

Ces malheureux n'étaient cependant pas complètement à l'abri des vexations des Bulgares leurs voisins; car ils m'ont déclaré que dans le cas où les émigrés, présentement leurs hôtes, seraient transportés ailleurs, ils se verraient obligés de les suivre.

De Dari-déré-Balkan à Dikindji, la distance est d'environ deux heures et l'on passe par le village d'Osman-Baïz, qui était naguère habité par les 200 émigrés dont il vient d'être question.

Dans ce court trajet, je constatais, çà et là et sans ordre, de nombreux et récents tumulus qui se reconnaissaient à la terre fraîchement remuée dont ils étaient formés: c'étaient les tombes des victimes des barbaries Bulgares!

On apercevait également des cadavres humains ainsi que des charognes d'animaux gisant sur le sol. J'estime à environ 40,000 le nombre de ces dernières. Ce spectacle inspirait la plus profonde douleur et produisait la plus vive impression même sur ceux qui étaient plus ou moins habitués aux tableaux navrants des calamités de la guerre.

Je poursuivais ma route plongé dans ces tristes pensées, lorsque mon attention fut brusquement attiré par un cri déchirant qui paraissait sortir du fond d'une vallée voisine. Suivi de mon escorte, je me dirigeai vers l'endroit d'où était parti ce cri de détresse. Quelle ne fut pas ma surprise de rencontrer dans cet endroit désert une pauvre femme Musulmane que les souffrances avaient réduite dans un état voisin de l'agonie; la pauvre femme était tellement défigurée qu'elle n'avait presque plus la forme d'une créature humaine!

Un peu plus loin je rencontrai une autre femme Turque couchée par terre et qui était presque à l'état de squelette, tellement la fatigue et l'inanition l'avaient affaiblie et abîmée.

Sur mes instances, les cavaliers Russes qui m'accompagnaient prirent en croupe ces deux femmes pour les amener à Dikindji.

Je me rendis ensuite à Belyoran, où j'eus le chagrin d'apprendre que le nommé Cloniski, Capitaine dans le 6<sup>e</sup> Cosaques, était venu accompagné de deux officiers de ses amis et de cinquante cavaliers Russes. Son premier soin avait été de désarmer la population Musulmane, après quoi, saisissant les notables qui lui étaient désignés par les Bulgares comme étant les plus riches de l'endroit, il les avait fait mettre à la torture dans le but de leur arracher les objets précieux et l'argent qu'ils pouvaient posséder. Ces traitements barbares consistaient à placer sur la tête des patients des trépieds chauffés à blanc et à leur introduire des morceaux de fer rougis au feu entre la chair et les ongles.

Par les procédés barbares que je viens de signaler et d'autres moyens aussi cruels, ces monstres ont fait périr ainsi un grand nombre des malheureux habitants de ce village. Pendant qu'une partie des Cosaques commettaient ces atrocités d'un autre âge, d'autres, profitant de la terreur de la population, s'introduisaient dans les maisons, violaient les jeunes filles, déshonoraient les femmes et volaient tout ce qui leur tombait

entre les mains. Finalement tout le village fut mis à sac par ordre de celui qui commandait ces scélérats.

Ces faits résultent des dépositions mêmes de deux Bulgares, les nommés Osteyani et Kirpas, qui avaient servi d'interprètes au Capitaine Cloniski pendant la perpétration de ces crimes abominables et qui, ayant avoué la part qu'ils y avaient prise, ont été envoyés aux autorités Russes de Bourgas pour être jugés. Les Cosaques qui avaient été les instruments de ces actes iniques ainsi que leur indigne officier sont restés impunis.

Les quelques habitants survivants de Belyoran étaient encore à tel point sous l'impression de la terreur qui s'était emparée d'eux, qu'ils me suppliaient de les autoriser à se joindre à nous pour être ensuite transportés en un lieu où ils trouveraient plus de sécurité.

De Belyoran, je me suis rendu au village d'Ernez. Les habitants de cette localité souffrent cruellement par suite de la rareté des vivres ainsi que par le manque de relations avec les villages environnants, dont les communications sont coupées.

D'Ernez je suis allé au village de Roum dont la population est exclusivement composée de Bulgares. En fait de familles Musulmanes, il n'y a eu dans ce village que deux familles Circassiennes qui s'y étaient établies après la déclaration de la guerre. Ces familles avaient cru devoir quitter leur village d'adoption lorsque l'ennemi s'en était approché; mais elles avaient été poursuivies par les Bulgares qui avaient tué trois de leurs hommes et ramené au village leurs femmes et leurs jeunes filles qu'ils ont déshonorées.

Avis ayant été donné de ces faits au brave Capitaine Russe qui se trouvait à Ernez, dont il a été parlé plus haut, ce digne officier envoya immédiatement des troupes dans la susdite localité à l'effet d'en ramener les deux familles en question. Le Tchorbadjî de Roum, interrogé sur les méfaits en question, répondit que les susdits Circassiens avaient dénoncé à leurs compatriotes de même race qui rôdaient dans les environs les Chrétiens riches de l'endroit, de façon à provoquer par ces derniers le pillage et la mise à sac du dit village. Il ajouta que ces Circassiens avaient pris une part considérable dans le butin, car, arrivés ici avec deux chariots de bagages, ils en étaient repartis avec quatre voitures lourdement chargées; qu'en un mot les Bulgares n'avaient fait que leur infliger la punition qu'ils avaient méritée.

Ces constatations faites, je suis retourné à Bourgas où j'ai repris les pourparlers avec le Général Lahoroff. Il fut décidé entre nous que les émigrés se trouvant actuellement dans les Balkans de Dari-Déré seraient installés dans les gros villages Musulmans ci-après : Alagun, Carakeuï, Dulguerly, Kainardji, Ayvadjik, Otmanly, Salihler, Tchinguel, et que chacun de ces villages serait confié à la garde de vingt à trente gendarmes pris parmi les troupes Russes et les habitants Musulmans.

Je me suis empressé de communiquer cette décision aux délégués des villages qui étaient venus me rejoindre à Bourgas, conformément à mes instructions.

Mais loin de s'en montrer satisfaits, ils ont déclaré qu'ils suppliaient le Gouvernement Impérial d'aviser aux moyens de les transporter sur quelque autre point de l'Empire; ils m'ont remis, au nom de leurs mandants, un mazbatta contenant cette déclaration.

Quant aux biscuits que j'avais emportés avec moi, 600 sacs furent transportés sur des chariots par des Bulgares. Le reste fut confié au sergent fourrier de la marine. L'Adjudant-Major qui m'avait accompagné resta auprès des émigrés.

5 Avril, 1878.

---

#### PLAINTES ET RÉCLAMATIONS.

---

##### *Pétition de Mehemed Dervich Kraï.*

A la suite des derniers événements, j'avais dû m'enfuir de Yéni-Zahgra avec mes troupes. Arrivé au village de Kara-Ismaïl, à deux heures d'Andrinople, les habitants Bulgares de Hass-keuï, de Souyoudjou, de Dervich-Tepe et de Hadem-Keuï se sont jetés sur les bergers, ont enlevé 150 chevaux, 30 buffles, 100 vaches, 100 veaux et 700 moutons. Prière de faire les démarches nécessaires pour me faire rentrer dans mes biens.

1<sup>er</sup> Mars, 1878.

---

*Pétition des Notables de Djissri-Erghéné.*

Lors de l'émigration de la population de Djissri-Erghéné, notre ville a aussi souffert, mais, sur les assurances qui nous furent données par les Chrétiens, nous ne voulûmes pas émigrer. Toutefois, lorsque les Russes s'approchèrent de Kéchan et de Rodosto, les Bulgares commencèrent à maltraiter les villages Musulmans, et ce fut lorsqu'une colonne Russe arriva chez nous que ces mêmes Bulgares organisèrent le brigandage et commencèrent à piller les villages Musulmans, à voler le bétail et les instruments aratoires ; le meurtre et l'incendie furent à l'ordre du jour ; trente villages furent ainsi réduits en cendres ; 500 maisons et boutiques furent pillées, de sorte que beaucoup d'entre nous durent se réfugier à Gumurdjina ; d'autres à Rodosto ; peu d'entre nous sont restés chez eux par suite de la misère dans laquelle ils se trouvaient. Il ne nous reste ni bestiaux ni semailles pour labourer et semer. Par suite du manque de récoltes, nous sommes menacés de la famine ; dans cette cruelle éventualité, nous avons eu recours aux autorités Russes pour nous faire restituer nos bêtes enlevées par les Bulgares, mais nos démarches n'ont abouti à rien.

(Suivent 24 cachets et signatures des propriétaires de fermes.)

5 Mars, 1878.

*Pétition des Notables des environs d'Alkali.*

Ces soldats Russes, après la conclusion de l'armistice, ont enlevé vingt-cinq vaches, 425 moutons, dans les environs d'Alkali ; et 173 vaches et bœufs près de Barout-Hané. Ils ont ouvert les dépôts de céréales d'Alkali d'où ils ont enlevé 125 kilés d'orge, 170 kilés d'avoine et une centaine de kilés d'autres grains ; le tout de vive force et sans payer. En outre ils ont importé plus de 800 toisons de brebis.

Toutes nos démarches auprès des autorités compétentes étant restées sans effet, nous nous trouvons obligés de recourir à qui de droit.

(Suivent les signatures.)

6 Mars, 1878.

*Réclamation d'un Propriétaire de Kirk-Kilissa.*

Les quarante chariots contenant mes biens, ainsi que les familles des réfugiés que j'avais laissés à Kirk-Kilissa, partirent avec mes hommes de cette localité pour arriver à Uskup, village dépendant du Caza de Békiar-Hissar, lorsque les Bulgares habitant ce village pillèrent tant mes chariots que ceux contenant les effets de 120 réfugiés, et cela en plein jour. Ils prirent nos bêtes et brisèrent et brûlèrent les chariots. D'autres survinrent pour nous enlever nos chevaux, les mener à Kirk-Kilissa, et pour les y garder quinze jours ; de sorte que les femmes et les enfants des réfugiés restèrent presque nus.

Tels sont les faits que me rapporte Islam Effendi, témoin oculaire. Indépendamment de ma ruine, c'était un crime de lèse-humanité que d'abandonner ces réfugiés dans un pareil état.

Je vous prie de vouloir bien obtenir un ordre de Son Altesse Impériale le Grand-Duc pour les Commandants Russes de Kirk-Kilissia et de Békiar Hissar, afin que les objets pillés me soient rendus, et que les réfugiés soient délivrés de l'état d'abandon dans lequel ils se trouvent.

(Signé)

SAADET.

7 Mai, 1878.

*Réclamation d'un Habitant de Samakow.*

Lorsque les Russes occupèrent, sans éprouver de résistance, la ville de Samakow, ils pillèrent de fond en comble ma ferme et enlevèrent entre bestiaux, chevaux, grains et autres, pour une valeur de 1,692 livres Turques, et les firent vendre par les autorités qu'ils avaient constituées dans la ville.

Je viens recourir, &c.

(Signé) RIZA,  
Réfugié à Constantinople.

(Suit une liste détaillée des bestiaux et autres objets volés.)

14 Mars, 1878.

*Réclamation de Mehemed Amin, de Samakow.*

Je Soussigné, habitant de Samakow, ai l'honneur de porter à votre connaissance que lors de l'occupation de cette ville par les Russes, ces derniers m'ont enlevé des chevaux, des bestiaux, et d'autres objets pour une valeur de 722 livres. Ils ont, en outre, encaissé le produit des loyers dus par mes locataires.

Je fais appel, &c.

(Signé) MEHEMED AMIN,  
Réfugié à Constantinople.

(Suit une liste détaillée des objets volés.)

14 Mars, 1878.

*Réclamation de Mohamed Ruchdi.*

La ferme sise à Safra, près de Kutchuk-Tchekmédjé, était en ruines, lorsqu'il y a trois ans, par un contrat passé avec le propriétaire, je la réparai pour l'exploiter comme je l'ai fait jusqu'ici. Au moment de l'entrée des Russes à San Stéfano, 4,000 hommes de troupes furent installés dans cette ferme. Ils mirent dehors 70 à 80 têtes de bétail que je possédais; ces animaux périrent par suite du froid et du manque de nourriture; 750 à 800 quintaux de paille, que je conservais dans les greniers, furent consommés par la cavalerie Russes. Dans les prairies dépendant de ma ferme, les Russes firent paître 400 de leurs bêtes, de sorte qu'il n'y a même plus trace de graines quelconques.

Quant à la ferme, elle ressemble plutôt à une ruine, ce qui me cause une perte de près de 300,000 piastres; j'ai ainsi perdu le produit de mon travail de toute ma vie, et suis complètement ruiné.

J'implore la justice, &c.

17 Mars, 1878.

*Réclamations des Habitants de Samakow.*

Bien que la ville de Samakow n'ait fait aucune velléité de résistance, les Russes n'ont pas épargné les propriétés particulières. A leur arrivée dans la dite ville, ils ont enlevé de vive force aux Soussignés 5,400 peaux de chèvres ainsi que d'autres objets pour une valeur estimative de 1,300 livres.

En présence de ces actes de vandalisme, les Soussignés ont recours, &c.

(Signé) MEHEMED ZECHI.  
ARIF IKMED.

19 Mars, 1878.

*Réclamations des Habitants de Buyuk-Tchekmédjé.*

Nous Soussignés, habitants de Buyuk-Tchekmédjé, avons l'honneur d'exposer qu'il y a quelque temps, lorsque nous reçûmes un télégramme nous invitant à émigrer à Constantinople, nous demandâmes qu'un bateau à vapeur nous fût envoyé. La Préfecture nous télégraphia alors de ne pas bouger, attendu qu'il n'y avait aucun sujet d'inquiétudes. Plus tard, un second ordre arriva, et la population affolée émigra

comme elle put, en laissant ses récoltes et ses troupeaux dont les Bulgares s'emparèrent en compagnie des Cosaques. Les Bulgares ont de plus tué l'un de nos compatriotes; de sorte qu'aujourd'hui personne n'ose plus retourner chez soi pour réclamer son bien.

Depuis ce jour nos maisons ont été détruites par les Russes pour servir de bois de chauffage.

Nous insistons pour que les mesures voulues soient prises afin que ces dégâts ne se répètent plus, et que les propriétaires d'une centaine de maisons soient indemnisés par qui de droit.

(Sceau du Moukhtar de Bayuk-Tchekmédjé.)

19 Mars, 1878.

*Télégramme du Caïmacam de Giumurdjina.*

Pour le moment, il est impossible d'exécuter les ordres relatifs à l'expédition de grains pour les réfugiés de Sultan-Yézi, attendu que d'après un avis du Caïmacam de cette localité en date du 12 courant, que je reçois à l'instant, les troupes Russes sillonnent tout le district et des bandes de Bulgares, à leur suite, commettent toutes sortes de violences sur les habitants pour leur enlever leurs provisions, si bien que personne n'ose aller d'un village à un autre, ni prêter ses bêtes de somme pour le transport des céréales.

20 Mars, 1878.

*Réclamation de Sagheur Mollah Ibrahim, de Samakow.*

Forcé de me réfugier à Constantinople, j'avais laissé à un Israélite, homme de confiance, 1,337 ocques de l'huile. Je viens d'apprendre que mon dépôt a été enlevé de vive force par les autorités Russes et Bulgares de l'endroit.

Je viens recourir, &c.

23 Mars, 1878.

*Réclamation de Faïk, de Kirk-Kilissa.*

Les autorités Bulgares établies à Kirk-Kilissa se sont emparées des propriétés appartenant à ma femme, en ont chassé les locataires, et les ont remplacés par d'autres, desquels elles perçoivent le prix des loyers.

Je viens solliciter les mesures nécessaires pour rentrer dans nos biens.

(Signé) FAÏK, Ancien Gouverneur de Jérusalem.

25 Mars, 1878.

*Réclamation de Saadet-Kéraï.*

Saadet-Kéraï Pacha rapporte que les habitants de Kirk-Kilissa, d'Uskup et de Cavakli, ont pillé le contenu de quarante chariots qu'il avait laissé à Bout-Allan, et ensuite se les sont partagés ainsi que les quarante paires de bœufs les attelant. En outre, les Bulgares de Kodja lui ont enlevé 5,000 moutons.

Il sollicite des ordres pour que, par les soins de l'autorité Russe, ces chariots et ces troupeaux soient restitués à leur légitime propriétaire, ainsi que 400 têtes de gros bétail laissées au village d'Erikler.

De même il serait urgent que des dispositions fussent prises pour amener à Baba-Eski les 120 réfugiés qui se trouvent à Bout-Allan, où ils restent en proie aux privations les plus cruelles.

21 Mars, 1878.

*Réclamation de Garabet Ohanessian.*

Le Soussigné prend la respectueuse liberté d'exposer ce qui suit :

Après la retraite des autorités Ottomanes, le 14 Janvier, quelques régiments



Russes ont envahi la ferme du Soussigné, dite Athanasse Tchifighi, sise dans le Caza de Bourgas. Tout l'approvisionnement de bétail et de céréales existant dans la susdite ferme a été pillé et enlevé par ces intrus.

Le Soussigné, tout en protestant, comme il proteste formellement contre ces actes de déprédation et de destruction perpétrés en violation flagrante de tout principe de droit international en matière de propriété privée, et sans que les exigences des opérations militaires les puissent nullement justifier, attendu que les autorités Ottomanes avaient déjà évacué les dits parages, prend la liberté d'annexer aux présentes la liste des dommages qui lui ont été causés de chef, s'élevant à la somme de 2,286 livres Turques, et vous prie de vouloir bien en prendre acte, et la transmettre à qui de droit.

Daus l'attente que justice sera rendue au Soussigné, dans le plus bref délai possible, et qu'il lui sera permis de recouvrer la libre possession de ses biens, ainsi que la contre-valeur des dommages ci-dessus relatés, il a l'honneur, &c.

(Signé) GARABET OHANNESIAN.

(Suit la liste des objets enlevés.)

Constantinople, le  $\frac{13}{25}$  Mars, 1878.

#### *Réclamation d'Osman.*

Le Soussigné, négociant à Top-Hané de Constantinople, avait préparé à Kutchuk-Tchekmédjé 1,090 traverses de chemin de fer qu'il s'était engagé à livrer à la Compagnie d'exploitation du Chemin de Fer de Roumélie. Arrivés dans cette localité, les Russes s'emparèrent d'une partie de ces traverses, et mirent le feu au reste.

En signalant ce fait, je prie, &c.

(Signé) OSMAN.

26 Mars, 1878.

Réclamation de Mehemed Alias Abdo, de Silivrie, au sujet des pertes en chevaux, bestiaux, et grains, éprouvées par lui à la suite du pillage fait par les Russes après la conclusion de l'armistice.

6 Février, 1878.

Réclamation de Tahir Effendi, au sujet du pillage par les Russes de sa ferme de Kourichan, situé dans l'arrondissement du Buyuk-Tchekmédjé, ainsi que pour l'enlèvement de vive force de 4,000 quintaux de paille par le Commandant Russe de Tchataldja, et enfin pour l'incendie des constructions de la dite ferme.

23 Février, 1878.

Réclamation d'Ali Lébib, pour la confiscation par l'autorité militaire Russe de ses fermes et de son moulin, situés dans le district of Yamboli, ainsi que des objets et bestiaux qui s'y trouvaient.

28 Février, 1878.

Réclamation de Mehemed Saïd, du Caza de Sélefki, pour confiscation du bétail et de grains existant dans sa ferme.

6 Mai, 1878.

Réclamation d'Ali Hassan, de Yamboli, pour la confiscation par l'autorité militaire Russe d'un moulin à farine et du bétail y renfermé, bien que le tout eût été confié à son représentant ou intendant Chrétien, notable estimé dans le pays.

27 Février, 1878.

Réclamation de Méhémed Zia, de Sofia, pour la destruction de sa forge, de sa maison, et de sa ferme, par l'incendie, et pour l'enlèvement des grains et bestiaux par les Bulgares, le tout d'une valeur de 700 livres. Ces faits se sont passés après la conclusion de l'armistice.

23 Mars, 1878.

Plainte du nommé Méhémed Salim, d'Andrinople, relatif à l'enlèvement par les Russes, lors de leur arrivée dans cette ville, d'une caravane de trente chameaux. Ayant constaté la présence de ces animaux dans les lignes Russes de Tchataldja, il sollicite les démarches nécessaires pour obtenir leur restitution.

28 Mars, 1878.

---

*Réclamation de Tahir.*

Juste au moment où je me disposais à émigrer, en prenant mes troupeaux et mes céréales de ma ferme de Kourichan, sise dans la ligne de défense de Buyuk-Tchek-médjé, ligne de démarcation, j'appris qu'un télégramme de la Préfecture de Constantinople au Caïmacan de notre ville, nous conseillait de ne pas émigrer, par suite de l'ordre et de la tranquillité régnant partout. Toutefois, à l'approche des Russes, je laissai tout là et vins à Constantinople avec ma famille, lorsque j'appris que les Russes et les Bulgares pillaient les propriétés qu'ils rencontraient sur leur chemin dans certaines localités.

J'ai présenté, à la date du 30 Janvier, une pétition à la Préfecture, afin qu'elle prit des mesures pour la conservation de ma ferme, mais sans aucun résultat; car, le 8 Février, ma propriété fut saccagée et pillée avec tout ce qu'elle contenait.

Le 11 Février j'adressai une nouvelle pétition demandant à être indemnisé par qui de droit.

Cette pétition est restée sans réponse. Je me suis entendu avec un acheteur pour lui vendre quelques milliers de quintaux de foin et de paille que je possède en dehors de ma ferme, et me suis rendu sur les lieux pour livrer cette marchandise; mais la cavalerie Russe de Tchataldja s'était servie de ces fourrages, de sorte que je ne pus pas remplir les obligations contractées avec mon acheteur. De pareils actes à l'égard de simples particuliers sont contraires au droit des gens. Le 28 Février j'ai réclamé de rechef pour obtenir le prix de ma paille et de mon foin. Cette fois-ci encore je n'ai obtenu aucune réponse.

Pour me rendre un compte exact de l'état dans lequel se trouvait ma ferme, je me suis rendu en personne à Buyuk-Tchekmédjé, où j'ai vu les soldats Russes détruire, pièce par pièce, les diverses parties de ma propriété et brûler mes dépôts; j'ai donc de nouveau recours à qui de droit pour demander justice, et demander que l'on veuille bien m'indemniser pour la perte de mes troupeaux, céréales, fourrages, &c.

(Signé) TAHIR.

30 Mars, 1878.

(Dans un tableau annexé les pertes subies par le plaignant sont estimées à un total de 48,400 piastres.)

---

*Réclamation des Habitants de Haïriboli.*

Dans trente-neuf villages Musulmans du Sandjak de Rodosto, les dépôts de grains ont été vidés, les troupeaux emmenés, et les maisons pillées par les Bulgares. Huit de ces villages ont été brûlés. Les dommages s'élèvent à un chiffre de 11,216,425 piastres. Quant à nos récoltes elles ont été ravagées, ce qui est pour nous la ruine totale.

Nous déposons donc nos réclamations, et implorons, &c.

(Signé) MOUSTAPHA SABRI,  
Délégué de la population de Haïriboli.

9 Mai, 1878.

*Pétition présentée par Hassan et Ali, émigrés de la ville d'Isimnia.*

Nous Soussignés, habitants d'Isimnia, après avoir chargé quatre voitures de toute ce que nous avions de plus précieux, nous nous sommes mis en route avec d'autres émigrés de notre ville pour venir à Constantinople. Il y a quinze jours, nous étions arrivés dans une vallée près de Cabaktcha, lorsque vingt-huit Bulgares armés, appartenant aux villages de Cabaktcha, Erméni, et Ouran, se sont jetés sur nos quatre voitures pour s'emparer de nos objets et bijoux d'une valeur de 50,000 piastres, ainsi que de 25,000 piastres en Caïmé, de 400 Médjidies d'argent et de 3,000 piastres en diverses monnaies, plus sept buffles, taureaux et chevaux. Ils ont, en outre, maltraité mon frère Ali, qui a été blessé à la main. Quant à mon autre frère Tahir, ils l'ont roué de coups. C'est à grand peine que nous avons pu arriver à Kabaktcha, où nous avons pris le train pour Constantinople et où mes frères sont encore en traitement.

Je sollicite l'envoi sur les lieux d'agents qui procéderont à une enquête, car je saurai mettre l'autorité sur la trace des coupables pour rentrer dans mon bien.

(Suivent les signatures.)

28 Mai, 1878.

*Plainte des Habitants d'Oumourlou.*

Nous Soussignés, habitants le village d'Oumourlou, dans le Sandjak de Buyuk-Tohekmédjé, déclarons que les Cosaques Russes ont enlevé dudit village cinq meules de fourrages, 60 kilés d'orge, 50 kilés d'avoine qu'ils ont transportés à Kalkara-Tépé. Par le fait de ces pillages, nos bestiaux se trouvent sans subsistance.

Nous faisons appel, &c.

(Signé)

MOUSTAPHA.  
HALIL.  
CHABAN.

Mai, 1878.

*Réclamation d'Ibrahim, de Midia.*

Le Soussigné, habitant de Midia, du Sandjak de Rodosto, expose que les Russes et les Bulgares se sont emparés de ses propriétés, de ses bestiaux et autres effets mobiliers. Ils ont emporté les uns et brûlé les autres. Aujourd'hui, réduit par ces faits à la plus profonde misère, le Soussigné a recours, &c.

(Signé)

IBRAHIM,

Réfugié en ce moment à Rouméli-Kavak, dans le Bosphore.

(Suit une liste des objets détruits et des bestiaux enlevés.)

PROTESTATIONS.

*Protestation des Habitants Musulmans et Chrétiens de plusieurs Districts du Vilayet de Monastir, en date du 30 Avril, 1878.*

Nous avons lu dans les journaux que, d'après le Traité de San Stéfano, plusieurs de nos districts doivent être compris dans la nouvelle Bulgarie. Cette combinaison étrange a causé une émotion douloureuse parmi tous les habitants de notre province qui ne voient aucune raison plausible pouvant justifier cette annexion.

L'histoire est là pour attester que très-peu de Bulgares sont venus s'établir dans le Vilayet de Monastir; ils y sont encore très-clair-semés dans les campagnes, et ne sont pas originaires du pays. La plupart d'entre eux se trouvent sous la juridiction spirituelle du Patriarche Ecuménique Grec. Ceux qui essaient de Bulgariser notre province sont des agents stipendiés par les Comités Russes.

Quant aux habitants que la Russie considère comme Bulgares, ils ne forment que le quart de la population antérieurement établie dans le pays, dont les trois autres quarts sont Musulmans, Grecs ou Israélites.

Ces faits étant de notoriété publique, il serait donc tout-à-fait contraire au droit des gens, à la justice et à l'équité d'incorporer nos districts à la nouvelle Bulgarie. Il y a plus : ce serait sacrifier par la violence nos droits nationaux et inaliénables au profit d'une infime minorité Bulgare.

Or, plutôt que de nous soumettre à une injustice aussi odieuse, celle de voir notre chère patrie passer aux mains de l'étranger et livrée à une race aussi sauvage que les Bulgares, nous préférons périr avec nos familles, en défendant notre honneur national; en mourant, nous aurons au moins la suprême consolation de savoir nos noms glorieusement inscrits dans les annales de l'histoire pour l'édification de la postérité.

S'il est vrai que les limites de la nouvelle Bulgarie doivent s'étendre jusqu'à nos districts, nous protestons dès aujourd'hui contre une pareille énormité.

Nous sollicitons qui de droit de ne pas permettre que notre pays figure sous ce nom abhorré de Bulgarie et d'épargner à la Roumélie l'effusion de sang qui résulterait nécessairement d'une annexion contraire à la civilisation, à l'humanité et à la justice.

(Suivent un millier de Signatures.)

*Protestation des Habitants Musulmans de Silistrie, en date du 30 Avril, 1878.*

Les Soussignés, habitants Musulmans de Silistrie et du territoire en dépendant, ont l'honneur d'exposer respectueusement que sur un chiffre de 50,000. âmes composant aujourd'hui la population totale de notre district, on ne compte seulement que 10,000 Chrétiens environ.

Il est à la connaissance de tous qu'aux termes du Traité de San Stéfano, la forteresse de Silistrie a été remise à la Russie. Depuis ce moment, pour notre grand malheur, il s'est produit un changement radical dans les conditions locales sous la nouvelle administration, c'est-à-dire que depuis deux mois les malfaiteurs et les perturbateurs du repos public, par leurs excès et leurs déprédations, font craindre que des scènes regrettables et malheureuses se produisent ultérieurement dans notre contrée. Les voyageurs et les commerçants qui se rendaient sur l'autre rive du fleuve ainsi que les Musulmans qui habitent leurs villages, ont été volés, pillés, battus, gravement contusionnés, blessés, et plusieurs d'entre eux tués par les brigands Bulgares.

Jusqu'à ce jour cette situation déplorable a été pour nous la cause de la perte de plusieurs millions, en y comprenant le bétail et autres objets enlevés de vive force aux pauvres villageois.

Tous ces jours-ci, les soldats Russes de la garnison de la ville menaçaient d'envahir nos demeures, et de pénétrer dans les appartements des femmes, au grand mépris de nos mœurs et de nos coutumes religieuses. Notre situation est désespérée et pleine de dangers; nous serions heureux s'il nous était permis d'émigrer, même en sacrifiant ce qui nous reste de nos effets et de nos propriétés.

Au nom de la justice et de l'humanité, au nom des droits que le monde civilisé ne peut nous ravir, nous prenons la liberté de nous adresser à la haute impartialité et à la justice de l'Europe, à laquelle nous demandons aide et protection.

Nous le prions également, au nom de nos familles éplorées, de vouloir bien prendre des mesures efficaces à notre égard, afin que la sécurité et la tranquillité soient respectées.

30 Avril, 1878.

Les Habitants Musulmans de la ville et du District de Silistrie.  
(Suivent les Signatures.)

*Protestation des Habitants de Batoum, couverte de 33,247 Signatures ou Cachets.*

Le Gouvernement Impérial Ottoman, sous la pression d'événements antérieurs, avait dû repousser, par une guerre légitime, l'agression injustifiable de la Russie. La fatalité ayant voulu que le sort des armes lui fût contraire, il dut subir les exigences de cette Puissance pour mettre fin aux maux croissants qu'engendrait la guerre, et signer le Traité de San Stéfano. D'après ce Traité, et en conséquence des nécessités de la situation, il a été fait abandon à la Russie, comme compensation de l'indemnité de guerre, certaines portions du territoire par elle occupé, comme aussi certaines autres parties qu'elle avait été impuissante à conquérir. Parmi ces dernières, figure Batoum avec ses dépendances.

C'est ainsi que par la voie des journaux nous avons appris, avec une stupéfaction douloureuse, que le sol sacré de la patrie possédé par nos pères, et qui nous a vus grandir, allait tomber au pouvoir des Russes.

En l'état, il s'agissait pour nous de trouver un moyen énergique pour que notre

honneur ne fussent pas foulés aux pieds des Cosaques. Il des nous restait donc, dans le cas où notre pays devait être livré aux Russes, qu'à choisir entre une soumission complète à l'autorité de nos nouveaux maîtres, ou bien à abandonner notre patrie pour émigrer en d'autres lieux.

En ce qui concerne le premier moyen, il n'a pu un seul instant nous venir à l'idée d'y avoir recours ; car, à la suite d'inimitiés invétérées, engendrées par une longue série de luttes sanglantes, nous ne pourrions jamais nous résoudre à la ruine immanquable de notre nationalité et de notre religion, non plus qu'à voir nos femmes et nos enfants bercés dans les bras des Cosaques.

Quant à abandonner la patrie qui nous a vus naître, ceci est matériellement impossible, parce que notre population est pauvre et que ses moyens ne lui permettraient pas de transporter les siens à une heure de marche de distance. Le nombre de ceux dont les ressources permettent de s'expatrier est très-restreint, et ainsi la presque totalité de la population devait continuer à gémir et à vivre sous l'oppression étrangère.

En résumé, ces deux moyens étant reconnus impraticables, nous sommes donc tous décidés, hommes et femmes, à recourir aux armes et à combattre héroïquement jusqu'au dernier pour la sauvegarde de notre honneur et de notre indépendance. Sur ce point, nous sommes tous d'accord, et prêts à repousser toute agression des Russes contre notre territoire.

Toutefois, dans l'espérance que cette dernière éventualité pourrait être évitée par une solution pacifique et, d'un autre côté, attendu que la Sublime Porte a déclaré vouloir rester neutre, nous avons donc cru devoir recourir, avant tout autre moyen, aux Puissances Européennes, et principalement à l'Angleterre, dont la sollicitude pour nos droits s'est particulièrement manifestée, afin qu'en nous accordant sa protection, notre pays, avec l'aide de Dieu, trouve son salut et son repos.

C'est donc dans cet espoir que nous avons précédemment adressé deux dépêches télégraphiques au Gouvernement Anglais, et délégué, avec une procuration régulière, douze de nos notables près du Consul Anglais de Trébizonde, afin de lui faire l'exposé verbal de la situation, et de solliciter son concours dans l'œuvre que nous avons entreprise de la défense de nos droits et de nos intérêts.

Ces délégués, après avoir rempli leur mission et remis au Consul en personne un procès-verbal de leurs déclarations, sont rentrés à Batoum.

Nous n'avons épargné aucun effort pour amener une solution de la question qui nous concerne, et si ces démarches ne produisent aucun résultat bienfaisant, nous reviendrons à notre première décision, celle de mourir plutôt que de nous soumettre aux Russes.

En attendant, nos préparatifs à cet effet continuent et nous sommes prêts à courir aux armes pour, le cas échéant, arrêter la marche de l'invasion Russe. A cette heure suprême, ni nos intérêts individuels, nos inimitiés personnelles, ne viendront faire changer d'un iota l'unanimité de notre résolution dernière, nous considérant tous solidaires et responsables de ses conséquences. Si quelqu'un d'entre les signataires de ce Traité d'union, soit par intérêt personnel, soit par crainte, soit pour tout autre raison, venait à faire défection, nous sommes tous d'accord pour exécuter immédiatement la sentence qui sera rendue contre lui. Quant à ceux qui sont restés en dehors de ce Traité, s'ils tentent, par quelques intrigues, de rompre cette union, ils subiront la peine qu'édicterà à leur égard le Comité institué à Batoum à cet effet.

En foi de quoi nous avons signé ou scellé le présent Traité d'union.

*Batoum, le 5 Mai, 1878.*

(Suivent, à ce jour, 33,247 Cachets ou Signatures, parmi lesquels figurent ceux des plus hauts personnages de la contrée. Le nombre des adhérents s'accroît journellement.)

---

*Protestation d'un grand nombre de Notables Musulmans et Chrétiens du District de Keupruli, Vilayet de Salonique.*

Aux termes du Traité de San Stéfano, le district de Keupruli devant être compris dans la Nouvelle Bulgarie, nous prenons la liberté de soumettre aux Grandes Puissances Occidentales nos protestations contre cette annexion inique.

Le Gouvernement Impérial, animé du désir d'arrêter l'effusion du sang, a signé le Traité de Paix que la Russie lui proposait, mais il n'a nullement aliéné les droits civils et politiques des habitants.

Dé même que toutes les autres parties de la Roumélie, notre province compte un grand nombre de Musulmans et d'autres habitants non-Bulgares formant la grande majorité de la population.

Les Bulgares se trouvent encore dans un état primitif : ils ne peuvent arguer d'aucun progrès soit dans l'instruction, soit dans la vie politique et sociale, qui puisse leur conférer un titre quelconque à la direction des autres éléments.

Les Musulmans et les Grecs indigènes sont tous propriétaires et ont acquis une position sociale supérieure comme fortune et instruction ; la prépondérance et la domination des Bulgares ne peuvent être qu'un obstacle aux aspirations et au progrès des premiers.

L'élément Musulman et l'élément Grec ont pu, depuis quatre ou cinq siècles, conserver leur vie et leur individualité nationales, leur liberté religieuse sous l'égide du Gouvernement légitime.

Un Gouvernement Bulgare privé des éléments constitutifs les plus nécessaires est incapable de progrès et de bonne administration, et ne peut par conséquent établir un ordre de choses rationnel dans l'Europe Orientale.

Il ne peut qu'entretenir à perpétuité les haines et les rivalités nationales.

Les pays occupés offrent aujourd'hui le désolant spectacle de l'effusion du sang de milliers d'êtres humains innocents et inoffensifs. Les meurtres et les attentats à l'honneur sont considérés comme des actes parfaitement légitimes. Ils suffisent pour constater ce que les Bulgares sont capables de faire et quels sont leurs titres à la liberté politique.

Un régime Bulgare doit avoir forcément pour conséquence le conflit perpétuel des races et servirait d'introduction dans notre pays de l'administration et des lois Russes.

Les abus et les vexations seront innombrables ; la vie sociale du plus grand nombre des habitants sera arrêtée ; les propriétaires ainsi que plusieurs classes de la population seront ruinés.

Nous ne pensons pas que la justice de l'Europe puisse tolérer ces choses.

Nous qui avons l'honneur de présenter cette pétition, nous ne pouvons consentir à ce que notre pays tombe sous le joug Bulgare et que tous nos droits soient méconnus et violés par la domination de cette race.

Par conséquent, confiants en la Divine Providence et en la justice et l'équité de l'Europe, nous venons protester formellement contre l'introduction du régime Bulgare dans notre pays, et nous sommes prêts à tous les sacrifices pour conserver et notre existence nationale et les droits qui en découlent.

Nous sommes sûrs que l'Europe nous prêtera son assistance bienveillante, et qu'elle ne permettra pas que notre destinée soit ainsi brisée ; nous remettons à sa justice et à sa générosité l'amélioration de notre sort par des réformes supplémentaires qui puissent nous garantir un avenir de progrès et de prospérité sous la protection de notre Souverain.

Nous présentons simultanément cette pétition aux Ambassades d'Angleterre, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France et d'Italie.

Keupruli, le 17<sup>e</sup> Mai, 1878.

■ (Suivent les signatures d'un grand nombre d'Habitants Musulmans et Grecs.)

*Protestation des Habitants Musulmans et Chrétiens de Livana (Lazistan), en date du 17<sup>e</sup> Mai, 1878.*

Il est à la connaissance de tous que les habitants Musulmans et Chrétiens de Livana ont toujours vécu dans un accord parfait, et qu'ils n'ont suscité jusqu'à présent aucune question internationale.

Nous avons joui jusqu'ici d'une complète sécurité sous l'égide tutélaire de Sa Majesté le Sultan, notre auguste Souverain. Durant le cours de la dernière guerre, les troupes Impériales et les milices ont victorieusement défendu notre pays contre l'invasion.

Après la conclusion de la paix, le Général Komaroff, Commandant le détachement Russe d'Ardanoutch, à la tête de quatre bataillons, est entré de vive force à Livana, malgré la résistance des avant-postes des troupes Impériales, les cris et les protestations des habitants.

Depuis ce jour, nous vivons dans une panique continuelle ; notre sécurité est constamment troublée par l'attitude des soldats Russes qui menacent de



s'introduire par force dans nos propres demeures. Les avanies et les vexations dont nous sommes l'objet sont devenues intolérables.

Nous sommes menacés également du fléau de la disette, attendu que depuis la conclusion de la paix, nous n'avons pas reçu un seul kilé de grains des districts de Kars, d'Ardahan, d'Ardanouch et d'Olti, qui sont, en quelque sorte et en temps ordinaire, les greniers d'abondance de notre district.

La misère que nous subissons est extrême, et nous nous trouvons dans la nécessité de recourir à la générosité et à la sollicitude de Sa Majesté Impériale le Sultan.

La conduite de la Russie à notre égard est de nature à exaspérer la population au point de l'amener à sacrifier son existence pour délivrer le pays de l'invasion étrangère. Pour arriver à ce résultat, nous sommes résolus à faire appel aux armes et à combattre jusqu'au dernier soupir.

Nous sollicitons de prompts secours pour nous préserver de la ruine complète qui nous menace, car si nous sommes abandonnés aux funestes conseils du désespoir, nous ne répondons pas des suites.

(Suivent plusieurs centaines de signatures et de cachets d'habitants Musulmans et Chrétiens.)

---

*Mazbata de la Population Livana.*

Un jour avant que le Général Komaroff, commandant la division Russe qui est, de sa propre initiative, entrée à Livana après la conclusion de la paix, et le jour même qu'elle opéra ce mouvement, le Général fit appeler les notables de la population et leur communiqua un télégramme qu'il avait reçu de Dervich Pacha, dans lequel ce dernier lui donnait connaissance de l'état de gêne et de misère de la population; il leur montra ensuite un projet de réponse qu'il avait préparée à ce télégramme, réponse dans laquelle il était dit que la population était contente de lui et de ses troupes et qu'elle n'avait aucun motif de se plaindre.

Que Dieu nous garde de faire une pareille déclaration! au contraire, nous n'avons jamais et à aucun titre été contents des Russes qui sont entrés de force dans notre ville, au mépris des stipulations du Traité de Paix, et qui ont mis la population en état de siège; les vivres et les objets de première nécessité sont à des prix inabordables pour les habitants qui, sous tous les rapports, souffrent cruellement de cette situation. Telle a été la réponse que nous avons donnée au Général, en lui faisant observer que s'il ne trouvait pas un moyen de remédier à cet état de choses, nous serions obligés d'émigrer en masse.

Le jour suivant, il nous fit appeler de nouveau et nous dit: "Hier vous avez tenu un langage d'une grave inconvenance; ne pensez pas de moi que je sois un sot; j'ai tout compris; cependant les grands ne doivent pas faire attention aux torts de leurs inférieurs. Maintenant, j'ai constaté la gêne de la population, et je pars rien que pour cette raison; ne croyez pas que je vous craigne; je suis seul maître de mes actes, je placerai à la tête de l'Administration les personnes de mon choix; quant à celles qui ne me conviendraient pas, je les chasserai. Mais pour que l'on ne dise pas que les Russes sont venus s'emparer de votre Administration et vous faire du tort, je n'insiste pas et je pars. Tant Musulmans que Chrétiens, tâchez de vivre en paix; car s'il arrive quelque fâcheux incident, au lieu de cinq bataillons, j'en expédierai vingt-cinq; je démolirai vos maisons et livrerai vos biens au pillage."

"Il y a, de par le monde, beaucoup d'intrigants et de dupes, c'est-à-dire que les intrigants trompent les dupes; or, si ces intrigants réussissent à faire tirer un coup de fusil et à blesser un seul de mes hommes, j'exécuterai dans ce cas les menaces ci-dessus et je ferai de votre ville un monceau de ruines foulées sous les pieds des chevaux de mes Cosaques; je vous emmènerai prisonniers et je livrerai vos femmes et vos enfants aux Cosaques. Sachez bien encore une chose, c'est qu'une petite province comme le Lazistan ne peut pas s'opposer à un Empire aussi puissant que la Russie. En outre, si vous vous laissez tromper par l'Angleterre, sachez que, de même que les poissons qui sont dans l'eau ne peuvent faire aucun mal aux chevaux qui sont sur la terre; de même l'Angleterre ne peut rien faire contre la Russie."

"Sur terre, les Osmanlis étaient les premiers soldats du monde; vous avez vu à quoi ils ont été réduits; notre Empire, grâce à sa justice, a grandi, tandis que l'Empire Ottoman s'est considérablement amoindri. Si l'Angleterre fait la guerre, et si vous vous laissez tromper par elle, votre Empire disparaîtra entièrement et nous vous passerons tous au fil de l'épée; de sorte que le nom de l'Islam disparaîtra

**totale**ment. Ne vous laissez donc pas tromper par les Anglais, car ils vous pousseront au premier rang et resteront en arrière; ils seront la cause de votre ruine."

"Je pars et si jamais, en cas de guerre, je vois un seul d'entre vous sur le champ de bataille les armes à la main, ou s'il arrive d'ailleurs des brigands ou des soldats sans que vous m'en préveniez, je mettrai mes menaces à exécution. Ne dites donc pas que je ne vous ai pas prévenus; ayez soin de porter mes recommandations à la connaissance de la population."

Nous répondîmes au Général comme nous devions le faire, et nous repoussâmes ses menaces; nous lui dîmes que nous étions sujets du Sultan et que notre pays était par nous considéré comme faisant partie de l'Empire Ottoman, dont nous continuerions à partager les destinées.

*Livana, le 13 Mai, 1878.*

---

*Autre Pétition des Habitants de Livana, en date du 14 Mai, 1878.*

Les Russes, au mépris du droit des gens et de la justice, sont entrés de vive force à Artwin, après la conclusion de l'armistice et de la paix. Les habitants de cette localité se trouvent, par ce fait, placés sous le régime d'un véritable état de siège; la disette augmente et les pauvres surtout sont en proie à des souffrances terribles. Par suite du manque absolu de sécurité, les villageois sont forcés de rester dans leurs demeures pour défendre leurs familles. Les travaux des champs sont en conséquence absolument arrêtés.

L'occupation étrangère, jointe à l'absence de sécurité des routes, rendent les approvisionnements impossibles, et les pauvres sont exposés à mourir de faim.

En quittant cette localité, le Général Komaroff a adressé un ordre du jour aux habitants par lequel il menace de mort quiconque s'aviserait de faire le moindre mal à un soldat Russe. Dans tous les pays il existe des individus ayant un penchant naturel pour le mal, et il peut s'en rencontrer également parmi nous. De même il pourrait se faire que quelques-uns de nos compatriotes ne connussent pas l'ordre du jour du Général Russe et qu'ils voulussent se défendre contre les agressions des soldats; dans ces conjonctures des conflits regrettables peuvent surgir entre les soldats et les habitants, d'autant plus que la plupart du temps les premiers sont dans un état d'ivresse qui les porte à malmenier les derniers.

Toutes ces considérations sont de nature à troubler et troublent déjà profondément la tranquillité et la sécurité du pays et de ses habitants.

Les troupes Russes, laissées dans notre ville, sont cantonnées à proximité du quartier Musulman et dans l'enceinte même du cimetière Turc, ce qui contribue encore à augmenter les alarmes dans lesquelles nous vivons.

Le Général Komaroff s'est peut-être aperçu que l'occupation de notre ville n'était point une mesure juste ni équitable, et c'est sans doute pour cette raison qu'il l'a quittée avec le gros de ses troupes. Mais il faut aussi que le reste des soldats Russes évacue notre ville.

Dans tous les cas, nous devons provoquer cette mesure afin de mettre la population paisible à l'abri des alarmes et des dangers continuels qui lui rendent, aujourd'hui, l'existence impossible.

(Suivent les signatures des habitants.)

---

*Pétition des Habitants des Districts de Mirko et de Chavchat, Province du Lazistan, en date de 14 Mai, 1878.*

Les Soussignés, Ulémas, Imams, Kiatibs, notables et habitants des districts de Mirza et de Chavchat, ont l'honneur d'exposer ce qui suit:—

Il est inutile de rappeler que la nation Musulmane en général et, principalement, les sujets de Sa Majesté qui habitent les districts de Mirka et de Chavchat, sont reconnus pour avoir toujours fidèlement servi leur religion et leur pays.

Comme il n'est ni juste ni légitime d'être soumis malgré soi au joug de l'étranger on comprendra que nous ne pouvons ni ne voulons être sujets de la Russie.

Dès le commencement de la dernière guerre, la province de Batoum a donné des preuves multiples de sa fidélité inébranlable à l'Empire Ottoman.

Nos districts sont limitrophes du territoire de Batoum et, ainsi que nous l'avons déjà déclaré dans une précédente pétition, notre sort est indissolublement lié à celui de Batoum même.

Nous prions instamment qui de droit de prendre en considération notre humble requête, à l'effet de préserver nos biens, notre vie, et notre honneur de la convoitise de la Russie.

(Suivent les signatures.)

---

*Protestation adressée aux Grandes Puissances Européennes par les Habitants du Lazistan, en date du 17 Mai, 1878.*

Aux termes du Traité de San Stéfano, la ville de Batoum et ses environs ayant été cédés à la Russie, les habitants de cette province qui ne sont plus censés, d'après le dit Traité, être sujets du Gouvernement Impérial Ottoman, ont pourtant le droit de s'adresser à telle Puissance qu'il leur plaît à l'effet de plaider leur juste cause.

Nous nous sommes en conséquence adressés au Gouvernement de Sa Majesté la Reine d'Angleterre et nous avons sollicité sa haute protection pour obtenir la délivrance de notre pays, cédé à la Russie en paiement d'une partie de l'indemnité de guerre.

Nous n'avons pas cessé un instant de poursuivre nos démarches dans ce sens, et nous espérons que notre territoire serait mis à l'abri d'une invasion ou d'une occupation étrangère en attendant le verdict de l'Europe.

Nous apprenons toutefois que les Commissaires de la Sublime Porte attendent à Batoum l'arrivée des Commissaires Russes pour engager des pourparlers avec ces derniers.

La population a cru voir dans l'arrivée des Commissaires des deux Puissances un signe non équivoque de la mise à exécution du Traité San Stéfano, et cette croyance a donné lieu à une effervescence sans exemple dans la population.

Ces jours derniers, les Russes commençaient à évacuer Livana; mais le Général Komaroff, qui commande ce corps d'occupation, est resté dans cette localité avec une partie de ses troupes, et nous voyons aujourd'hui que les soldats qui avaient quitté cette place y retournent de nouveau. Ce fait vient corroborer les craintes que nous venons d'exprimer et confirme nos appréhensions.

Si les pourparlers qui vont avoir lieu avec les Commissaires aboutissent à l'évacuation de Batoum et à la cession de cette place à la Russie avant que les Puissances Européennes aient prononcé leur verdict que nous avons sollicité, on comprendra que des citoyens qui possèdent le sentiment de leur dignité ne puissent se soumettre à abandonner lâchement leur patrie, lors même qu'ils devraient sacrifier leur vie pour la défendre. •

Préférant donc une mort honorable au déshonneur et à la lâcheté, nous sommes décidés à la résistance à outrance et à périr jusqu'au dernier en défendant le sol sacré de notre patrie. C'est là notre symbole de foi. Nous laissons la responsabilité morale et matérielle du sang versé à la Russie, et nous confions au Gouvernement Impérial Ottoman le soin d'enterrer nos morts, avec le ferme espoir que l'Angleterre et l'Europe civilisée vengeront notre sang. Nous nous adressons à la population Musulmane des Indes, en la priant de venir essuyer les larmes de nos enfants qui resteront orphelins, de les transporter dans leur pays, où ils trouveront une nouvelle patrie et, enfin, de les élever par charité dans les sentiments de l'honneur et de la reconnaissance. Nous terminons en protestant dès aujourd'hui contre le Gouvernement Impérial Ottoman et contre la Russie.

Nous espérons encore que cette déclaration formelle et sincère sera prise en considération et qu'en attendant la décision unanime de l'Europe, la Russie n'étendra pas le cercle de ses opérations militaires dans notre territoire et qu'elle retirera ses troupes de Livana. Dans le cas contraire, nous serons forcés de faire appel aux armes.

Telle est la protestation que nous avons formulée; nous prions les Commissaires du Gouvernement Impérial Ottoman d'en transmettre des copies aux Ministères des Affaires Etrangères de la Sublime Porte et de St. Pétersbourg, de même qu'aux Cabinets d'Angleterre, de France, d'Italie, d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne. Ces Commissaires sont également priés de transmettre notre dernière résolution au Général Komaroff qui se trouve à Livana.

(Suivent les signatures.)

---

*Protestation rédigée par les Habitants de Trébizonde, en date du 11 Avril, 1878.*

Est-il permis de rester insensible à celui qui, ayant vu les Traités de 1856 garantissant l'indépendance et l'intégrité de l'Empire, signés avec le sang de l'Europe, voit aujourd'hui non-seulement une large bande de territoire en Asie mais encore le port de Batoum, la richesse et la clef de la Mer Noire, passer aux mains de la Russie ? Aussi, nous, habitants de Trébizonde, ne pouvons-nous que participer à la douleur publique. Alors que les Russes ne peuvent pas arguer du droit de conquête sur notre pays, pouvons-nous nous résigner à voir tous les habitants de la ville de Batoum, à la suite de prétentions injustes et non fondées, tomber sous le joug tyrannique de la Russie ? Batoum ! cette ville qui nous est attachée par tant de liens, qui est une des principales sources de notre existence et qui, pour ces raisons, soit au point de vue administratif, soit au point de vue des intérêts publics, ne peut être détachée de notre territoire !

Par la continuation de l'état de choses actuel, ou les Russes s'empareront de Batoum par quelque moyen que ce soit, ou les 200,000 habitants de ce pays, grands et petits, se résignant à tous les sacrifices, plongeront leurs mains dans le sang jusqu'au dernier. Dans le premier cas, c'est la ruine et l'anéantissement de Trébizonde ; dans le second cas, il est évident, pour quiconque connaît l'esprit des populations de ce pays, qu'avec cette ferme résolution des habitants de Batoum, ce mouvement ne tardera pas à s'étendre sur tout le littoral de la Mer Noire.

En conséquence, les habitants de Trébizonde se croient obligés d'unir leurs efforts et leurs cris d'alarme à ceux de leurs compatriotes menacés, et de faire un appel désespéré à leur Gouvernement et à l'Europe pour que leur exposé réel des faits soit pris en considération.

(Suivent 764 cachets ou signatures de Musulmans, et  
161 cachets ou signatures de Chrétiens.)

---

*Protestation des Habitants de Novi-Bazar.*

Nous avons appris, par la voie des journaux, qu'aux termes du Traité de San Stéfano, certaines localités de notre contrée sont destinées à être incorporées à la Serbie, d'autres au Monténégro et à la Bulgarie. Cependant plus de la moitié de la population de notre sandjak est Musulmane ; et la grande majorité de l'autre moitié, qui est Chrétienne, est Grecque de religion et de race. Notre sandjak fait partie de la Bosnie depuis un temps immémorial ; les mœurs, les coutumes et la langue ne diffèrent pas de celle de cette province ; dans l'ensemble de la population, il s'en trouve également qui parlent l'idiome Albanais.

Dans ces conditions, il est impossible d'admettre que nous soyons placés sous l'administration Slave : car nous n'avons aucune affinité de langue ou de religion avec cette race. Au surplus, notre prospérité nationale a grandi sous l'égide du Gouvernement Impérial, sous le régime duquel notre avenir est assuré, et nous considérons comme un devoir impérieux celui de sacrifier ce que nous avons de plus précieux en ce monde, notre existence, au service de Sa Majesté Impériale le Sultan.

Pour le cas où le Traité en question devrait être exécuté, nous avons pris toutes nos mesures pour opposer une résistance efficace à sa consécration, c'est-à-dire pour éviter de passer sous une administration autre que celle du Gouvernement Impérial.

Dans les parties de notre contrée qui sont tombées entre les mains des Slaves, pendant la guerre comme après, la conduite de l'ennemi a été inhumaine et barbare, et pour ne citer que quelques exemples, nous mentionnerons des enfants massacrés sans pitié pour leur innocence, des femmes et des filles qui ont été soumises aux traitements les plus humiliants et les plus cruels pour être ensuite mises à mort ; les récoltes et les troupeaux enlevés et leurs propriétaires exposés à des avanies sans nom ; les temples et les tombeaux, qui sont respectés chez tous les peuples, ont été souillés et violés.

Ainsi que cela se pratique en Europe et dans toutes les parties du monde, une partie des terres, chez nous, est cultivée par les propriétaires et l'autre partie par des fermiers venus à cet effet des districts voisins. Or il y a quarante ans, les Serbes, au mépris du droit des gens, de la justice et de l'équité, se sont emparés de nos terres sur une superficie de trente lieues de longueur sur quinze de largeur, et ce par des intrigues et des moyens frauduleux. De même aujourd'hui, jetant des yeux de convoitise sur notre pays, sans respect pour nos droits séculaires, ces mêmes Serbes ont

fait avancer leurs avant-postes jusque dans l'intérieur de notre contrée pour arriver à s'en emparer totalement.

Il y a deux mois environ, les Consuls d'Autriche et d'Angleterre résidant à Debedj sont venus faire une tournée dans notre district; ce dernier est déjà retourné à son poste; quant au Consul d'Autriche, il est encore ici. Ces deux fonctionnaires ont été témoins oculaires des faits suivants :—

Après la conclusion de l'armistice, les Serbes ont fait avancer leurs avant-postes jusque dans l'intérieur de nos villes et se sont emparés de la route de Bosnie; ces soldats indisciplinés ont enlevé tous les bestiaux qu'ils ont trouvés dans le pays et n'ont même pas respecté la vie des habitants; de sorte que, par leurs avanies et par leurs vexations de tous genres, les Casas de Novi-Bazar, de Sénitza et de Nova-Varosch se trouvent plongés dans un état de misère indiscrutable; l'état de siège est tellement rigoureux qu'il est impossible de se procurer même une charge de bois. Enfin, la vie, l'honneur et les biens de toute la population Musulmane étant à la merci des Slaves, courent des dangers incessants.

Devant un pareil état de choses, nous sommes parfaitement décidés à périr tous plutôt que de consentir à être placés, même pour une minute, sous l'autorité administrative des Slaves, ennemis jurés de la nationalité Ottomane, et nous voulons rester soumis à l'autorité paternelle du Gouvernement Impérial.

Jusqu'aujourd'hui, grâce à Dieu, les bandes de montagnards n'ont pu réussir à s'emparer de notre territoire, et les marques des victoires que nous avons remportées sur ces hordes barbares dans la Moratcha sont encore présentes aux yeux de tous. Durant une année, les Serbes, naguère encore soumis à notre domination, ne sont pas parvenus à occuper un seul point de notre territoire; puisqu'il en est ainsi, quel droit invoquent-ils aujourd'hui pour prendre possession de tant de villes, de bourgs et de villages?

Nous préférons mille fois sacrifier nos existences à la patrie et au Gouvernement Impérial qui nous a comblés de bienfaits, plutôt que de vivre dans la misère et au milieu des persécutions; nous en avons fait le serment sur notre religion.

Ainsi unis, forts de notre droit et confiants dans la juste cause que nous défendons, nous prendrons les armes pour défendre notre vie, notre honneur et la nationalité à laquelle nous sommes fiers d'appartenir, contre quiconque viendrait nous attaquer.

Nous avons fait parvenir une copie de la présente requête aux Ambassadeurs des Grandes Puissances ainsi qu'au Gouvernement Impérial.

Le 20 Mai, 1878 (Djemazi-ul-ewel 1295.)

(Suivent les 15 signatures des délégués de la population.)

*Protestation rédigée au nom des Habitants des Districts de Serrès, de Nevrekop, de Yénidje, de Timour-Hissar, de Ménelik, et de Patritch, en date du 9 Mai, 1878.*

Par le Traité de San Stéfano un nouveau Gouvernement Bulgare a été constitué dans les limites duquel se trouve compris aussi notre pays.

De même que nous avons manifesté de nos sentiments et de notre opposition aux Puissances Européennes par le canal de leurs Représentants à Constantinople, à l'endroit de ce changement territorial qui constitue également aux yeux des Européens une injustice flagrante, de même, disons-nous, nous croyons de notre devoir d'édifier la Sublime Porte sur les raisons qui nous ont portés à faire cette démarche :—

1. Si le Gouvernement Ottoman a été forcé, dans le but de mettre un terme à l'effusion de sang, de signer la Traité en question sous la pression de la Russie, il n'a pu néanmoins aliéner les droits civils et politiques de ses sujets.

2. Ainsi que dans toutes les autres parties de la Roumélie, l'élément Musulman, uni aux populations qui n'ont aucun rapport avec les Bulgares, l'emporte avec une majorité considérable sur ces derniers. Ceux-ci adonnés aux travaux des champs et à l'élevage des bestiaux, ne sont nullement aptes à occuper une situation politique et à faire marcher le pays dans la voie du progrès et de la civilisation. Tout au contraire, l'élément Musulman indigène et propriétaire de la plus grande partie du sol, est déjà en possession de cette situation politique et seul en mesure de créer et de diriger le mouvement progressiste en communauté avec les autres nationalités. Depuis quatre à cinq siècles, l'élément Musulman a grandement prouvé qu'en Roumélie il était le seul capable de favoriser la liberté politique et religieuse, et par un régime tolérant et éclairé de sauvegarder les aspirations nationales de chacun.

3. Attendu que l'établissement d'un Gouvernement Bulgare, dépourvu de toutes capacités et de toutes aptitudes civilisatrices dans l'Europe Orientale, ne peut être qu'un obstacle aux relations sociales et humanitaires, on doit s'attendre à des conflits de haines et de jalousies perpétuels entre les différentes races qui troubleront constamment le pays. Les agressions violentes, les attentats aux mœurs dont sont victimes des centaines de milliers de Musulmans impuissants et inoffensifs de la part des Bulgares dans les districts occupés, offrent la preuve matérielle de ce que leur réservent dans l'avenir les dispositions et les penchants politiques de ces derniers.

La Bulgarisation de notre pays ne peut avoir pour conséquences que de le soumettre à une Administration Russe et, dans la suite, au Gouvernement Russe lui-même. Alors, grâce aux règlements Russes, la tyrannie s'implantera éternellement dans la contrée au mépris des lois humaines et contrairement aux vœux et aux droits des peuples. Cet état de choses, que tout autre Etat que la Russie se refuserait à sanctionner, amènera la ruine de tous les Musulmans indigènes propriétaires.

Nous Soussignés, ne pouvant consentir en aucune façon à ce que notre pays soit soumis à une Administration Bulgare, ni à ce que nos droits légitimes soient méconnus et anihilés par elle, confiants dans la protection divine et dans la justice humaine, nous déclarons formellement, dès aujourd'hui, protester de nos intentions bien arrêtées d'avoir recours à tous les moyens en notre pouvoir, pour sauvegarder notre existence politique avec ses droits sacrés et inaliénables.

Nous sommes convaincus que l'Europe, amie de la justice et de l'humanité, compatira à notre triste situation. Nous demandons avec instance que les liens qui nous ont rattachés de tout temps au Gouvernement Ottoman ne soient pas brisés et que notre avenir soit garanti par un régime d'institutions justes et éclairées.

(Suivent 72 signatures des délégués du district de Serrès, Nevrekop, Yénidjé, Timour-Hissar, Ménélik, et Pétritch.

*Protestation des Habitants du Vilayet de Salonique, en date du 14 Mai, 1878.*

Les Chrétiens de notre province forment la dixième partie de la population, et ils sont tous Grecs Orthodoxes ou Catholiques. A cause du voisinage immédiat de la Serbie et du Monténégro, quelques-uns parlent entre eux un mélange d'idiomes Serbe, Monténégrin et Bulgare, mais les langues généralement usitées sont le Turc et l'Albanais.

Il n'existe aucun lien entre les Serbes, les Bulgares et nous; et c'est avec surprise et avec peine que nous avons appris, par la notoriété publique et par la voie des journaux, que quelques parties de notre province seront soumises à une Administration Slavo-Bulgare, ce qui est absolument contraire au droit, à l'équité et à la justice.

Nous déclarons vouloir rester sous l'autorité juste et éclairée du Gouvernement Impérial Ottoman, et nous sommes décidés à n'accepter aucun autre arrangement quel qu'il soit.

Nous avons tous juré de prendre les armes pour la défense de nos droits les plus sacrés et de mourir plutôt que de nous soumettre à cet arrangement arbitraire.

Notre décision est inébranlable.

Nous demandons à ce que nos vœux unanimes et nos protestations soient communiqués aux Grandes Puissances de l'Europe, par l'entremise de leurs Représentants à Constantinople.

(Suivent les signatures d'un grand nombre d'habitants de la Province de Salonique.)

*Télégramme adressé aux Ambassades d'Angleterre, de France, d'Allemagne, d'Italie et d'Autriche-Hongrie à Constantinople, par les Habitants de Prizrend, en date du 14 Mai, 1878.*

Nous avons appris avec une profonde douleur, par la voie des journaux, que quelques parties de notre contrée, habitées par les Ghègues, seront annexées à la Serbie et au Monténégro, ou bien seront comprises dans la nouvelle Bulgarie.



Les Serbes et les Bulgares qui ont occupé quelques-uns des districts de notre Province, se sont livrés à des excès et à des outrages inouïs à l'égard de nos familles, de notre honneur et de nos biens. Nos temples et nos cimetières ont été profanés et dévastés; les tombes de nos ancêtres violées d'une manière indigne d'un peuple civilisé.

La grande majorité des habitants de notre province est Musulmane; les Chrétiens ne constituent chez nous que la minorité, et ils sont tous Catholiques ou Grecs Orthodoxes. Il est vrai que nos compatriotes Chrétiens parlent entre eux une langue qui est un mélange des idiomes Serbe, Monténégrin, et Bulgare; mais les langues généralement usitées par tous les habitants Musulmans et Chrétiens, sont le Turc et l'Albanais.

Il est contraire à la justice et à l'humanité de nous soumettre à une administration Slave ou Bulgare, attendu qu'aucun lien n'existe entre ces derniers et nous.

Nous ne reconnaissons d'autre autorité que celle du Gouvernement Ottoman et nous protestons, au nom de l'humanité, contre tout arrangement qui disposerait de nous contrairement à notre volonté. Nous sommes prêts à tous les sacrifices et même à mourir pour défendre nos droits sacrés.

Tous les habitants du district de Ghékas ont juré de persévérer dans cette voie, et de résister de toutes leurs forces à une annexion violente, en vouant à la justice divine ceux qui ont envahi injustement leur territoire.

Dans le but d'arrêter une effusion de sang, nous élevons notre voix pour demander secours et assistance en faveur de nos droits inaliénables.

(Suivent les signatures.)

*Protestation adressée par les Habitants Chrétiens et Musulmans du District du Yénidjé-Vardar, en date du 15 Mai, 1878.*

Les Soussignés, habitants Musulmans et Chrétiens des villes et villages du district de Yénidjé-Vardar et dépendances, exposent humblement qu'ils ont envoyé une adresse aux Représentants des Puissances Européennes. Dans ce document, ils déclarent que n'ayant jamais démérité de la sollicitude Impériale, et vu les nombreux torts et dommages qui résulteraient pour leur liberté et leur tranquillité par l'incorporation de leur pays à la nouvelle administration que la Russie veut imposer par le Traité de San Stéfano au Gouvernement Ottoman, à la suite des sanglants et malheureux événements militaires, ils demandent à rester sous le Gouvernement paternel de Sa Majesté le Sultan Abdul-Hamid II, décidés à n'accepter, en aucun cas, le nouvel ordre de choses.

Ils rappellent en outre aux Puissances Européennes que les Bulgares sont l'infime minorité de l'élément Chrétien, lui-même numériquement inférieur à la population Musulmane du district.

(Suivent 247 cachets de Musulmans, et 134 signatures de Chrétiens.)

*Protestation des Habitants Musulmans et Chrétiens du District de Tikrech.*

Les habitants Musulmans et Chrétiens du district de Tikrech, vilayet de Salonique, ont rédigé la protestation suivante convertie de plusieurs centaines de signatures d'habitants et de cachets de mairies:—

Nous apprenons qu'aux termes du Traité de San Stéfano, le pays que nous habitons sera incorporé à la nouvelle Bulgarie.

Nous nous permettons de soumettre notre opinion et nos plaintes au sujet d'un changement territorial, dont l'injustice ne peut nullement échapper à la sagacité des hommes d'Etat.

Voici ce que nous prenons la liberté d'exposer :

1. Le Gouvernement Impérial a été obligé de signer la paix pour arrêter l'effusion du sang, en acceptant les conditions formulées par la Russie, mais il n'a nullement sacrifié la liberté et les droits publics des Ottomans.

2. L'élément Ottoman dans notre district prédomine par sa grande majorité sur l'élément Bulgare, comme c'est du reste le cas dans toutes les parties de la Roumélie.

Les Bulgares, agriculteurs ou bergers depuis des siècles, ne possèdent aucune des capacités administratives qui puissent leur donner droit à une position politique.

L'élément Musulman, au contraire, est propriétaire et possède un rang digne dans le corps social; c'est aussi le seul qui ait montré son aptitude à Gouverner les autres races sans entraver leur progrès et sans susciter des rivalités nationales.

Depuis quatre ou cinq siècles, les Musulmans ont fourni les éléments nécessaires à un Gouvernement qui a su protéger la liberté religieuse et politique et rendre une justice égale pour tous.

3. La création dans l'Europe d'Orient d'un État Bulgare qui n'a aucune des qualités requises pour constituer une administration régulière et assurer le progrès, ne peut que susciter la haine et la jalousie parmi les différentes races avec leurs terribles conséquences.

Aujourd'hui, dans les pays occupés, des milliers d'Ottomans, gens inoffensifs, sont exposés à toutes les avanies, au meurtre et au déshonneur. Tous les crimes qui révoltent la conscience humaine sont permis et prouvent surabondamment ce dont le Bulgarisme est capable et quels peuvent être ses titres à la liberté politique.

Comme conséquence du nouvel état de choses que nous venons d'exposer, on doit s'attendre inmanquablement à ce que les conflits de race et les événements les plus déplorables viennent encore éprouver un peuple qui a été jusqu'ici un agent de civilisation et qui a toujours protégé tous les droits acquis et légitimes. L'État Bulgare finira forcément par être un État Russe, attendu que les écoles seront dirigées et surveillées par la Russie. Les lois Russes ne feront que perpétuer l'oppression, et cette situation alarmante, au lieu d'assurer le bien-être de nos semblables, sera la négation de tous les principes de l'humanité. Des milliers de propriétaires Musulmans seront ruinés, ce que la justice et l'équité du Gouvernement Impérial ne sauraient accepter.

Nous soussignés, habitants Ottomans qui avons l'honneur de présenter cette pétition déclarons ne pouvoir consentir ainsi à la ruine imminente de notre pays et à la violation de tous nos droits que nous réserve une administration Bulgare.

Confiants en la justice divine et en l'équité des Puissances Occidentales, nous protestons formellement contre les changements territoriaux qui menacent notre existence et nos droits les plus sacrés. Nous sommes sûrs que notre bien-aimé et auguste Souverain et les Grandes Puissances animées du bien de l'humanité, nous accorderont toute la protection et l'assistance possibles.

(Suivent plusieurs centaines de signatures des habitants  
et de cachets de maires.)

12 Mars, 1878.

---

*Pétition des Habitants du Sandjak d'Uskup.*

Les notables Musulmans, Grecs et Israélites, du Sandjak d'Uskup, ont adressé la pétition suivante:

Nous avons le regret d'apprendre qu'à la suite du Traité de San Stéfano, notre province devait être comprise dans les limites de la nouvelle Bulgarie. Or, plus de la moitié de la population de ce Sandjak est composée de Musulmans, et le reste en majeure partie, de Grecs et d'Israélites.

Grâce au régime paternel et équitable du Gouvernement Impérial, Chrétiens et Musulmans, nous vivions depuis des siècles dans une entente parfaite; nous nous considérons, par conséquent, comme atteints dans nos droits les plus sacrés et les plus légitimes si cette annexion forcée, contre laquelle nous protestons unanimement, venait à recevoir son exécution. Aussi, sommes-nous décidés à verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang plutôt que d'être réduits à cette extrémité; nous nous sacrifions plutôt que de nous soumettre à l'autorité barbare et cruelle de ces sauvages Bulgares. Nous rappelons ici que nous avons aussi porté à la haute connaissance de chacun de MM. les Ambassadeurs à Constantinople nos protestations contre cette annexion injustifiable.

(Suivent les signatures.)

14 Mars, 1878.

---

*Télégramme du Gouverneur de Choumla concernant une Violation de la Ligne de Démarcation fixée par l'Armistice.*

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de qui de droit qu'un bataillon d'infanterie Russe, passant le pont situé entre Cavak et Kadikeuï, s'est porté sur cette dernière localité et a placé des piquets de cavalerie à vingt pas en deçà et à droite du pont du côté de Kadikeuï.

J'ai avisé de ce fait le Commandant Russe de la région de Kadikeuï, lui rappelant que tant ledit pont qu'une bande de terrain de plus d'une demi-heure de large, partant du pont dans la direction de Kadikeuï, se trouvent aux termes de l'armistice faire partie de la zone neutre que je le priais de respecter.

Prière de vouloir bien informer le Commandant-en-chef des troupes Russes de ce fait afin qu'il y soit mis ordre.

11 Mars, 1878.

---

*Télégramme du Mutessarif de Gallipoli, même objet.*

Des plaintes nombreuses me sont adressées sur la conduite des troupes Russes qui ont pénétré au-delà de Gumurdjina, bien que cette localité soit en deçà de la ligne de démarcation fixée par l'armistice, et ont enlevé de vive force les bestiaux et les céréales d'Imetli et de quelques autres localités de la contrée.

En portant ces faits, &c.

19 Mars, 1878.

---

*Télégramme adressé à Son Altesse le Président du Congrès de Berlin, par les Délégués des Habitants d'Ardahan, en date du 7<sup>e</sup> Juin, 1878.*

Les habitants des quatre communes dont se compose notre district s'attendaient à ce qu'après la conclusion de la paix, les Russes évacueraient notre territoire. Toutefois, non-seulement nous n'avons vu jusqu'ici aucun indice d'une évacuation prochaine, mais nous avons appris encore que d'après le Traité de San Stéfano, notre pays est cédé à la Russie.

Emigrés déjà lors de l'annexion d'Akalzka aux possessions Russes du Caucase, nous ne voyons également aujourd'hui aucune sûreté pour notre existence, nos droits sacrés, notre honneur et tout ce qui nous est cher, qu'en restant sous l'égide du Gouvernement Impérial Ottoman. Nous prions par conséquent votre Altesse et le Congrès Européen de sauvegarder nos droits, ou bien si, par malheur et contre notre attente, cet espoir venait à être déçu, de nous mettre à même d'émigrer en d'autres parties de l'Empire Ottoman où nous puissions vivre en paix et en sécurité et maintenir nos droits inaliénables.

(Suivent les signatures des délégués.)

---

*Relation Succincte d'autres faits arrivés également depuis la Signature du Traité de San Stéfano.*

Le 2 Février dernier, les Bulgares des environs de Malgara se sont armés et ont envahi cette localité. Après avoir garotté les hommes, ils se sont livrés à toutes sortes d'excès sur les femmes ainsi qu'à des actes de pillage.

Les mêmes scènes se sont reproduites postérieurement dans les districts de Char-keuï, d'Enos, dans les villages d'Ipsali, de Kara-Sali, d'Ergulu, de Koroukli, de Danichmend, de Kalitch, et de Merdjan, dépendants de Kéchan.

---

Le 4 Février, une cinquantaine de soldats Russes, venus par Mer de Dédéagatch à Enos, ont pénétré dans la station télégraphique de cette dernière localité et ont complètement dévalisé l'employé du service international.

---

Le 18 Février, on signalait de Scutari, d'Albanie et de l'Herzégovine certains faits qui dénotaient des tendances peu en harmonie avec l'armistice : d'un côté, les troupes Monténégrines continuaient leur concentration autour de Podgoritza et, de l'autre, elles se livraient à de continuels actes d'agression dans les campagnes. Ainsi elles avaient attaqué un convoi de vivres entre Lubigné et Trébigné.

A Lulé-Bourgas, au sud de Kirk-Kilissé, les bagages d'Omer Sidki Effendi, Caïmacam de Yamboli, revenant à Constantinople, ont été pillés par les Cosaques et les Bulgares.

Le 12 Mars, les habitants Monténégrins de Piper ont fait irruption sur le territoire Ottoman avec leurs troupeaux, bien au-delà des fortins de Dervich et d'Ismail, dévastant tout, champs, vignes, etc., sur leur passage jusque près de Podgoritza. Les officiers envoyés en mission pour inviter les autorités Monténégrines à faire cesser un état de choses qui pouvait provoquer des rixes sanglantes, non-seulement n'ont obtenu aucun résultat, mais encore ils ont été exposés à des vexations.

Les Musulmans du district de Fakki, entre Bourgas et Kirk-Kilissé, étant rentrés dans leurs foyers, ont été de nouveau victimes de lâches attentats de la part des Bulgares.

Parmi les villages pillés et dévastés, on cite entr'autres ceux de Allah-Guna, de Kara-Kutuk, de Gumrukeuï, de Buyuk-Pounar, et de Dulguerli, où quarante-deux personnes ont été assassinées. En outre, un grand nombre de femmes et de jeunes filles ont été violées.

Ces faits confirmés par un rapport de Mr. Brophy, Vice-Consul de Sa Majesté Britannique à Bourgas.

Des avis de Démotica du 15 Mars représentaient sous les couleurs les plus sombres la situation faite aux villages Musulmans situés dans la grande plaine de Kizil-Véli et de ses environs.

Les Bulgares pénétraient dans ces localités, en chassaient les habitants, détruisant ou livrant aux flammes leurs maisons.

Les Bulgares, à la même époque, procédaient de la même manière vis-à-vis des populations Musulmanes de Rasgrad et des environs. Le pillage, le meurtre, le vol, et l'incendie étaient pratiqués par eux sur une vaste échelle. Aussi les habitants Musulmans s'enfuyaient-ils de toutes parts pleins de frayeur et d'épouvante.

Le 12 Avril, une bande de 400 Bulgares recrutés dans les villages de Taya-Kadine, Derkos, Deli-Younis, et Yénikeuï, éclairée par deux cavaliers Russes, s'est ruée sur le village de Carabournou et, après avoir pillé les biens des Musulmans, s'est livrée à des actes de cruauté inouïe sur plusieurs de ces malheureux. La population, terrifiée, a dû chercher son salut dans une prompte fuite.

Le 10 Avril, les troupes Russes ont franchi la zone neutre du côté de Nevrekop et ont fait des perquisitions d'armes chez les habitants de ce district. Elles ont adressé la même sommation aux villageois de Razlih, les invitant en outre à ne plus payer d'impôts aux autorités Ottomanes. Ces faits ayant jeté le trouble dans l'esprit de la population Musulmane, cette dernière se prépara alors à émigrer.

Le 13<sup>e</sup> Avril, les troupes Russes ont détruit à coups de canon neuf villages dépendant de Hass-keuï. Les populations de ces localités, affo'ées de terreur, s'adressèrent au Gouvernement Impérial pour demander aide et protection.

Le 1<sup>er</sup> Mai on signalait de Démotica de nouveaux actes de barbarie et de vandalisme commis par les Bulgares sur les populations Musulmanes inoffensives.

Le 7 Mai, des bandes de Russes et de Bulgares assaillaient les habitants Musulmans des villages d'Almajik, de Kéchirlik, de Cadi-keui et d'Erekler, et leur enlevaient leurs bestiaux, leurs céréales et leurs armes, les laissant dans le dénûment le plus complet, avec l'horrible perspective de périr faute de subsistances et de moyens de s'en procurer.

Vers la même époque, des bandes formées par les Comités Bulgares, interceptaient les communications entre Varna, Choumla et autres localités, volant, pillant les marchandises et les animaux qu'elles rencontraient et massacrant quiconque faisait mine de s'y opposer, voire même de se plaindre.

Les habitants de Belgradjik notamment, en présence de la terreur qui régnait aux environs et de l'attitude menaçante des Bulgares, n'osaient plus sortir de leurs maisons, vivant ainsi dans de perpétuelles alarmes.

D'après informations télégraphiques arrivées de Drama, en date du 26 Avril, les Bulgares des environs de Philippopoli, avec un certain nombre de Russes avaient envahi et réduit en cendres les villages de Tetchrich, Tchéresséré, Ospehara, Tcharbakowa et Mikhalakova. Ceux des habitants qui n'avaient pu prendre la fuite ont été faits prisonniers. Ces hordes de bandits s'avançaient dans la direction de Drama menaçant de se ruer sur Yénidjé-Karasou. Des milliers de malheureux fuyant leurs foyers en flammes, erraient dans la campagne fous de douleur et d'effroi et en butte à la misère la plus affreuse.

Le 3<sup>o</sup> Mai, dans la nuit, plus de 300 Monténégrins ont pénétré à Mouchik, sur la route de Podgoritza, à Spuz. Ils se sont livrés à toutes sortes d'avanies envers les populations Musulmanes qu'ils ont chassées de leurs maisons en leur enlevant leurs bestiaux et leurs biens.

D'Après des renseignements puisés aux sources les plus authentiques, vers les premiers jours de Juin, quelques milliers de fantassins et de cavaliers Russes ont fait irruption du côté de Hass-keui et incendié, par le feu de quatre pièces d'artillerie, les villages de Kezakler, de Marisler, Karmanler, Kandijik, Chermanler, Douren, Koumroular, Milanoslar, Gabro, Kara-Tarla, Yéni-Mahallé et Kouch-Aliler. Ils ont en outre tué quatorze Musulmans, fait deux fois autant de blessés et plus de cinquante prisonniers.

D'autre part et presque simultanément, des Bulgares au nombre de plus de 5,000 individus réunis à Orta, se sont rués sur les villages Musulmans de Timourler, de Moussalah, de Démoudjila, de Kitchekler, de Déré et d'Issa, qu'ils ont livrés aux flammes, pillant et massacrant tout sur leur passage. Ces bandes de forcenés s'avançaient vers Gumurdjina pour faire soulever avec eux les Bulgares de Schdjanlik et de Monastir-Derbend.

Une panique épouvantable régnait parmi les populations Musulmanes, qui s'enfuyaient éperdues devant ces colonnes dévastatrices.

Des avis dignes de confiance venus d'Antivari et de Dulcigno signalaient, le 4 Juin, de nouveaux actes de violence commis par les Monténégrins dans ces deux villes. Les tortures et les privations qu'ils faisaient subir aux soldats Turcs dépassaient tout commentaire. Les officiers prisonniers, comme de simples manœuvres, étaient employés aux travaux les plus grossiers et les plus abjects, tels que transports de canons, de munitions et autres. Les mêmes procédés vexatoires étaient exercés envers les habitants Musulmans.

Malgré la conclusion de la paix, les Musulmans de Philippopoli qui n'avaient pu quitter la ville souffraient horriblement, d'après des informations de toute autorité, de l'arrivée soudaine des Russes. Ces infortunés, entassés dans un quartier séparé, étaient traités en parias par les Russes et les Bulgares. On les obligeait à démolir eux-mêmes leurs mosquées, à détruire leurs cimetières sous prétexte d'élargir les rues. Il leur était défendu d'aller soigner leurs malades et même de porter le fez rouge. On les tuait par dizaines et les autorités Russes se souciaient fort peu de rechercher les coupables et de les punir; elles permettent aux Bulgares de commettre toutes sortes de cruautés et d'atrocités. Deux cents femmes qui avaient subi les derniers outrages de la part des Bulgares et qui se trouvaient en état de grossesse s'étant présentées au Commandant Russe pour se plaindre de leur sort, furent ignominieusement chassées de sa présence.

Depuis l'occupation de leur pays par les troupes Russes, les habitants des villages de Payboular et de Malkoudjlar, du district de Tchouké, dépendance d'Andrinople, étaient journellement en butte aux vexations de toutes sortes de la part des Bulgares et des Cosaques.

Dernièrement encore, ainsi qu'il résulte d'une requête adressée par ces malheureux au commencement de Juin, leurs oppresseurs ont couronné leur œuvre en les dépouillant de tous leurs biens, de leurs bestiaux et de leurs céréales. Réduits à la dernière misère, ils ont eu recours, mais en vain, aux nouvelles autorités locales, d'ailleurs spectatrices impassibles de ces spoliations inqualifiables.

Malgré les efforts réels déployés à cet effet par les autorités Russes, l'ordre et la sécurité n'ont pu être rétablis dans le district de Malgara. La continuation de cet état de choses doit être attribuée au manque d'un nombre suffisant de troupes Russes, capable de protéger efficacement la vie et les biens des habitants contre les violences et les vexations des malfaiteurs de tout genre qui les entourent.

Le 1<sup>er</sup> Mai, le fait suivant s'est passé à Uredjek; un millier d'hommes armés se sont jetés sur la petite colonie de Tartares Nughaïs établie dans cette localité, distante d'une demi-heure d'Aireboli.

Le plus grand nombre de ces infortunés ont été passés au fil de l'épée; leurs biens ont été livrés au pillage et leurs habitations détruites par le feu.

Par suite de la faiblesse numérique des forces Russes, et de l'absence de toute autorité régulière et forte, cet odieux attentat est non-seulement resté impuni jusqu'à ce jour; mais d'après les rumeurs alarmantes qui circulaient dans le pays, on devait s'attendre à la perpétration de nouveaux crimes. Les habitants Musulmans, sans défense et sans protection, n'avaient plus d'espoir que dans un secours divin.

Les Monténégrins qui, avant l'armistice, n'avaient pu faire aucun progrès du côté de Podgoritza et de Spuz, se sont depuis avancés subrepticement sur la rive gauche de la Rivière Sitinitza, qu'ils ont occupée, et se trouvaient établis au village de Moumchik près de Vézir-Keupru. De là, rayonnant dans les environs, ils enlevaient tous les biens des populations, tant Chrétiennes que Musulmanes, aux dépens desquelles d'ailleurs ils vivaient.

Le 30 Mai (v. s.), les Russes, en violation de la Convention d'armistice, se trouvaient massés en forces considérables sur la zone neutre du côté de Choumla. Ce fait avait en outre jeté l'effroi dans l'esprit des populations des localités environnantes qui, redoutant une invasion, cherchaient leur salut dans la fuite.

Les Russes fauchaient, avant la saison, les moissons des champs appartenant aux Musulmans pour nourrir leurs chevaux.

A Belgradjik, d'après des rapports datés du 13 Juin, les Bulgares n'avaient pas interrompu la série des dépredations et des méfaits de toutes sortes qu'ils commettaient



depuis l'occupation, au préjudice des Musulmans. Ceux-ci n'avaient plus la libre disposition de leurs fermes et de leurs moulins. On leur confisquait leurs terres; des coupes de bois répétées détruisaient les forêts dont ils étaient propriétaires. Leur condition était pire que celle des ilotes.

Le 16 Mai, le Conseil Administratif d'Andrinople ordonnait que tout propriétaire qui, dans un délai de onze jours, ne se présenterait pas en personne ou par fondé de pouvoirs devant ledit Conseil, pour déclarer qu'il récolterait ses champs, serait déchu de ses droits, et que les autorités Russes en disposeraient à leur gré.

Or, les dites autorités savent qu'il est matériellement impossible aux intéressés de répondre à cet appel dans un si court délai, et ce d'autant plus que le délégué Russe chargé de délivrer des passeports aux émigrés n'était pas encore désigné à cette date et que ces derniers ne sont pas autorisés à retourner dans leur pays sans avoir rempli cette formalité.

Dans les premiers jours du mois de Juin, vingt-et-un familles émigrées du village d'Ouzoundji Alan-Tchikikdjilar, ont été victimes, à leur retour dans leurs foyers, des avanies et des vexations des Bulgares. En dehors de ces mauvais traitements, six d'entre ces émigrés ont été tués à coups de fusil et plusieurs autres poignardés, leurs biens confisqués.

Moustafa Aga, Chef de la Gendarmerie du canton de Kirlova (Choumla) a été obligé de s'enfuir sous le coup de menaces des Bulgares. Le susdit village ainsi que celui de Mourad-Véren ont été livrés au pillage après le désarmement par la force de la population Musulmane.

Le 13 Juin, on recevait la triste nouvelle que les Bulgares avaient incendié les villages de Hakechta et Dranovo (district de Drama); tué douze Musulmans et blessé cinq autres. Le village de Bogott a subi le même sort. La population Musulmane, ayant tout à craindre des Bulgares qui ne respectent ni la vie, ni les biens, ni l'honneur, a dû émigrer en masse. Plus de 6,000 de ces malheureux se trouvent encore aujourd'hui errants sans feu ni lieu dans les plaines de ces districts.

Le 13 Juin, on informait d'Erzérroum que depuis l'occupation de cette ville par les Russes, ces derniers molestent les habitants sans pitié. Ils s'établissent de force dans les maisons habitées et y commettent toute espèce de dégâts. Si les habitants se plaignent aux autorités, ils sont impitoyablement renvoyés sans être entendus et même souvent insultés.

A la date ci-dessus, on constatait que les troupes Russes cantonnées à Arta-Keui, district de Démotica, accompagnées de bandes de Bulgares, se livraient à des excès et à des violences les plus graves à l'endroit de la population Musulmane des environs. Des villages entiers étaient détruits à coups de canons après avoir été livrés au pillage. Les habitants n'ont pu échapper à la mort et aux derniers outrages que par une fuite précipitée, et depuis ce temps-là ils restent sans asile et exposés aux tourments de la faim.

Les populations Musulmanes et Grecques des localités au nord et à l'ouest de Varna étaient encore, vers la fin du mois d'avril, en proie aux actes de violence, de pillage commis par des bandes de Bulgares et quelques soldats Russes, à l'instigation d'un nommé Pétraki, membre du Conseil Municipal d'Akhiolou. A la suite d'un différend que cet individu avait eu avec des Musulmans deux années auparavant, il nourrissait à l'endroit de ces derniers une haine féroce, qu'il traduit en ce moment, à l'aide de ses acolytes, en meurtres, rapines, viols et autres excès du même genre. Entre autres faits, il convient de citer celui-ci: sous le prétexte de punir des Musulmans qu'il accusait sans preuves d'avoir assassiné neuf Bulgares, Pétraki et le Gouverneur d'Akhiolou, nommé par les Russes, se mirent à la tête de 150 soldats Russes et d'un grand nombre de Bulgares et se portèrent la nuit vers le village de

Kara-Agatch qu'ils assiégèrent. Dès la pointe du jour, le village fut envahi, tous les habitants mâles, depuis l'âge de 25 ans jusqu'à 60, furent garottés; les femmes subirent les derniers outrages; les maisons furent pillées, les bestiaux enlevés, et les habitants, enfin, conduits à Akhiolou. A la suite de cette expédition, toutes les maisons Musulmanes, les mosquées et les écoles de Missouri furent détruites. Les villages de Baldji et d'Osman subirent le même sort par le feu. Les malheureuses populations durent chercher leur salut dans une fuite précipitée.

Dans le courant du mois de Mai dernier, les populations Musulmanes de Kustendil durent émigrer à Palanka. Dans les localités se trouvant sur leur passage et occupées par les troupes Russes, elles eurent à subir des vexations de toutes sortes ainsi que par les bandes de Bulgares qui sillonnaient le pays. Ces dernières leur enlevèrent tous leurs effets et jusqu'à leurs vêtements.

L'Administration des Phares s'est plaint des procédés des autorités Russes à l'égard de son agent à Baltchik, sur le Mer Noire. Cet agent, qui occupait son poste depuis de longues années, rencontra dès le commencement un mauvais vouloir systématique chez les autorités nouvelles. Cette attitude ne tarda pas à se changer en vexations et en menaces. Enfin, vers le milieu du mois de Mai, il fut expulsé du pays par ordre supérieur, après s'être vu défendre, sous les peines les plus sévères, de délivrer des teskérés aux navires et de toucher les droits y afférents.

En raison de ces faits, l'éclairage des côtes dans cette circonscription est nécessairement négligé. L'Administration des Phares a protesté contre qui de droit, tant en raison des faits inqualifiables cités plus haut que contre l'interdiction qui lui est faite de percevoir les droits qui lui reviennent légitimement.

No. 3.

*Sir A. H. Layard to the Marquis of Salisbury.—(Received July 21.)*

My Lord,

*Therapia, July 13, 1878.*

AS soon as I received your Lordship's telegram of the 2nd instant, telling me that Count Schouvaloff had informed your Lordship that he had the Emperor's authority to state that if the insurgents in Mount Rhodope ceased hostilities the Russian troops would not prevent them from returning to their villages, and would abstain from any act of repression, and that orders would be given in this sense to the military authorities, I communicated its substance to the Grand Vizier.

His Highness expressed his gratitude to your Lordship for taking an interest in the unfortunate Mussulmans of European Turkey, who were the victims of unparalleled cruelties on the part of the Russians and Bulgarians, and said that he would take measures at once to communicate your Lordship's telegram to the Chiefs in Mount Rhodope. His Highness added that he would appoint a person of rank as a Commissioner to proceed to the districts in question, to endeavour to put an end to hostilities; but those who were in arms could not be called insurgents, as they were only defending their lives and property and the honour of their women against a foreign invader and the Bulgarians. They neither desired to attack the Russians, nor did they admit that they were in rebellion against any legitimate authority.

I have, &c.

(Signed) A. H. LAYARD.

No. 4.

*Sir A. H. Layard to the Marquis of Salisbury.—(Received July 21.)*

My Lord,

*Therapia, July 15, 1878.*

WITH reference to my despatch of the 10th instant\* I have the honour to inclose further despatches from Mr. Vice-Consul Brophy, reporting upon the ill-treatment of Mussulmans and Jews in the neighbourhood of Bourgas.

I have, &c.

(Signed) A. H. LAYARD.

\* See No. 73, "Turkey No. 42, 1878."

Inclosure 1 in No. 4.

Vice-Consul Brophy to Sir A. H. Layard.

Sir,

Bourgas, July 10, 1878.

IN my despatch of the 4th instant I mentioned the fact of the Mussulman villagers of Kara Abbaliler having been plundered, tortured, &c., by Bulgarians.

I have now the honour to report to your Excellency that the village in question is one of three, which alone of all the Turkish villages refused to leave their homes when steamers were sent here by the Ottoman Government to carry away the Mussulman emigrants from the Hasseki district.

The two others, Belevren and Ahlatli Kebir, have, I regret to say, been also sacked at various times by their Bulgarian neighbours, and so effectually, that at the present moment there are not ten pairs of working beasts in the two villages, which collectively number about 120 families. From Belevren alone 300 head of oxen, buffaloes, and horses were carried off at once some weeks since; and it is literally impossible for a Turk to stir outside his village without running the risk of being fired at; so that these peasants have but little hope of being able to reap their crops.

They have complained to the Local Council here, but without effect.

In a recent conversation with a Bulgarian peasant (whom I have known for many years) from the environs of Karnabad, he told me that cattle lifting was now more frequent than it had ever been previously. On asking whether the Turks of the mountains (in the neutral zone) ever came to rob, I was told: "No; but our Bulgarians go into the hills and steal Turkish cattle." To a question I put as to the Provisional Government of Karnabad, I received the answer that the action of the authorities there might be characterized by the phrase "undisguised robbery" ("atchik soighoundjou-louk").

Not only are the Bulgarian peasants and Bulgarian members of the local Administrations thus permitted with impunity to plunder and do worse, but the Provisional Government itself appears bent upon the ruin of the Mussulman element throughout the country; all the Turks who have returned here for the purpose of claiming their sown crops are prohibited from getting them reaped, and their fields have either been confiscated by the authorities or sold to Bulgarians at a tithe of their market value, whilst some of them have been told plainly that Mussulmans have no longer the right to possess property in this country.

From a member of the Local Council of Bourgas I learn that on the 8th instant an order was received here, according to which "no assistance was to be given to any Mussulman, no matter what his previous character or reputation, who, having once quitted the country, may return to claim houses, lands, or any other property, moveable or immoveable."

Whether the information thus given me be, or not, literally correct, I have no hesitation in affirming that the Bulgarian local authorities have acted, are still acting, and apparently intend to continue to act, in the spirit of the alleged order.

I have, &c.

(Signed) CHARLES A. BROPHY.

Inclosure 2 in No. 4.

Vice-Consul Brophy to Sir A. H. Layard.

Sir,

Bourgas, July 11, 1878.

I HAVE the honour to report to your Excellency the following information, which I have to-day received from Karnabad:—About the middle of last month ten Jews belonging to the town of Karnabad, and who had emigrated during the month of January, were sent back to their homes at the expense of the Jewish Alliance at Constantinople. On their return they were so ill-treated that eight of them (amongst whom were several who had been beaten with sticks) found it impossible to remain; two of their number, however, were informed by the Bulgarians that as they were tinsmiths (a trade exercised in these parts by Jews only) they might stop in the town, and a dwelling-house was assigned them.

On or about the 8th July these two Jews, who are named respectively Mosé, son of Mordecai, and Ghidalghia, son of Aaron, were attacked in their house by Bulgarians, who took from them all their earnings (about 7l.), and beat Ghidalghia most cruelly;

Mosé escaped by promising to go to another house and bring some more money; but it is scarcely necessary to say that he did not return amongst the robbers.

Of the seventy houses which formed the Jewish quarter in Karnabad only one, belonging to M. Presenti, an Austrian subject, now remains; the rest were sold, by order of the authorities, to the Bulgarians of the town, for, literally, a few shillings, and were by them pulled down, in order to use the planks and timber to rebuild the shops burnt at the time of the evacuation of Karnabad, in January last; a wooden granary, belonging to M. Presenti, capable of containing 500 imperial quarters of wheat, and of which the planks, &c., were worth 80*l.*, was thus sold for less than 1*l.* 15*s.* M. Presenti's son has also been refused permission to cut the standing crops belonging to his father.

I venture to submit to your Excellency that as long as Russo-Bulgarian rule prevails in these districts, it is absolutely necessary that some sort of neutral protectorate should be established, to which all non-Bulgarians should be able to appeal, in the interests of their lives, honour, and property.

I have, &c.  
(Signed) CHARLES A. BROPHY.

No. 5.

*Sir A. H. Layard to the Marquis of Salisbury.—(Received July 21.)*

(Extract.)

*Therapia, July 16, 1878.*

I HAVE the honour to transmit to your Lordship translation of two petitions addressed to General Fazli Pasha, one on the subject of the cruel treatment experienced by the Mussulman inhabitants in the neighbourhood of Shumla and Osman Bazaar at the hands of the Russo-Bulgarians, especially as regards the cutting of the harvest; the other reporting the murder of three Mussulman refugees by Christians.

Mr. Consul Reade has also sent me a petition in Turkish from the refugees addressed to your Lordship, which I have not yet been able to have translated.

Inclosure 1 in No. 5.

*Report by Husscin Sabri.*

(Traduction.)

J'AI l'honneur de porter à la connaissance de votre Excellence que dans la ville d'Osman Bazar existait 650 maisons Musulmanes; les trois-quarts de ces habitations ont été détruites par les Bulgares et les bois de bâtisse transportés et brûlés dans leurs maisons; et le reste de ces habitations furent encore détruites dernièrement par les employés de la police et les Bulgares, et les bois furent vendus à ceux qui bâtirent des magasins. Les habitants de cette ville, dont la moitié résident à Choumla, et l'autre moitié dans le district de Gherlova, demandèrent la permission aux employés désignés par les Russes, pour aller moissonner leur récolte; ceux-ci répondirent qu'ils n'obtiendront la permission exigée que dans le cas qu'ils viendront en famille habiter leurs foyers. Cette mesure est prise par les employés Russes et Bulgares dans le seul but de prendre possession des récoltes appartenant aux Musulmans, vu que ces derniers ne possèdent pas même une cabane pour pouvoir habiter.

Les Chrétiens du village de Tchatak font aussi mille sortes de difficultés à l'entrée des réfugiés appartenant au dit village. Avant une semaine le nommé Hassan, fils de Retvan Agha, du village de Tchatak, qui habitait le village de Veysserler, une demi-heure de distance du premier village, pendant qu'il allait dans ce village pour faire ferrer des bœufs, fut arrêté, et deux jours après on le trouva pendu aux environs du village de Tchatak. Les Bulgares qui se trouvent dans le village de Hassan Fakyé, et qui ne sont en nombre que quinze familles seulement, font aussi des difficultés à l'entrée de soixante-cinq familles réfugiées Musulmanes, et que par suite de cette mesure celles-ci se voient obligées d'habiter les villages d'environ. Et encore avant un mois d'ici, les quinze mercénaires des villages de Tchanaktchelar et Yemichenlea qui transportèrent des marchandises à Kazan, à leur retour, furent arrêtés par les Chrétiens, entre la ville de Kazan et Tchanaktchelar; on leur lièrent les mains et prirent possession de leur dix-huit paires de bœufs.

Le Membre de l'Administration Civile d'Osman Bazar,  
(Signé) HUSSEIN SABRI.

*Le 28 Juin, 1878.*

Inclosure 2 in No. 5.

*Report by Ismail Aly.*

(Traduction.)

JE demeurais avec d'autres réfugiés dans le village de Mourad, dépendant de Djoumaa. Avant dix-huit jours d'ici, obtenant une passe d'Iman et de Mouktar du dit village, je me mettais en route avec un de nos villageois, nommé Métaogloa Ohmed, pour aller à notre village. Arrivés devant le village Rouran, nous fîmes viser notre passeport par l'officier Russe et continuâmes notre route vers Tirnova. Avant d'arriver dans cette ville, avons passé une nuit dans notre village, et le lendemain reprîmes notre route. Chemin faisant, avons rencontré l'un des Chrétiens de notre village, qui nous annonça que le nommé Husmenoglou Salih, qui était venu tout dernièrement habiter son village, a été tué avec ses deux autres compagnons, entre notre village et Sitevitch, devant le terrain appartenant à Hodjé Aly, et qu'on venait d'enterrer tous les trois. Avons demandé immédiatement des renseignements concernant ces meurtres; le Chrétien nous a répondu qu'il avait entendu en parler le gendarme nommé Tovak Petko, du village Karanitché; que celui-ci en allant au village de Traniche, aurait vu gisant sur le chemin ces trois cadavres, et aussitôt en aurait informé le capitaine qui se trouvait au village de Traniche. Il avait résulté d'après l'enquête ouverte que ces trois infortunés, après avoir fait viser leur passeport à Djoumaa, passèrent des villages de Pavlekyan et Ressené Bedirli, arrivèrent au village de Sinévintzé, descendirent et prirent leur repas chez Getchoglou Ghetcho, et après, continuant leur route vers le village Radan, furent poursuivis par quelques-uns des Chrétiens du village Sinevintzé, et dès qu'ils furent attrappés on les blessa mortellement avec des coutelas.

L'autorité aurait arrêté trois personnes soupçonnées, mais l'enquête n'étant pas poursuivie rigoureusement, le Chrétien a ajouté que tous les réfugiés Musulmans subiraient le même sort que ces trois malheureux s'ils venaient dans ces parages. Aussitôt arrivés à Tirnova, avec quelques tchorbajis Bulgares, les Chrétiens de cette ville nous entourèrent devant la boutique de Stantcho, en fixant sur nous des yeux effarouchés, et commencèrent nous de questionner en blasphémant, et entre autres nous demandèrent si nous avions pris part au pillage d'Elema; leur colère s'excita tellement qu'ils avancèrent sur nous avec l'intention évidente de nous ôter la vie, mais heureusement nos compagnons de voyage nous délivrèrent non sans peine.

Enfin, étant convaincu qu'il serait impossible aux Musulmans de vivre en bonne intelligence avec les Chrétiens de ces parages-là, nous nous sommes empressés de retourner sur nos pas.

Le Membre du Conseil de Juge,  
(Signé) DADJI VASSILOGLU DJAKO.  
Le Secrétaire du Conseil de Juge,  
VASSFI ISMAIL.

Le 28 Juin, 1878.

No. 6.

*Consul R. Reade to the Marquis of Salisbury.—(Received July 21.)*

My Lord,

Varna, July 8, 1878.

YOUR Lordship is aware of the extraordinary numbers of Mussulmans, men, women, and children, who, during the late war, were driven from their homes in the districts invaded by the Russians, in consequence of the brutal treatment they received from Bulgars and Cossacks.

Many died from the intense and cruel suffering to which they were exposed, and the greater part of the survivors, about 300,000, managed to reach Shumla, where they were relieved by the authorities and the Turkish Compassionate Fund.

A number of these refugees went to Constantinople, and on the conclusion of the armistice many returned to their houses within the Turkish line of demarcation, leaving about 200,000 from district within the Russian line.

Of these a moderate number in despair ventured to return, and it was hoped that by degrees most of them would soon be at their homes; but on the return to Rustchuk from St. Petersburg of Prince Dondoukoff Korsakoff (in the beginning of June) this official notified to General Fazli Pasha, of Shumla, that, "as the Porte had not carried out the provisions of the Treaty of San Stefano as regards the evacuation of the fortresses Shumla

and Varna, he could not allow the Mussulman refugees to return to their houses within the Russian line of demarcation."

Against this apparently cruel act Fazli Pasha could only protest, and as the refugees were suffering intensely, many dying, from the inability of the authorities to afford them sufficient relief, their resources being nearly exhausted, I brought the matter quickly to the knowledge of Her Majesty's Ambassador at the Porte, who reported it to your Lordship.

Some fifteen days afterwards the Russian authorities at Rasgrad, Eski-Djuma, and Osman-Bazar pressingly urged Fazli Pasha to send all the refugees to their homes, promising to protect them *en route* and at their destinations.

Hearing of this I went to Shumla, and having a balance at my disposal from the Turkish Compassionate Fund, I arranged with the General and the other authorities to grant to each destitute family a sum sufficient to take them home where their crops were ready for reaping.

The repatriation of these unfortunate people consequently commenced, and I was under the impression that all was going on well, when, to my surprise, yesterday morning I received a telegram from General Fazli Pasha, copy of which I have the honour to inclose, and by which your Lordship will see the value of the assurances of protection so lavishly sent to the General.

What the fate of these people will be if they remain at Shumla in such numbers (nearly 200,000), and many without means of existence, I am afraid to say.

Having received other information from Shumla on the subject confirming the General's telegrams, and as I shall only be able to communicate with Constantinople on Wednesday next, I yesterday transmitted a telegram to Consul-General White, of Bucharest, to be forwarded on to your Lordship, and copy of which I have further the honour to inclose, in hopes your Lordship would get such orders sent quickly to the Russian authorities in this province as would enable these unfortunate refugees to escape being kept at Shumla without the means of existence, and to return to their homes before their crops, not already seized by the Bulgars, are spoilt for want of reaping.

I have, &c.  
(Signed) R. READE.

Inclosure 1 in No. 6.

*General Fazli Pasha to Consul R. Reade.*

(Télégraphique.)

*Shumla, le 6 Juillet, 1878.*

SUR la Proclamation donnée de la part des Russes, et après votre avis que nous sommes tombés d'accord, nous faisons partir, groupe en groupe, les réfugiés résidant à Shumla, pour Rasgrad, Djuma, et autres destinations; mais les Russes et Bulgares maltraitant les réfugiés, la plupart de ceux-ci retournent ici, et ceux qui ne sont pas encore partis, voyant cet état de choses, sont obligés de renoncer à leur départ. La cause principale de l'abus commis de la part de Russes et Bulgares est d'effrayer les réfugiés et prendre possession de leurs récoltes. Il résulte d'après les rapports que je reçois chaque jour qu'on commet les mêmes abus à ceux qui son rapatriés déjà depuis longtemps, pour les obliger à abandonner leurs foyers pour profiter de leurs récoltes.

Veuillez, &c.  
Le Commandant-en-chef,  
(Signé) FAZLI.

Inclosure 2 in No. 6.

*Consul R. Reade to the Marquis of Salisbury.*

(Telegraphic.)

*Varna, July 7, 1878.*

ABOUT 200,000 Mussulman refugees from districts in Russian occupation are still in the caza of Shumla: 10,000 to 15,000 of these are utterly destitute. Sight very heartrending. Government resources nearly exhausted. Turkish Compassionate Fund also. Russians recently invited their return home, promising protection. Many left, but were forced to retrace their steps on account of cruel treatment by Bulgars, no notice of which was taken by the Russians. Many have already succumbed, and, as their standing

crops not already seized by Bulgars require immediate reaping, if they are not quickly enabled to return to their homes in safety, and Bulgar maltreatment is not arrested, very many more must perish, and loss of crops must entail eventual famine. Case very urgent. I am reliably informed that Bulgars are daily and cruelly maltreating Mussulmans in every direction, and Russians do not interfere. If temporary occupation of new province is to be carried out by Russian troops only, it is generally affirmed and believed that none but Bulgars can remain, and many thousands must inevitably be ruined.

## No. 7.

*Sir A. H. Layard to the Marquis of Salisbury.—(Received July 27.)*

My Lord,

*Therapia, July 18, 1878.*

THE Representatives of the Great Powers met on Monday last and yesterday at Her Majesty's Embassy to consider the steps to be taken to carry out the instructions given to them by the Plenipotentiaries at the Congress to appoint a Commission to inquire into the condition of the Mussulmans in Mount Rhodope and the neighbouring districts.

At our first meeting Prince Labanoff objected to the inquiries of the Commission being extended to territory occupied by the Russian troops, and proposed that, if they commenced in Mount Rhodope, they should end at the Russian lines. But Consul-General Fawcett, Colonel Raab (the Austrian Military Attaché), and two other gentlemen who had been named as members of the Commission, pointed out that if the Russian Ambassador's proposal were accepted, the inquiry could lead to no practical results, as the greater number of the villages that have been destroyed, and whose inhabitants have been massacred or expelled, are within the Russian lines. This was stated yesterday to Prince Labanoff, and as my Austrian and French colleagues joined with me in insisting that the Commissioners should have full powers to proceed to any district they might think fit to visit, in order to carry out the object of their mission, it was finally agreed that, instead of starting from the coast of the Ægean Sea, as had been proposed, they should go first to Philippopolis and commence their inquiries from that town, passing afterwards through the country between it and Mount Rhodope, from whence the Mahomedan population had been driven; and where they appear to have suffered most. Prince Labanoff, at our request, promised to obtain from the Russian head-quarters at that place the necessary protection and escort for the Commission.

His Excellency, however, informed us that he had to state, on the authority of Prince Dondoukoff Korsakoff, the Imperial Commissioner, that the Mussulman refugees could not be allowed to return in any numbers to the districts in the occupation of the Russians, who had no means of protecting them against the Bulgarians. I ventured to remark that if such were the case these unfortunate people, who ought to be protected by those who had taken possession of their country, would be left to starve, as, if they were not to be permitted to go back to their villages, I did not see how they were to live. One of the duties of the Commission, it appeared to me, was to find the means of restoring them to their homes. We ended by adopting a joint instruction to the Commissioners, a copy of which I have the honour to inclose, and they will leave on Saturday morning next, one or two of them being unable to make their preparations for an earlier day.

The selection of the Commissioners appears to me, on the whole, a good one, and I have every hope that they will execute with firmness and impartiality the mission confided to them.

Consul-General Fawcett was the only person here whom I could select as the British Member of the Commission, the staff of the Embassy being too much reduced in numbers to enable me to send one of its members, and I trust that your Lordship will approve my selection. Mr. Fawcett is especially qualified for the task, having himself previously visited a part of the country to which the inquiries of the Commission will be directed, and having a personal knowledge of the condition and wants of the refugees. I beg to inclose copy of the special instructions that I have given to him.

I have, &c.

(Signed) A. H. LAYARD.



## Inclosure 1 in No. 7.

*Memorandum of Ambassadors for appointment of Commission of Inquiry into State of the Rhodope District.*

POUR se conformer aux instructions qu'ils ont reçues de leurs Gouvernements à la suite d'une décision du Congrès de Berlin à la date du 11 Juillet courant, leurs Excellences les Ambassadeurs d'Autriche, d'Angleterre, de France, et de Russie, et MM. les Chargés d'Affaires d'Italie et d'Allemagne, ont désigné comme Commissaires Spéciaux à cet effet :—

M. le Colonel Raab, Attaché Militaire de l'Ambassade Impériale Royale Apostolique d'Autriche-Hongrie ;

Mr. Fawcett, Consul-Général de Angleterre, et Juge de la Cour Consulaire de Sa Majesté Britannique ;

M. Chalet, Consul de France ;

M. Basily, Second Secrétaire de l'Ambassade de Russie ;

M. Graziani, Second Drogman de la Légation Royale d'Italie ; et

M. Müller, Vice-Consul de Sa Majesté Impériale et Royale l'Empereur d'Allemagne.

Ces messieurs ont pour mission d'aller au Rhodope et dans les contrées voisines pour s'enquérir de l'état des populations émigrées dans ce pays et de leurs souffrances. Ils évalueront autant que possible le nombre des réfugiés, chercheront à savoir les endroits d'où ils viennent, à connaître leur race, leur religion, les motifs qui les ont obligés de quitter leur pays, et qui les empêchent encore d'y retourner.

Ils s'informeront des moyens immédiats de porter le remède à leurs misères et de le prolonger jusqu'à ce que ces réfugiés puissent être repatriés et réintégrés dans leurs foyers avec toute sécurité pour leur existence.

Ils s'entendront avec les autorités Russes, si besoin est, afin de se concerter sur les mesures à prendre pour arriver au repatriement et pour se procurer des secours immédiats si cela est possible.

Au cas où les Commissaires jugeraient applicables immédiatement des mesures que leur suggéreraient leurs informations prises sur les lieux, ils en référeront à leurs Ambassades respectives.

Les autorités militaires Russes et Turques devront faciliter à MM. les Commissaires l'accomplissement de la mission qui leur est confiée. MM. les Commissaires se rendront d'abord à Philippopoli, s'y mettront en rapport avec les autorités Russes, et de là régleront leur exploration selon leurs convenances.

*Therapia, le 17 Juillet, 1878.*

## Inclosure 2 in No. 7.

*Sir A. H. Layard to Mr. Fawcett.*

Sir,

*Therapia, July 17, 1878.*

THE Congress of Berlin recently resolved that the Ambassadors of the Great Powers at Constantinople should arrange with the Porte for the immediate dispatch of a European Commission to Mount Rhodope and the neighbouring districts, charged to verify on the spot the gravity of the facts alleged with regard to the sufferings of the Mussulman population, and to endeavour to remedy them as far as possible.

I have been in communication with my colleagues on this subject, and we have decided to appoint a Commission at once for the purpose of carrying out the resolution of the Congress. The knowledge and experience you have acquired of the condition of the population of the districts to the south of the Balkans, from personally visiting them, render you especially fit to take part in it. I therefore trust that it will be convenient to you and consistent with your official duties to represent Her Majesty's Embassy upon it.

I inclose a joint instruction, which was drawn up at a meeting of the Representatives of the Great Powers for the guidance of the Commission. You will learn from it the principal objects of your mission, and the names of the gentlemen who will accompany you as your colleagues. I have only to add that I shall be glad to receive from you for communication to Her Majesty's Secretary of State any special report that you may be able to address to me upon the condition of the country that you may visit, and upon the events which have led to the sufferings of the Mussulman population, and to the rising in Mount Rhodope.

A Representative of the Porte will accompany the Commission, which will proceed in the first place to Philippopolis, and it is hoped that your colleagues and yourself will be able to leave together on Saturday morning.

I am, &c.  
(Signed) A. H. LAYARD.

## No. 8.

*Sir A. H. Layard to the Marquis of Salisbury.—(Received July 27.)*

My Lord,

*Therapia, July 19, 1878.*

I HAVE the honour to transmit to your Lordship copy of a despatch which I have received from Mr. Consul R. Reade relative to the appointment of a Turco-Russian Commission, for the purpose of making arrangements for the evacuation of Varna and Shumla, and to the return to their homes of the Mussulman refugees.

I have, &c.  
(Signed) A. H. LAYARD.

## Inclosure in No. 8.

*Consul R. Reade to Sir A. H. Layard.*

(Extract.)

*Varna, July 17, 1878.*

I HAVE the honour to report to your Excellency the arrival here in the Russian war-steamer "Grand Duke Constantine" of a Turco-Russian Commission for the evacuation of Shumla and Varna.

The Commissioners are—on the part of Turkey, Sirri Pasha, ex-Governor of Widdin, and General Rechid Pasha, Military Commandant of Varna; and on the part of Russia, General Stobleben and Colonel Gobensky.

The Commissioners remained here till Monday, when they left for Shumla.

Their orders are to proceed at once to Shumla, where one or two of the outer forts are to be occupied by Russian troops.

Then the whole of the refugees are to be sent back safely to their homes and with their arms; and when this is accomplished, the evacuation of Shumla is to commence; all the troops and civil authorities to be brought to Varna; and then the same process is to be carried out here.

The Russian Commissioners requested the Turks to name a period for these operations. The latter replied that as there are nearly 200,000 refugees in the whole Caza of Shumla; as the carts that have recently been hired to go within the Russian line of demarcation have not been allowed to return; and as many of the refugees require assistance from the authorities, whose resources, from the Russians having obliged them to remain here, are nearly exhausted; it was clearly impossible to name any definite period.

The Turks consider, and no doubt very justly and naturally, that after the treatment the unfortunate refugees have received from the Bulgars and the Russians, their repatriation cannot be intrusted to any one beyond the Commission, and which is according to their orders, and that it must be carried out under the surveillance of the whole Commission. Indeed, from what I hear from Shumla, and in consequence of the state of terror into which they have been thrown by the recent events, which I reported to your Excellency in my despatch of the 8th instant, I doubt if they could be persuaded to move by any but the Commissioners, and I rather think that they will not find theirs an easy task.

Most of the refugees, I repeat, will have to be supplied with some means for their journey, and the carts that have been forcibly detained by the Russians have to be brought back to Shumla, and they (the refugees) being, moreover, scattered all over the Caza of Shumla and natives of so many and so distant points, that it is simply idle to expect that their repatriation can be effected in anything like the time named by the Russians.

*Sir A. H. Layard to the Marquis of Salisbury.—(Received July 31.)*

(Telegraphic.)

*Therapia, July 30, 1878.*

I HAVE received the following information to-day from the International Commissioners at Gumuldjina:—

“According to information given by refugees in the neighbourhood of Dimotica, it appears that during the last six weeks the Russians have burnt innocent villages and destroyed the inhabitants. We have just received trustworthy information that the Russians are on the point of attacking Turkish village near Karaja, which is outside their lines, and where the Commission intend to go. The Commissioners will endeavour to prevent useless shedding of blood.”

*The Marquis of Salisbury to Sir A. H. Layard.*

Sir,

*Foreign Office, August 1, 1878.*

I HAVE received and laid before the Queen your despatch of the 18th ultimo, reporting the steps taken with regard to the dispatch of the Commission to inquire into the condition of the Mussulmans in Mount Rhodope and the neighbouring districts, and inclosing copy of the instructions which your Excellency has addressed to Mr. Consul-General Fawcett, the British member of the Commission, and I have to state to your Excellency that Her Majesty's Government approve your proceedings as reported in your above-mentioned despatch.

I am, &c.  
(Signed) SALISBURY.

*The Marquis of Salisbury to Sir A. H. Layard.*

Sir,

*Foreign Office, August 1, 1878.*

I HAVE received your Excellency's telegram dated the 30th ultimo,\* in which you inform me that you had associated yourself with your French, Austrian, and Italian colleagues in sending identic instructions to the International Commissioners, desiring that they should, notwithstanding the opposition, and even the withdrawal of the Russian Commissioner, continue their inquiries, as long as they are in a majority, into the sufferings to which it is alleged the Mussulman population of the districts occupied by the Russians and Bulgarians have been subjected since the signature of the Treaty of San Stefano.

I have now to inform your Excellency that your action in this matter is approved by Her Majesty's Government.

I am, &c.  
(Signed) SALISBURY.

*Sir A. H. Layard to the Marquis of Salisbury.—(Received August 3.)*

(Extract.)

*Therapia, July 24, 1878.*

I HAVE the honour to inclose copies of a report from Mr. Consul-General Fawcett, and of a despatch from Vice-Consul Calvert. They need no comment. The unhappy Mussulmans, without the sympathy or help of Europe, must suffer to the bitter end. Those who denounced “Bulgarian atrocities,” and incited, in the cause of humanity, one of the most cruel and unrighteous of wars, are now silent. But is there no hope that by the publication of such reports as those of Mr. Calvert and others the public opinion of Europe may be brought to bear upon Russia, and that a stop may be put to outrages which are a disgrace to civilisation, and which are the more to be condemned as they are

\* For substance, see No. 15.

committed in a time of peace, and when the unhappy people who are their victims have been subdued and can offer no resistance, and after promises given by the Emperor himself that their lives and property shall be respected?

---

Inclosure 1 in No. 12.

*Mr. Fawcett to Sir A. H. Layard.*

Sir,

*Adrianople, July 22, 1878.*

I TAKE the opportunity of our staying a couple of hours here on our way to Dédéagatch to write you a few lines on the subject of the interview which the Commission had with Prince Dondoukoff yesterday.

Before doing so I wish to give your Excellency the impression I have received from conversations with residents here and at Philippopolis. The persons whom I have seen are well-informed, and, I think, impartial. Their unanimous opinion is, that if the yoke of the Turks was somewhat hard, that of the Russians is infinitely more so. They ask me to request your Excellency, if possible, to prevent, at any rate for the present, the return of any refugees to Roumelia, as it only exposes them to persecution and their women to outrage. These gentlemen say that the Russian soldiers, though rough, are not by nature cruel, which, from what I saw last year, I fully believe; but they are indifferent, and if they do not encourage at any rate permit, in many cases, the Bulgarians to maltreat the Turkish population. They further state that the Russians show a great absence of decent feeling. The smaller mosques are systematically destroyed, the houses of the Turks pulled down, and their cemeteries defaced and defiled, both here and at Philippopolis. In riding up to these towns from the station you can see palpable evidences of these facts. The same gentlemen likewise complain of the unusual system of billeting pursued by the intendance and the police, who put officers into respectable houses, turning out in many instances the members of the family. This may, perhaps, be allowable in time of war, but it can scarcely be usual to bring by force women of ill-fame into such houses. This, nevertheless, I am assured, by several persons, was done by the Governor and Vice-Governor of Adrianople at the house of M. Badetti, a most respectable merchant here, at which the Vice-Governor was quartered, and which was occupied by M. Badetti's family at the time. As for the morality of this town, there are now 3,400 registered prostitutes in a place where such a thing was almost wholly unknown before.

Although my informants spoke much on the question of the harvests and landed property, I shall refer to that subject hereafter, as our Commission discussed the matter with Prince Dondoukoff. Meanwhile, by way of showing the state of destitution to which even the better class of Turks have been reduced, I may cite an instance related to me, that of Emin Bey, well known here as a large proprietor, both of farmsteads and of houses in the town. This notable came yesterday to beg 10 piastres for his family, who are lying destitute in a small hovel.

I regret to state that Mr. Calvert, of Philippopolis, fully confirms the list I gave your Excellency of villages burnt by the Russian troops on the 28th and 29th May last. He gives the names of two additional villages. Thus the evidence comes from both sides.

With regard to Prince Dondoukoff, I can only give the impressions received from an interview which lasted from 12 till 4. That impression, however, I may say, is shared by all the members of the Commission, except one. His Excellency began by making us a speech nearly an hour long. It was principally an eulogium of his good administration, and of the blessings which the country had enjoyed since it came under his government. He came at last to business on the following points:—

1. The question of our safe-conduct. I am bound to say that in this, as, indeed, all through, the Prince was exceedingly polite. He offered us every facility in his power for passing and repassing the lines. We found, however, it would be impossible to communicate with the insurgent districts from this side, as we might be taken prisoners or fired at by the bands of insurgents now in the mountains, as his Excellency could give us no security beyond the Russian lines. We, therefore, determined to turn back and proceed by rail to Dédéagatch, and thence by way of Gumuljina to Dospat.

2. As to the harvest, which is now nearly over. On this point his Excellency favoured us with an explanation of his plan. It has, at least, the merit of perfect simplicity. The harvests on all Turkish properties are being reaped by Bulgarians, who are to receive one-half of the crop, the other half being delivered to the Russian

Government, either in grain or in money. The latter portion is to be kept in depôts until the 1st September awaiting the claimants, who are to come to Philippopolis (or, I presume, Adrianople, as the case may be). If, on presenting themselves, they are not considered as "compromised," they are to receive their portion. By "compromised," the Prince explained that he meant accused of some crime by a Bulgarian. Persons in that category who presented themselves would be tried by a tribunal composed of Bulgarians, and presided over by a Russian President.

We understood, further, from Prince Dondoukoff that this principle would afterwards be applied to the right of Turkish proprietors to their lands also. This, I venture to say, would simply result in wholesale confiscation, and I have little doubt that that is the real object in view.

3. As regards the reinstalment of Turkish refugees in their homes. On this point the Prince was explicit. He said the refugees would, in time, have permission to return to their homes, only, provided that they were not "compromised." I ventured to suggest that such things as amnesties had been heard of; but the reply was, that so much "rancune" existed that it was impossible. His Excellency added, furthermore, that in various places, which he named, such as the Valley of the Tundja, Eski-Zaghra and Yeni-Zaghra, Slimia, and the Batak district, no reinstalment of refugees would be allowed. Knowing the country as I do, from my tour last year, I stated that the whole of the Tundja Valley east of Kalofer was inhabited principally by Turks, and I mentioned that I had myself visited Mufis, Yeni-Mahallé, Haïn-Boghaz, and Ilidja, all Turkish villages in the Tundja Valley, and all of which had been burnt. His Excellency said that that part of the country was now all occupied by Bulgarians whose villages had been destroyed. I replied that they ought to be turned out, and suggested that a regiment should be put in the district to keep order. His Excellency rejoined that if the Turkish Government would provide funds for rebuilding the destroyed Bulgarian villages this might be done, but not otherwise; and so the matter dropped.

I am not aware how long the Congress has decided that the Russian army may continue to occupy the portion of territory on this side of East Roumelia, but fresh troops continue to arrive here, and are forwarded to the south, which certainly does not look like evacuation.

I may add that I am informed on the best authority—namely, by persons who have themselves been compelled to make presents of money—that the most open corruption prevails in the Russian Administration, equal to, if not exceeding, that which exists under the Turkish régime. The taxes are rigorously levied, and fresh ones imposed, whilst those hitherto in arrear are inexorably exacted. The following fact needs no comment. The Porte having remitted the taxes of those Bulgarian villages which had been injured or destroyed by the Bashi-Bazouks in 1876, the Russians insist on those taxes being paid at once.

I had hoped to be able to send your Excellency a brighter account of affairs, but hearing from all sides—Greeks, Turks, and even Bulgarians—the same story, one feels bound to believe it.

I have, &c.  
(For H. Fawcett),  
(Signed) EDMUND CALVERT.

---

Inclosure 2 in No. 12.

*Vice-Consul Calvert to Sir A. H. Layard.*

Sir,

*Philippopolis, July 20, 1878.*

I AM happy to be able at last to report to your Excellency that an improvement has lately taken place in the public security of this town and district. Prince Dondoukoff has exerted himself, with some success, to put a stop to the outrages of which the Turks were the principal victims, and which had been a standing disgrace to the Russian Administration. The village of Peroushtitza—to mention an instance of the means by which comparative freedom from persecution has been secured to the Turks—was lately surrounded by a company of Russian infantry, and twenty of the most robust Bulgarians in the place were seized and flogged, because some of the inhabitants had carried off five horses belonging to a neighbouring Turkish village. The stolen animals not being produced, the Russians took five horses belonging to Peroushtitza and gave them to the Turks.

A great sensation has also been made by the condemnation to death of four

Bulgarians, who were found guilty, before a court-martial, of murdering three unarmed Turks under circumstances of great atrocity. As it is already a fortnight, however, since the sentence was delivered, it is generally thought that it will not be carried out. Much false sentimentality has been expressed on the subject by both Russians and Bulgarians, and it is to be feared that an example which would have effectually established the equality of Christians and Mahommedans before the law, will not after all be given. Had such an example been made in the first week of the Russian occupation, all the lamentable excesses that have since taken place might have been prevented. But it appears probable that, even now, four months after the conclusion of peace, the Russian authorities will be deterred from doing a signal act of justice by those prejudices of race and creed which they so conspicuously displayed at Philippopolis.

Short of cases of gross personal violence, of which I shall have to record one flagrant instance at the end of this despatch, but of which there has been a relative cessation during the past month, misdemeanours of various kinds are still far from uncommon. Robberies, both in town and in the country, are still frequent; but they no longer bear the stamp of persecution, the Turks not being now the only, or even the principal, sufferers.

The Russo-Bulgarian authorities are apparently earnest in their efforts to put a stop to crimes of violence.

But while giving them full credit on this head, I am bound to state that, in other respects, they are still acting in a way that deserves the severest censure.

Since the beginning of this month the destruction of Turkish houses, which had been interrupted for a time, has been renewed with greater activity than ever, and this time with the authority and participation of the police. It cannot be alleged that the houses destroyed stood in the way of the public improvements now in progress, as the work of destruction is going on in every part of the town, and not only along the main thoroughfares, which are being widened. It has been remarked that the renewal of the destruction of Turkish houses coincided, in point of time, with the arrival of the first reports that Bulgaria was to be confined to the country north of the Balkans. The tiles, woodwork, &c., of the houses are publicly sold by the police, the woodwork commanding a high price now owing to the scarcity of fuel.

The Turkish refugees are now paid for their work (not invariably, however,) at the rate of half-a-franc a day and a loaf of bread. But the police, while paying the refugees, make the corvée as vexatious to the Turks as possible by impressing persons who have other means of subsistence and are unused to manual labour.

Had the refugees been paid for the labour exacted from them at the beginning of the Russian occupation, the corvée would have been a great relief for them. Now, although they are paid half-a-franc a day, the corvée affords them no relief, but, on the contrary, constitutes a heavy tax on them, as the price of agricultural labour—at zero six months ago—has risen to 12 piastres (2½ francs) per day, and as much as 20 piastres a day is paid for reapers, in which work the Turks can only engage in the rare intervals when the police afford them a day of rest.

Of the difficulties encountered by the few Turkish landed proprietors and merchants who have returned in endeavouring to recover their sequestered property, I have already, at different times, informed your Excellency. I need only state now that heavy bribes continue to be the only medium by which these unfortunate people can recover such of their property as has not been sold or squandered, and that in general they are too impoverished to be able to pay the *douceurs* demanded of them.

Out of thirty mosques existing in Philippopolis, only one has as yet been restored to its legitimate use; the remainder are used as depôts for provisions and ammunition.

One story of persecution of the most horrible nature, to which I have alluded elsewhere in this Report, has come to light within the last few days, and it is this that has obliged me to qualify as relative the immunity from outrage which the Turks may now be said to enjoy.

Yesterday a young Turkish woman came to me, and made the following statement;—

Her name is Nazik; she is 23 years of age, and is a native of Buyuk Himetly, in the district of Kyzanlik. Her husband, Seid, died three months ago in this town, and she has no relative now living but an uncle, who is staying at Philippopolis.

With about 100 returned refugees from different villages Nazik was sent away from Philippopolis two months ago. They bore a safe-conduct from the Russian authorities.

"When we left Philippopolis," she said, "we slept the first night at Tchirpely; the second night we stopped at Yünkioi, a Bulgarian village. The Russian soldiers, who had

been given us as an escort, had left us on the road, and returned to town. At Yünkioi, the Bulgarians received us badly. They shut us all up in a barn about 30 feet square, men, women, and children together. It was then about the hour of evening prayer. Shortly afterwards, the door of the barn was thrown open, and a crowd of Bulgarians rushed in among us, at their head a 'papass' (priest). I cannot describe in detail what then took place, for I was ill, and lay helpless on the floor in a corner of the barn—my two children, one a girl of twelve months, the other only ten days old, at my side. The Bulgarians were all armed, some with swords and guns, others with axes, clubs, &c. They began by demanding money of us; they searched our persons, and took the little money we had, beating us because we had not more. Then, after binding all the men among us, they rushed upon the women. Each man seized the first woman in his way, and dragged her into the fields and gardens around; they ravished every female of our party, down to girls of eight years."

Q. "Can you name any of the children who you say were outraged?"

A. "Yes, Hassan Prankadji's sister, Hazimé, was only 8 years old; they violated her. Also Rushid's daughter, Zelbah, ten years old; and Yuzbashi's daughter, Urkieh, all of Beykioi.

"The priest himself violated Selim Bashi's wife, Lutfieh, 24 years of age.

"In the confusion which took place when the Bulgarians were seizing the women and the women resisting and trying to elude them, my two children were trodden under foot. I cried out 'You are killing my children!' But one of the Bulgars, who carried a gun with fixed bayonet, turned round and thrust his weapon into the body of my eldest child. It only lived a few minutes longer. My baby died the next evening of the injuries it received.

"The outraging of the women went on from shortly after sunset till the fourth or fifth hour of the night.

"In the morning we were allowed to proceed to Beykioi, which the Russian authorities had assigned to us as a residence.

"On the way to Beykioi, the family of Konkon Mehmed, consisting of himself, his wife, son, and daughter-in-law, were all murdered, having lagged behind the others and been overtaken by Bulgarians.

"The life we have led at Beykioi for the last two months, God knows what it has been!

"Not a week has passed without some one of us women being forced to submit to the worst indignities. And if we resisted, which we knew to be useless, beating, beating, beating! We have become like animals, and have forgotten what it is to feel shame.

"Until now the tchorbadjis of Beykioi would not allow any of us to come to town, because they feared we would come to town to complain. Two other women came with me to town. Six others remain at Beykioi, and they beg for the love of God to be allowed to escape from their persecutors.

"I was not outraged by the Bulgarians, either at Yünkioi or at Beykioi, because I was seriously ill till lately. One day, at Beykioi, they dragged me into a garden, but seeing that I was unable to walk or stand, they let me go.

"I could not identify any of our persecutors at Beykioi, but my companions can. I could recognize some of those who ill-treated us at Yünkioi. I have almost lost my mind. In the space of three months I have lost my mother, my husband, and three children. My eldest child, my husband, and my mother died in Philippopolis."

I have, &c.

(Signed) F. R. J. CALVERT.

P.S.—I have just seen a native of Beykioi who states that he, with three other Turks, ran away from the Bulgarians at Yünkioi, and reached Philippopolis, where they made complaints at the first Police-station; but that they were imprisoned for their pains.

F. R. J. C.



*Sir A. H. Layard to the Marquis of Salisbury.—(Received August 3.)*

My Lord,

*Therapia, July 26, 1878.*

I HAVE the honour to inclose copy of private letter from Mr. Consul Reade, respecting affairs at Shumla and Varna, in connection with the Commission which has been appointed to negotiate the evacuation of those fortresses.

I have, &c.

(Signed) A. H. LAYARD.

Inclosure in No. 13.

*Consul R. Reade to Sir A. H. Layard.*

(Extract.)

*Rustchuk, July 22, 1878.*

I HAVE just reached this from Shumla, where, as I said in my last note to your Excellency, I was going to see about the refugees.

The Commission was there taking measures for their repatriation, but as many of them are in a state of utter destitution, this will take much more time than the Russians appear disposed to accede to.

The number of utterly destitute refugees is about 80,000. The Government resources are nearly exhausted, and all that the Russians have given as assistance is twenty napoleons. Having fortunately still a good balance in my hands from the Turkish Compassionate Fund, I placed 300 Turkish lira at the disposal of the two Commissions, viz., the Evacuation Commission and the local one for the refugees, to be applied to the assistance of the destitute.

The authorities appeared immensely relieved, as they absolutely did not know what to do for them. Had I not been able to afford this assistance many must have died on the road. On my return from Bucharest in a couple of days I shall go back to Shumla and do what more lays in my power. I hope to be able to avoid a catastrophe which otherwise must have been inevitable.

I told the Turks that, as I took great interest in the refugees, I thought that if their repatriation is left to the Russians and Bulgars many will suffer immensely.

*Sir A. H. Layard to the Marquis of Salisbury.—(Received August 3.)*

(Telegraphic.)

*Therapia, August 2, 1878.*

I HAVE received a despatch from Consul Reade, dated 30th ultimo, in which he describes shameful and revolting conduct of Russians and Bulgarians towards Mussulman refugees, who were returning to their homes on evacuation of Shumla, on the faith of assurances given by Russian authorities. A panic prevails in consequence among large numbers of refugees remaining in districts of Shumla and Varna, and who will be given over into the power of the Russians and Bulgarians. Can nothing be done for the protection of these poor people? When I last saw the Sultan His Majesty spoke to me on the subject, appealing to the humanity of Europe.

*Sir A. H. Layard to the Marquis of Salisbury.—(Received August 7.)*

My Lord,

*Therapia, July 29, 1878.*

I HAVE the honour to inclose copies of the telegrams sent to myself and Count Zichy by the British and Austro-Hungarian members of the Commission of Inquiry into the condition of the Mussulman fugitives in the districts of Mount Rhodope, and of the minutes of the proceedings of the Commission.

In reply to the telegrams from the British, French, Austrian, and Italian

Commissioners, stating that their Russian colleague was endeavouring to stop the inquiries in which they were engaged, and threatened to break up the Commission by withdrawing from it, they have been directed to continue their inquiries as long as they are in a majority, notwithstanding the opposition and withdrawal of M. Basily.

I have, &c.

(Signed) A. H. LAYARD.

P.S.—I have the honour to inclose copy of a further telegram which has been received from the Commission on the 1st August.

Inclosure 1 in No. 15.

*Colonel de Raab to Count Zichy.*

(Télégraphique.)

*Cavalla, le 27 Juillet, 1878.*

COMMISSION, arrivée mardi à Xanthi, a trouvé nombre considérable de réfugiés; elle a vu, entendu, et interrogé les autorités locales. Mercredi elle recevra des délégués de chacun des villages d'où viennent les réfugiés pour les interroger sur ce qu'ils ont souffert.

Inclosure 2 in No. 15.

*Colonel de Raab to Count Zichy.*

(Télégraphique.)

*Dedeagatch, le 27 Juillet, 1878.*

TROIS Consuls à Dédéagatch disent que le brigand Petko y séjourne et qu'il porte l'uniforme Russe.

Inclosure 3 in No. 15.

*Messrs. de Raab, Fawcett, Grazziani and Challet to Count Zichy.*

(Télégraphique.)

*Cavalla, le 28 Juillet, 1878.*

A la suite de dispositions relatives aux cruautés dont ont souffert les réfugiés, Commissaire Russe, en partie soutenu par Allemand, s'oppose maintenant, bien que décision ait été prise à l'unanimité sur le mode de procédure à suivre dans la recherche des motifs qui ont obligé les réfugiés à quitter leur pays et qui les empêchent encore d'y retourner, à ce que, conformément à nos instructions, nous enrégistrions dans les procès-verbaux les réponses ayant trait à leurs souffrances, et demande que la Commission suspende ses travaux avant d'avoir reçu l'opinion de son chef à ce sujet. Commissaires Turquie, Angleterre, Autriche, France et Italie persistent dans la décision déjà prise, décidant de ne pas attendre et continuer travaux.

Commissaires au complet partis Samedi matin pour Gumurdjina sans attendre réponse. Prière de communiquer aux Représentants Angleterre, France, Italie.

Inclosure 4 in No. 15.

*Messrs. Fawcett, de Raab and Challet to Sir A. H. Layard.*

(Telegraphic.)

*Cavalla, July 27, 1878.*

EVIDENCE of most of the refugees concerning atrocities committed by Russian soldiers is unanswerable. M. Basily, the Russian Commissioner, wishes to stop these accusations, many of which German acknowledges to be true. M. Basily says he will retire, and so put an end to the Commission.

## Inclosure 5 in No. 15.

*Procès-Verbal of the First Sitting of the Rhodope Commission.*

CE jourd'hui, 21 Juillet, 1878, leurs Excellences Naschid Pacha, ex-Gouverneur du Vilayet de Syrie, et Riza Bey, Délégués par la Porte ; et MM. Le Colonel Raab, Attaché Militaire à l'Ambassade d'Autriche-Hongrie ; Fawcett, Consul-Général d'Angleterre, Juge Suprême ; Challet, Consul, Gérant par intérim le Consulat de France à Constantinople ; Basily, Premier Secrétaire de l'Ambassade de Sa Majesté l'Empereur de Russie ; Graziani, Drogman de la Légation de Sa Majesté le Roi d'Italie ; Multer, Vice-Consul d'Allemagne à Constantinople ; réunis dans une salle de la gare du chemin de fer à Philippopolis en Commission régulièrement constituée, en vertu des pouvoirs qui ont été conférés à chacun d'eux par les Chefs des Missions à Constantinople des Puissances Signataires du Traité de Berlin, et à la suite d'une décision du Congrès ;

Ont décidé, conformément aux instructions collectives qu'ils ont reçues, de se mettre immédiatement en rapport avec le Commissaire Impérial Russe en Bulgarie, Prince Dondoukoff Korsakoff, pour le prier de leur faciliter l'accomplissement de la mission qui leur est confiée, notamment en leur accordant ;

1. Un sauf-conduit qui leur permette de parcourir tout le territoire occupé par les troupes Russes dans les lieux où doit s'exercer leur mission partout, et le jour où besoin sera.

2. Une escorte dans les endroits soumis à sa juridiction partout où cette escorte serait jugée utile, soit par les autorités Russes, soit par les Commissaires eux-mêmes, pour leur sûreté personnelle.

La Commission pense également qu'elle doit profiter de cette première entrevue avec le Commissaire de Sa Majesté Impériale, pour prendre quelques renseignements préalables et généraux relativement à la possibilité éventuelle du rapatriement des émigrés dans toutes les contrées actuellement occupées par l'armée Russe. Il est entendu, d'ailleurs, qu'il ne s'agit dans cette conversation que d'indications générales destinées à guider la Commission dans ses informations ultérieures.

Ces décisions sont acceptées à l'unanimité et, à l'unanimité aussi, la Commission désigne le Colonel Raab, qui accepte, comme son Président, chargé en toute circonstance de parler en son nom.

M. Challet est chargé de remplir les fonctions de Secrétaire.

(Suivent les signatures.)

Pour copie conforme :

Le Président de la Commission,  
(Signed) RAAB, Colonel.

## Inclosure 6 in No. 15.

*Procès-Verbal of the Second Sitting of the Rhodope Commission.*

OE même jour, 21 Juillet, à 3 heures de l'après-midi, la Commission réunie au Palais du Commissariat Impérial, à la suite de l'entrevue qu'elle venait d'avoir avec le Prince Dondoukoff, confie à son Secrétaire le soin de rédiger une notice retraçant les points les plus saillants de la conversation du Prince, et passe à l'examen de l'itinéraire qu'elle aura à suivre dans son enquête.

L'opinion fut unanime sur la nécessité de commencer la mission par les localités où les émigrés se sont agglomérés en plus grand nombre ; les souffrances doivent y être plus vives, l'intérêt plus immédiat.

Or, sur les indications de Mr. Fawcett, le district de Gumurdjina paraissant le plus éprouvé, la Commission décide de s'y transporter immédiatement ; mais le chemin le plus direct n'étant ni le plus rapide ni le plus prudent, en raison de la difficulté des routes et de la nécessité d'aborder les lieux où la sécurité n'existe pas au-delà des lignes Russes, la Commission adopte le projet de tourner l'obstacle en passant par Andrinople, Dédéagh, et Lagos ou Cavalla. Elle reprendra donc, le soir même, le chemin de fer pour Andrinople, afin d'arriver à temps pour profiter demain du train de Dédéagh. Mr. Fawcett annonce qu'il a demandé à son Gouvernement de vouloir bien mettre un bâtiment de guerre à la disposition de la Commission ; il espère que ce vapeur sera à Dédéagh à l'arrivée du train ; une fois à Dédéagh, la Commission réglera la suite de son itinéraire d'après les circonstances ; en attendant, elle prie son Président d'informer le Commissaire de Sa Majesté Impériale de ses décisions et de le remercier du bienveillant accueil qu'elle en a reçu.

Le Prince sera plus tard informé, en temps utile, du jour où la Commission retournera dans les lignes Russes.

Pour copie conforme :

Le Président de la Commission Européenne du Rhodope,  
(Signé) RAAB, Colonel.

Inclosure 7 in No. 15.

*Procès-Verbal of the Third Sitting of the Rhodope Commission.*

AUJOURD'HUI, 24 Juillet, 1878, la Commission, réunie au complet dans une salle de l'Agence du Lloyd Austro-Hongrois, entend la lecture de la notice demandée au Secrétaire dans la séance précédente, en approuve le contenu modifié par les souvenirs de plusieurs des Délégués, et déclare qu'elle est annexée au présent procès-verbal.

M. Basily donne connaissance à la Commission qui lui en fait la demande, du sauf-conduit par lequel le Prince Dondoukoff, en chargeant M. Yousefvitch d'être son intermédiaire auprès de toutes les autorités civiles et militaires placées sous ses ordres, prescrit à ces dernières d'accorder au Délégué le libre passage sur tout le territoire occupé par les troupes Russes, de même que l'entrée et la sortie là où la Commission jugera utile dans le rayon d'occupation d'un côté ou de l'autre des avant-postes, en lui fournissant en deça des lignes, guide, escorte et courtoisie de manière à lui faciliter l'accomplissement de sa tâche.

La Commission décide qu'elle continuera son voyage le même jour jusqu'à Xanthe, où elle s'entendra sur la manière dont elle doit procéder à son enquête.

Pour copie conforme :

Le Président de la Commission,  
(Signé) RAAB, Colonel.

Inclosure 8 in No. 15.

*Annex to the Third Procès-Verbal.*

EN conformité de la décision prise ce matin, la Commission de Rhodope se rendit chez le Commissaire Impériale de Russie à Philippopolis et fut présentée au Prince Dondoukoff par son Président.

Le Prince, dont la Commission ne saurait trop reconnaître le gracieux accueil, et qui connaissait déjà les motifs de cette visite, et le but humanitaire de la mission des Délégués, voulut leur donner immédiatement les preuves de ses bienveillantes dispositions, et de l'intérêt qu'il attachait à leur mandat, en leur communiquant un grand nombre de renseignements fort précieux, tant sur l'attitude et l'esprit des populations soumises à sa juridiction administrative que sur les moyens déjà employés ou d'emploi possible à ses yeux dans l'avenir pour ramener les émigrés vers leurs anciennes demeures.

Le Prince insista tout particulièrement sur la rancune que les derniers événements avaient inculquée dans les deux populations d'origine Turque et Bulgare, rancune telle que le voisinage immédiat des deux ennemis entraînerait forcément dans un grand nombre de villages, Batak entre autres, et notamment vers les points limitrophes des Balkans, tels qu'Eski-Zagra, Yeni-Zagra, Chipka, et toute la Vallée de Tundja, de Sapot jusqu'à Haïn-Boghaz, de nouveaux désordres et des représailles sanglantes que l'autorité Russe serait impuissante à réprimer ; il exposa les difficultés insurmontables, suivant lui, qui s'opposeraient à la rentrée des Turcs dans ceux de leurs villages aujourd'hui habités par les Bulgares, à la suite de la destruction des villages de ces derniers.

L'Administration Russe ne peut permettre aux émigrés de s'installer dans leurs foyers, qu'après avoir obtenu une autorisation préalable accordée à la suite d'une enquête assez minutieuse. En effet, l'autorité Ottomane est appelée à dresser les listes dont les noms sont soumis aux Chefs de Sandjak, et de ces listes, après des renseignements recueillis par les autorités locales sur les lieux où les requérants veulent retourner, on élimine tout individu compromis, réputé dangereux, ou désigné à la vengeance publique par ses antécédents. Ce triage opéré, l'autorité Russe croit pouvoir répondre de la sécurité des rapatriés ; mais sans cet épurement le Prince redouterait des désordres ou des massacres, même si l'on colonisait les proscrits dans les localités spéciales comprises dans les limites des nouvelles Provinces de la Bulgarie et de la Roumelie, quel-

qu'éloignées que soient ces localités du théâtre des événements. La colonisation de ces proscrits ne pourrait donc s'effectuer qu'en dehors de ces provinces, et l'amnistie générale à laquelle un des Commissaires a fait allusion, semble au Prince une solution impossible, toujours en raison des prédispositions d'esprit des deux populations.

En ce qui concerne la police en général dans la circonscription militaire, le Prince estime que la gendarmerie Bulgare en voie de formation serait insuffisante à assurer et garantir la tranquillité et le bon ordre au cas du retour des émigrés sous les précautions plus haut ; car non-seulement elle est composée d'un trop petit nombre d'enrôlés, mais encore on ne pourrait compter que sur la gendarmerie à cheval.

Relativement au rapatriement, le Prince prévient la Commission qu'il doit faire des réserves, en ce qui concerne la santé publique, et qu'il serait obligé de repousser tout individu ou groupe d'individus atteint de maladie contagieuse et surtout de la petite vérole noire.

La rentrée ne devrait s'effectuer que par petit groupe de cinquante à cent individus tout au plus, de manière à assurer le ravitaillement et la sécurité pendant le voyage. Le désarmement est et doit être obligatoire.

En attendant le retour des émigrés l'autorité Russe s'est préoccupée de sauvegarder leurs récoltes. En vertu d'un règlement existant les Bulgares y ont été employés et pour salaire il leur est donné la moitié du produit ; l'autre moitié, deduction faite de la dîme, demeure en dépôt aux mains de l'Administration, qui la remet au fur et à mesure des demandes aux ayant droit.

Cependant, après le 1<sup>er</sup> Septembre le produit non réclamé sera retenu au profit de l'Administration locale, ainsi que le sont et le seront toutes les récoltes appartenant aux individus compromis par des accusations relatives aux massacres des dernières années.

Passant à un autre ordre d'idées à l'occasion de la route que nous devons suivre, le Prince affirma que depuis son arrivée à Philippopolis, c'est-à-dire depuis cinq à six semaines, tous les bruits relatifs à l'insurrection du Rhodope étaient inexacts ; qu'il ne pouvait, d'ailleurs, ainsi qu'on le prétend dans les journaux, y avoir eu d'engagements entre les révoltés du Rhodope et les troupes Russes, puisque les montagnes indiquées comme siège de l'insurrection sont situées à plus de 50 kilom. en deçà des avant-postes Russes ; quoiqu'il en soit, le Prince se mettait en tout ce qui dépendait de lui à la disposition de la Commission.

Après avoir remercié le Commissaire de Sa Majesté Impériale de la bonté avec laquelle il voulait bien aider la Commission par la communication de détails et d'appréciations qu'elle utiliserait, le Colonel Raab exprima au Prince, au nom de ses collègues, les désirs émis dans la réunion du matin. Ces vœux furent agréés avec grande courtoisie, et le Prince répondit qu'il était tout disposé à accorder non-seulement un sauf-conduit, avec lequel il sera loisible aux délégués de circuler très-librement dans les localités occupées par l'armée Russe jusqu'aux avant-postes et même jusqu'aux limites où pénétreraient les patrouilles Russes ; mais encore toute escorte et toutes facilités qui paraîtraient nécessaires à la bonne et prompte réussite du mandat des Commissaires. Pour assurer l'exécution de ces ordres et éviter des retards et des malentendus, le Prince proposa de faire accompagner la Commission par un de ces employés civils, M. Yousefovitch.

Les Délégués se retirèrent en promettant au Prince de lui faire savoir l'itinéraire qu'ils choisiraient, aussitôt qu'ils en auront décidé dans leur prochaine réunion.

Le Président de la Commission Européenne de Rhodope,  
(Signé) RAAB, Colonel.

Inclosure 9 in No. 15.

Colonel de Raab to Count Zichy.

(Télégraphique.)

Gumuldjina, le 29 Juillet, 1878.

LA Commission a visité les réfugiés qui se trouvent à Gumuldjina, et qui sont réduits à la dernière misère. Des milliers de veuves et d'orphelins malades en constituent la plus grande partie, qui tous réclament un secours immédiat.

La construction de plusieurs hôpitaux et orphelinats dans le dit endroit a été reconnu strictement nécessaire ; c'est pourquoi la Commission prie MM. les Ambassadeurs des Puissances Signataires d'engager la Sublime Porte à envoyer aux Commissaires la somme de 5,000 livres Turques pour le but sus-indiqué.

La Commission continue ses travaux. Je prie votre Excellence de vouloir bien donner connaissance du présent télégramme à MM. les Ambassadeurs.

No. 16.

*Sir A. H. Layard to the Marquis of Salisbury.—(Received August 7.)*

My Lord,

*Therapia, July 30, 1878.*

I HAVE the honour to inform your Lordship that I have received a petition from the inhabitants of the district of Kirk-Kilissa, asking for protection from the Russians and Bulgarians, who are plundering their houses and profaning their mosques.

I have, &c.

(Signed) A. H. LAYARD.

No. 17.

*Sir A. H. Layard to the Marquis of Salisbury.—(Received August 7.)*

My Lord,

*Therapia, August 1, 1878.*

I HAVE the honour to transmit to your Lordship herewith copy of a despatch from Mr. Vice-Consul Brophy respecting outrages which have occurred at Gök Tépé.

I have, &c.

(Signed) A. H. LAYARD.

Inclosure in No. 17.

*Vice-Consul Brophy to Sir A. H. Layard.*

Sir,

*Bourgas, July 16, 1878.*

I HAVE the honour to report to your Excellency the following occurrence:—

About the 25th June last 216 sheep and goats and one pair of buffaloes were stolen, or, rather, carried off openly, by Bulgarians from the owner, Tchoban Hussein, of the Mussulman village of Ahlatli Kebir, in the Caza of Bourgas.

Some ten days later Nicola Tchorbadji, of the neighbouring Bulgarian village of Gök Tépé, passed through Ahlatli, and told Tchoban Hussein that his sheep, &c., were all at Gök Tépé, and recommended him to come there under his (Nicola's) escort, where he would endeavour to have them restored to him.

On the faith of this promise Hussein and his son Hassan went to Gök Tépé, where they found their flocks: the Bulgarians, however, whilst admitting the ownership and that the sheep, &c., had been stolen, offered to give Hussein half of them only, on condition of his giving up all claim to the rest; on his refusing he was told that he would get nothing at all. He then applied to the same Nicola Tchorbadji (the head man of the village) for a Bulgarian to escort himself and his son back to their village, and a certain Keusseh Nicola was told by Nicola Tchorbadji to go with them.

According to the account given by this Keusseh Nicola, ten armed Bulgarians met him on his road to Ahlatli, and carried off Hussein and Hassan into the hills. From that time (about eleven days since) nothing has been heard or seen of the two Turks, who, it is only too probable, have been murdered in order to prevent them claiming their flock.

As the stolen sheep were all in the village of Gök Tépé, there can be little doubt that the Bulgarians of that village are responsible for the crime, of which *prima facie* evidence would point to Nicola Tchorbadji as the instigator.

In my despatch of the 10th July I mentioned the village of Ahlatli as being one of three (the others being Belevren and Kara Abbabiler) which, alone of the Mussulmans, had remained in the Hasséki district, between Bourgas and Kirk-Kilissa, and I have now to confirm my statement as to all three having been plundered of all their live stock and most of their household goods by Bulgarians of the neighbourhood. In my despatch of the 4th July, I had the honour of sending to your Excellency a detailed account of the outrages committed at Kara Abbabiler, and I have to state that none of the twenty Bulgarians whose arrest and release within twenty-four hours I then reported have been in any way punished.

I have, &c.

(Signed) CHARLES A. BROPHY.

**TURKEY. No. 45 (1878).**

---

**FURTHER CORRESPONDENCE respecting the Affairs  
of Turkey.**

---

*Presented to both Houses of Parliament by Com-  
mand of Her Majesty. 1878.*

---

**LONDON :**  
**PRINTED BY HARRISON AND SONS.**



DA 47.9

T<sub>8</sub>

G74

1878

f

17926H00

a 4402388

**STANFORD LIBRARIES**

To avoid fine, this book should be returned on  
or before the date last stamped below

FOR USE IN  
LIBRARY ONLY

Hoover Institution Library



3 6105 073 402 070

DA 47.1

T 8

674

1878 F

